

# Eugène Varga

1921-1924

## Articles publiés dans le *Bulletin Communiste*

Entre 1921 et 1924, il y a **seize articles** portant la signature de Varga dans le *Bulletin Communiste*. Cependant, ils sont parfois des reprises d'articles publiés précédemment dans *L'Internationale Communiste* (un cas) et surtout dans *La Correspondance Internationale* (sept cas). Enfin, Varga signe avec Trotsky le texte des « *Thèses sur la situation mondiale et les tâches de l'IC* » du 3<sup>e</sup> Congrès de l'IC, repris ailleurs. Il y a donc **sept** articles qui ne se trouvent que dans le *Bulletin Communiste*. Nous n'avons pas repris les articles déjà inclus dans les dossiers de *La Correspondance internationale*.

**1. L'Angleterre, puissance mondiale**

*Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n°21-22, 26 mai 1921, pp. 358-366.

**2. Chronique internationale - Russie**

*Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n°27, 30 juin 1921, pp. 452-453.

**3. La vie économique en Russie – L'activité commerciale**

*Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n° 28, 7 juillet 1921, p. 471-472.

**4. Thèses sur la situation mondiale et les tâches de l'Internationale Communiste** (rédigées avec Trotsky)

*Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n°29, 14 juillet 1921, pp. 480-487.

**5. Les problèmes économiques de la dictature prolétarienne** (trois préfaces au livre de Varga *La dictature du prolétariat*)

*Bulletin communiste*, 3<sup>e</sup> année, n° 25, 15 juin 1922, pp. 487-492

**6. Comment doit être composé le programme de l'Internationale Communiste**

*Bulletin Communiste*, 3<sup>e</sup> année, n°44, 2 novembre 1922, pp. 818-820

**Reproduction de *L'Internationale Communiste*, 1922,**

*Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°14, 5 avril 1923, pp. 129-131. **(bis !)**

**7. La situation économique mondiale en octobre-décembre 1922**

*Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°8, 22 février 1923, pp. 119-120

**Reproduction de *La Correspondance Internationale*, n°10, 2 février 1923.**

**8. La situation économique mondiale en octobre-décembre 1922 (suite)**

*Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°9, 1<sup>er</sup> mars 1923, pp 141-144

**Reproduction de *La Correspondance Internationale*, n°11, 7 février 1923.**

**9. La France et la Ruhr**

*Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°19, 10 mai 1923, pp. 224-225.

**10. La question de la Ruhr**

*Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°20, 17 mai 1923, pp. 238-240.

**11. L'année économique 1923**

*Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°10, 7 mars 1924, pp. 269-271

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 13 février 1924, n°11, pp. 110-112.

**12. La dépréciation du franc et la situation financière en France**

*Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°12, 21 mars 1924, pp.307-309

**13. Une solution du problème des réparations**

*Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°22, 30 mai 1924, pp.534-536

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 21 mai 1924, n°27, pp. 308-309.

**14. Documents sur le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC – Rapport de Varga sur la situation économique mondiale**

*Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°34, 22 août 1924, pp. 807-810

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 3 juillet 1924, n°40, pp. 411-413.

**15. Quelques aspects de l'économie mondiale au 1<sup>er</sup> semestre 1924**

*Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°42, 17 octobre 1924, pp. 992-994

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 8 octobre 1924, n°70, pp. 769-771.

**16. Le développement économique de l'Allemagne**

*Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°46, 14 novembre 1924, pp. 1086-1089

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 22 octobre 1924, n°72, pp. 797-798. et de *La Correspondance Internationale*, 28 octobre 1924, n°73, p. 814.

**1. *Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n°21-22, 26 mai 1921, pp. 358-366.**

## **L'Angleterre, puissance mondiale**

### *Sa situation économique et sociale*

L'Angleterre est sortie du grand conflit entre les impérialistes incontestablement victorieuse. Son importance mondiale, qui n'a cessé de s'accroître depuis un demi-siècle, est à son apogée. L'empire anglais encercle le monde de son anneau de fer. Sur toutes les mers, sa flotte a des bases navales. Son pouvoir s'étend aussi aux régions qui complètent l'empire proprement dit. Et s'il peut apparaître que la France est à l'heure actuelle à la tête du capital, coalisé contre la Russie, l'Angleterre demeure pourtant le dernier refuge du capitalisme européen à l'agonie. Toutes les phrases sur les droits de nationalités et sur la démocratie, dont l'Angleterre s'est servie pour pousser contre l'Allemagne son prolétariat, ne sont plus à présent que boniments hors d'usage. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a permis de démembrer l'Europe Centrale et Orientale et d'y former de nombreux petits Etats, qui ne sont en fait que des colonies anglaises.

Tous les points stratégiques importants, tous les points internationaux, sont à l'Angleterre. Constantinople est un port anglais. 19 000 Anglais y tiennent garnison. L'Angleterre alloue à la Grèce une partie importante de l'Asie Mineure, afin de tirer parti des forces grecques dans la guerre contre la Turquie, mais elle garde l'île de Chypre, peuplée d'Hellènes, dont l'importance stratégique est considérable pour la flotte britannique. L'Angleterre a mis la main sur la navigation du Danube, ce qui fait tomber sous son influence les Etats danubiens. Il semblerait à première vue que l'Angleterre soit sortie de la guerre, non affaiblie, mais affermie.

Il n'en est pourtant pas ainsi. Mais pour montrer les lézardes qui ont fait leur apparition à la suite de la guerre dans l'édifice de l'Empire anglais, il convient d'en exposer d'abord la construction.

### **L'Angleterre et ses colonies**

Les colonies anglaises forment deux groupes nettement différents. Dans le premier entrent les colonies, peuplées d'Anglo-Saxons et d'émigrants et dont les autochtones ont été ou chassés ou exterminés. Les plus importantes sont : le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis de l'Afrique du sud. Voici quelques chiffres qui suffisent à en définir l'importance.

COLONIES	Superficie en millions de miles carrés <sup>1</sup>	Population (millions)
Canada	3,8	environ 7
Australie et Nouvelle Zélande	3,9	environ 6 (moins les indigènes)
Afrique du Sud	approx. 0,5	environ 10 (y compris les indigènes)
Indes	approx. t. 1,2	environ 300

<sup>1</sup>Le *Bulletin communiste* parle de « km ». Mais, même en tenant compte de la modification des frontières depuis 1921 les surfaces données correspondent plutôt à des miles carrés qu'à des kilomètres carrés. (Note de la MIA)

Ces colonies jouissent depuis longtemps d'une large autonomie : elles ont leurs parlements, leurs armées et le Canada a même son système monétaire. Leur population est principalement formée d'Anglais, qui depuis toujours, se sont considérés comme les égaux, aux points de vue sociaux et économiques, des citoyens de la métropole.

Le second groupe est formé de colonies peuplées de race indigène, de pays vaincus en un mot, dont la population, privée de certains droits politiques, n'est maintenue dans la soumission que par les armées anglaises et est administrée par des fonctionnaires britanniques. Les plus importantes de ces colonies sont : l'Inde, l'Égypte, l'Afrique Centrale, une partie considérable du Sud-ouest de l'Asie, qui s'étend de l'Égypte aux Indes et qui a été conquise, en grande partie, pendant la récente guerre. Les populations de ces régions résistent encore à l'heure actuelle. Les pays depuis longtemps conquis par l'Angleterre ont pu être maintenus sous le joug, au moyen de forces de très peu d'importance, grâce à l'excellente organisation des autorités anglaises et à l'inappréciable expérience acquise par les Anglais au cours des siècles dans l'art de conquérir et d'assujettir les peuples. Au début de la guerre mondiale, les troupes tenant garnison aux Indes c'est-à-dire dans un pays peuplé de 300 millions d'habitants, n'étaient fortes que de 80 000 hommes (officiers compris). Et l'on put au début de la guerre, diminuer encore sans inconvénient sérieux cette garnison déjà numériquement insignifiante.

En dépit des conditions sociales très différentes entre les pays colonisés et conquis, l'attitude de l'Angleterre envers toutes ses colonies a toujours été assez uniforme. Le centre de gravité de la vie économique anglaise, c'est la ville, c'est-à-dire les centres industriels de l'immense empire, les rapports entre les colonies et l'Angleterre peuvent être ainsi résumés :

1. L'Angleterre recevait de ses colonies des matières premières — coton d'Égypte et des Indes, laine d'Australie, jute des Indes, denrées coloniales de tous ces pays, — et leur fournissait en échange des articles manufacturés, des machines, des outils, principalement des métaux ouvragés.

Le caractère industriel de l'Angleterre ressort avec évidence de la quasi-disparition de sa population agricole. Avant la guerre, un sixième de la population de la Grande-Bretagne, s'occupait d'agriculture. Le pays, et par conséquent les capitalistes anglais, trouvait beaucoup plus avantageux d'exporter le labour du prolétariat anglais, sous forme de produits industriels, et de l'échanger contre les produits de l'agriculture et contre les matières premières des colonies.

2. L'Angleterre est depuis longtemps le capitaliste bailleur de fonds des colonies. Avant la guerre, la moitié à peu près des capitaux de formation nouvelle étaient placés aux colonies. Les bénéfices qu'ils rapportaient revenaient de la sorte à la métropole.

3. L'Angleterre était l'armateur et le fréteur de toutes les colonies. La navigation entre l'Europe et les colonies et même la navigation des colonies entre elles était, dans l'immense majorité des cas, entre les mains des compagnies anglaises. Le droit exclusif d'exploiter la navigation avait donné au capital anglais, une supériorité considérable sur ses concurrents.

4. L'Angleterre était le banquier de toutes les colonies jusqu'à la guerre, le papier-monnaie anglais était considéré depuis des siècles comme le meilleur. Les bank-notes anglaises étaient depuis longtemps échangées pour de l'or et valaient sur le marché mondial leur valeur nominale en or.

5. Sa puissante flotte faisait de l'Angleterre le défenseur attitré de ses colonies contre les entreprises possibles des États impérialistes.

Le résultat de cette situation économique, prolongée pendant des siècles, était que la balance commerciale de l'Angleterre demeurait passive. L'Angleterre recevait chaque année pour un milliard

de plus qu'elle n'exportait. Cette différence provenait des capitaux anglais passés à l'étranger : intérêts des emprunts d'Etat, prix du fret que les compagnies anglaises se faisaient payer à l'étranger. Et enfin, revenus fixes tels qu'impôts, appointements des fonctionnaires britanniques, frais d'entretien des troupes, etc., administrativement soldés par les colonies. Dans cette situation, les classes dominantes de la métropole et des colonies, sans en exclure celles des pays conquis, ne se trouvaient jamais en perte. Car dans ses colonies, l'Angleterre recherche toujours l'appui des classes dirigeantes. C'est ainsi que, d'après la revue *The Nation* « elle s'appuie en Perse, sur la classe des propriétaires fonciers, la plus oisive et la plus rapace de l'Orient »

La liste des colonies anglaises proprement dites est complétée par une liste d'Etats politiquement indépendants en apparence, mais en réalité situés dans la sphère de domination de l'empire anglais : tel est tout d'abord le Portugal et toutes ses colonies ; tels sont aujourd'hui, depuis la victoire de l'impérialisme anglais, les Etats limitrophes qui se sont détachés de la Russie, et, peut-on dire, tous ceux de l'Europe continentale.

### **Conséquence de la guerre sur l'économie anglaise**

Bien que la puissance britannique semble s'être élevée à une hauteur inconnue jusqu'à ce jour (ce que voudraient croire les politiciens bourgeois et ce qu'ils répètent en toute occasion), la guerre n'a pas été sans influencer profondément sur l'économie anglaise. Les changements de la vie économique qui intéressent également tous les pays belligérants se sont produits dans la vie économique de l'Angleterre : appauvrissement de richesse véritable ; croissance monstrueuse, enflure des capitaux fictifs ; enrichissement apparent de la population, ce qui, par suite de la dépréciation de l'argent, devient pour la classe ouvrière, une aggravation directe de ses conditions d'existence ; amoindrissement de la productivité du travail et mauvaise volonté des ouvriers à intensifier leur labeur au sein de la société capitaliste alors que leurs conditions d'existence empirent : incapacité des classes dirigeantes à assurer au prolétariat un minimum de bien-être. Tout ceci, répétons-le, nous le voyons en Angleterre, et nous en reparlerons, par le menu. Soulignons pourtant que les changements dans l'économie anglaise ne sont pas aussi profonds que dans celle des autres Etats européens belligérants.

La cause en est que l'Angleterre était auparavant la plus riche puissance du monde. C'est ce qui fait qu'elle a pu faire la guerre aussi longtemps, en ne dépensant que ses réserves de richesse et en ne touchant pas au mécanisme même producteur de ses richesses. Après quoi, elle a pu retirer de ses colonies et des autres pays du monde, une partie considérable des capitaux qu'elle y avait placés, et les consacrer à la guerre ; c'est-à-dire qu'elle a su pendant les hostilités accumuler chez elle une grande quantité de valeurs de toute provenance, sans les rembourser en marchandises. Et quand les capitaux qu'elle avait naguère placés à l'étranger (les actions et les titres furent principalement rachetés par les Etats-Unis d'Amérique et par les colonies anglaises elles-mêmes) furent épuisés, tous les Etats du monde lui ouvrirent un crédit qui devait lui permettre de recevoir pendant toute la durée de la guerre des marchandises, sans ruiner pour cela son économie propre, car sa maîtrise des mers lui permettait parfaitement de se ravitailler et de ravitailler les théâtres de la guerre.

Le fait suivant est aussi à noter. Fidèle à elle-même, l'Angleterre a dans cette guerre aussi usé de ses traditionnelles méthodes de perfidie et de trahison. Elle a laissé les alliés commencer la guerre, elle n'a elle-même accru ses armements que lentement et progressivement, si bien qu'à la fin de la guerre, alors que la plupart des Etats belligérants y compris les alliés étaient complètement épuisés, l'Angleterre disposait encore d'une formidable armée à l'apogée de sa puissance combative.

C'est ce qui fait qu'elle a pu, au cours des premières années de la guerre, consacrer sa main-d'œuvre à la production au lieu de l'envoyer au front. D'autre part, sa bonne organisation financière de guerre a contribué à diminuer les effets du conflit international sur la vie économique du pays. Tandis que la France et l'Angleterre, pour ne rien dire des petits Etats, faisaient la guerre exclusivement sur leurs crédits, c'est-à-dire au moyen d'emprunts considérables et de l'émission pour des sommes fabuleuses de papier-monnaie, faisant ainsi retomber le fardeau du présent sur les générations futures et créant l'illusion d'un enrichissement de la population, les Anglais finançaient la guerre conformément à leur tradition ; dès le début, les impôts avaient été sérieusement accrus si bien que la plus grande partie des dépenses de guerre était couverte par les rentrées. Ainsi fut évité l'enrichissement apparent, et sa conséquence, la multiplication des industries de luxe ; ainsi se créèrent au contraire des mœurs correspondant parfaitement aux revenus réels de la population. L'Angleterre a de la sorte réussi à boucler aujourd'hui son budget sans déficit et à couvrir à peu près le tiers de ses frais de guerre, pendant la guerre même. Mais la liste des rentrées du gouvernement anglais n'est pas tout à fait correctement rédigée : on y trouve la mention de trois cent millions de livres « de rentrées extraordinaires » provenant de la vente des stocks de guerre. De cette façon seulement, le budget de la Grande-Bretagne se solde par un excédent.

Tous ces facteurs ont fait croire à la bourgeoisie anglaise que le développement économique de sa domination du monde continuerait à progresser après la guerre en repartant du point où il s'était arrêté en août 1914. La bourgeoisie anglaise s'était longuement préparée à la conclusion de la paix. Des quantités énormes de matières premières avaient été importées. Le monopole anglais du cabotage et de la navigation avait servi à empêcher tous les autres Etats à se pourvoir de matières premières. Le fait est que, dès le lendemain de l'armistice, alors que la plupart des belligérants manquaient de tout, l'industrie anglaise se relevait. Mais son relèvement ne dura pas longtemps. L'Angleterre traverse aujourd'hui une des plus graves crises que son histoire connaisse. Examinons-en les causes de plus près.

### **Le développement industriel des colonies anglaises**

La primauté économique de l'Angleterre vient de ce que la Grande-Bretagne a été le centre industriel d'une moitié du monde. Mais pendant la guerre, lorsqu'il lui fallut adapter sa production aux nécessités du moment, se servir de sa flotte surtout pour le transport des troupes et des munitions, lorsque, dans des colonies éloignées, des stocks considérables de matières premières s'accumulèrent, tandis que d'autre part le manque des articles manufacturés se faisait sentir, lorsque ces pays éloignés commencèrent à s'enrichir rapidement, par suite du renchérissement des produits d'agriculture, — une nouvelle industrie naquit dans toutes les colonies anglaises et entreprit de lutter sur les marchés locaux contre les articles de la métropole. Nous n'avons malheureusement pas sous la main de statistiques permettant de donner un tableau précis de ce fait. Aussi devons-nous nous contenter de faire connaître, quelques phénomènes bien symptomatiques.

L'essor économique du Canada est surtout remarquable. Nous lisons par exemple dans *The Economist* du 19 juin dernier :

La situation des industries rurales au Canada s'est sérieusement aggravée. Au début de l'année 1914, les travailleurs des campagnes, attirés par les hauts salaires et les courtes journées de travail, affluèrent par milliers dans les villes.

Le Canada produit moins d'articles alimentaires qu'il n'en faut pour sa consommation et en

produit moins à l'heure actuelle qu'il y a six ans. Tant qu'un remède n'aura, pas été apporté, nous n'avons nul espoir de voir diminuer le *minimum d'entretien d'un travailleur*. L'industrie se développe au Canada de la façon la plus moderne. Une concentration grandiose des capitaux et des entreprises s'accomplit, accompagnée de tous les développements inévitables du capital usuraire qui finance la production. Donnons-en un exemple : la *British Empire Steel Company* a trusté toutes les usines métallurgiques travaillant le fer et l'acier du Canada. Cette compagnie étend maintenant son influence sur les grandes sociétés de navigation aux mains desquelles se trouvent les lignes de service intérieur du Canada et dont la principale est la *Canada Steam Ship Company*.

Le capital, totalement remboursé de cette société, se monte — d'après les chiffres de M. Armstrong, membre du parlement canadien — à six millions de dollars et d'après un des directeurs de la compagnie en question (M. Bristol) à dix-sept millions de dollars. La *British Empire Steel Company* offre 44 millions de dollars d'actions afin de racheter toutes celles de la compagnie de navigation Marge qui, dans ces conditions, valent vingt-sept (ou en comparant les cours, trente-huit) millions de dollars. (Remarquons que le capital de cette société est formé d'actions de cinq et dix dollars. Une semblable concentration s'observe aussi dans l'industrie forestière et dans les chemins de fer canadiens.

Remarquons que la production de ces vastes entreprises et notamment de la *Steel Company* tend à diminuer. Elle s'élevait ainsi à :

HOUILLE	
	Millions de tonnes
1916	5,3
1917	4,3
1918	3,8
1919	3,6
1920	3,5

FER ET ACIER			
	Fonte	Acier	Rails
1919	308 000 tonnes	342 000 tonnes	165 000 tonnes
1920	184 000 tonnes	220 000 tonnes	69 000 tonnes

Dans ces conditions, il n'est rien d'étonnant à ce que les capitalistes canadiens veulent défendre leurs bénéfices par les méthodes mêmes dont se servent les puissances impérialistes ; ils réclament des tarifs douaniers protecteurs. Les capitalistes canadiens et leur presse font campagne dans ce sens.

L'introduction des tarifs douaniers protecteurs est non seulement exigée par les représentants de l'industrie textile, mais aussi par les maîtres de branches d'industrie telles que la fabrication d'outillage agricole, qui avant guerre exportaient beaucoup et notamment en Russie. Ajoutons ici que la bank-note canadienne a un cours sensiblement plus élevé que la livre anglaise. On voit désormais combien se sont modifiés les rapports économiques entre l'Angleterre et le Canada.

Dans d'autres colonies anglaises, nous voyons se produire le même fait. En Australie par exemple, les fermiers se sont considérablement enrichis pendant la guerre, les prix élevés, surtout ceux des terres, les ont enrichis au point que l'Australie a pu, de même que le Canada, payer à la métropole une grande partie de ses dettes et devenir même son bailleur de fonds. On observe en conséquence en Australie une tendance marquée à l'autonomie politique et le désir de satisfaire les besoins locaux par les forces propres du pays.

Le *Times* du 3 octobre dernier citait l'opinion du sénateur Millen qui affirme que l'Australie a surtout besoin d'un accroissement de population. Les firmes industrielles anglaises ont créé des succursales dans toute l'Australie. L'Australie encourage leurs initiatives et encouragera de même toute importation de capital industriel.

Même situation en Nouvelle Zélande. Hausse de la valeur des terres et enrichissement des fermiers. Au cours des dix dernières années, se plaît-on à répéter, des trésors ont été accumulés en Nouvelle-Zélande.

En Tasmanie, une nouvelle industrie se crée. Nous lisons dans le *Manchester Guardian* du 8 septembre : « Trois grandes firmes anglaises ont ouvert dans la capitale de l'île de grandes fabriques de cacao et de chocolat. Non loin de la cité, une fabrique de carbite et de sel de potasse est construite, dont les machines sont actionnées par des turbines d'une puissance de 3 500 chevaux vapeur. Au nord, une firme anglaise construit une fabrique de tissus, la Tasmanie manquant d'ouvriers qualifiés, des maîtres ouvriers y ont été transporté du Lancashire afin d'y enseigner les métiers nécessaires. L'île éprouve un grand besoin de ciment ; une firme anglaise fonde une usine pour lui en fournir (*Manchester Guardian* du 5 novembre 1920). (D'une façon générale, les renseignements abondent sur le développement fébrile de l'industrie dans ce pays. Même dans l'Inde, c'est-à-dire dans le domaine de l'empire anglais soumis à la plus grande exploitation, l'industrie est prospère : il est vrai que sa prospérité se fonde sur le traitement inqualifiable des travailleurs indigènes.

Nous avons trouvé, dans un numéro de l'*Humanité* un extrait de la *Modern Review*, revue éditée à Calcutta, qui nous renseigne sur les conditions de travail faites aux indiens<sup>1</sup>. De 1910 à 1917, et en dépit de la cherté croissante des vivres, les salaires des ouvriers anglais n'ont augmenté que de 20 à 30 %. Les travailleurs de la terre gagnaient en 1917 de 20 à 80 centimes par jour. Les menuisiers de 80 centimes à 2 francs. Les tailleurs de pierre gagnaient jusqu'à 2 fr. 40. En 1910 les ouvriers de, fabrique touchaient des salaires de 40 à 80 centimes par jour. Les fabriques de tissus de l'Inde septentrionale payaient 4 francs par semaine et les fabriques de jute 3 francs 30. Les mineurs ne gagnent depuis 1910 que 80 centimes. Leur salaire équivaut à 1 fr. 15 la tonne de charbon extrait qui est payée 15 fr. à l'ouvrier anglais.

Ce développement remarquable de l'industrie coloniale est l'une des causes de la difficulté d'écoulement des produits anglais sur les marchés du monde.

Naturellement, le même processus s'est accompli ailleurs que dans les colonies anglaises, et surtout aux Etats-Unis et au Japon. Nous consacrerons à ces deux pays une étude spéciale. Les progrès surprenants de l'industrie textile (hors d'Angleterre) et ce qu'ils signifient nous sont expliqués

<sup>1</sup>Le *Bulletin communiste* écrit « Hindous », terme utilisé en 1921 pour désigner les indiens de toutes religions – le terme « anglais » dans l'article se révèle par ailleurs correspondre en fait à « britannique » – mais cette confusion est encore prégnante aujourd'hui (2012) en français.



par un article de l'*Economist* du 8 novembre 1920. L'article s'intitule : « De l'outillage de l'industrie textile destiné à réimportation ». Nous y trouvons notamment ce qui suit :

Des représentants de l'industrie textile japonaise sont arrivés au cours des dernières semaines à Longshire afin d'y acheter des machines à tissu de papier. Ils ont trouvé les fabricants surchargés de commandes : la plupart des firmes ont conclu des contrats dont l'exécution prendra trois à quatre années. Ne pouvant acquérir ce qu'ils désiraient, les Japonais ont cherché à acheter les fabriques anglaises afin d'en exporter l'outillage après avoir liquidé les stocks. Leurs pourparlers avec les directeurs de certaines sociétés continuent, dit-on, mais nous ne sommes pas convaincus, ajoute l'*Economist*, que l'on puisse considérer une semblable opération comme avantageuse.

Non seulement la concurrence des industries de formation récente dans Les colonies anglais, mais aussi la concurrence de l'Amérique du Nord et du Japon mettent obstacle à l'écoulement des produits anglais. Les produits de l'Europe centrale qui, grâce au cours dérisoire du papier-monnaie, se vendent à bon marché dans les pays neutres, concurrencent aussi avantageusement les articles anglais.

Les revues anglaises, comme toute la presse d'Outre-manche, sont pleines d'articles sur la concurrence que les capitaux américains et japonais font à l'industrie anglaise. Le supplément hebdomadaire du *Manchester Guardian* du 5 novembre 1920 donnait un article fortement documenté sur les succès rapides du capital japonais en Chine. Mais passons sur les détails, afin de ne pas trop nous écarter de notre sujet principal.

### **L'Europe exclue du nombre des clients**

Restent à l'industrie anglaise les marchés de l'Europe continentale qui, avec ses 400 millions d'habitants manquant de combustible, pourrait recevoir une quantité énorme de marchandises. Mais la vente en Europe centrale est compliquée du fait que ses marchés ne peuvent rien donner en échange. A la conclusion de l'armistice, les capitalistes anglais ont voulu tourner la difficulté de deux façons. Ils achetaient des actions et des entreprises entières en Europe et payaient leurs achats en marchandises. D'autre part, ils permettaient aux nouveaux Etats de l'Europe orientale et principalement à ceux dont l'avenir semble assuré, d'émettre des emprunts couverts surtout en marchandises anglaises. Mais les Etats de l'Europe centrale et orientale ont été si complètement ruinés par la guerre qu'ils consommaient immédiatement les marchandises reçues et qu'il ne leur resta plus bientôt qu'un crédit limité. A l'heure actuelle, ils ne peuvent d'une façon générale plus acheter de marchandises anglaises, l'argent anglais atteignant chez eux une valeur trop haute.

Rien d'étonnant après cela que la courte période de prospérité qui suivit pour l'Angleterre la conclusion de l'armistice aboutit à la crise grave dont parlent aujourd'hui tous les journaux.

### **La crise économique en Angleterre**

Les facteurs dont nous avons parlé plus haut n'ont agi avec toute leur puissance que depuis l'automne dernier. Jusqu'à ce moment la crise fut latente, voilée par l'habileté des capitalistes. Les stocks augmentaient, mais les fabriques continuaient le travail. Ce ne fut qu'au début de septembre que les premiers symptômes de la crise se manifestèrent. Une des grandes aciéries de Sheffield, associée à la corporation de l'Acier (syndicat patronal qui embrasse toute l'industrie anglaise), commença à congédier, faute de travail, des milliers d'ouvriers. (*Gazette de Francfort*, 3 octobre

1920.)

*L'Economist* du 2 octobre 1920 écrit : « Les perspectives de l'industrie sont obscures. La vente devient difficile. » Le 7 octobre 1920, nous lisons dans le *Times* : « Nous voici en présence d'une redoutable baisse de prix. »

Depuis, les renseignements sur la crise se multiplient dans toute la presse anglaise et dans toutes les revues spéciales. Le *Manchester Guardian* du 29 octobre décrit la situation en ces termes :

Le trimestre qui vient de s'écouler (septembre) atteste une telle baisse du commerce de notre pays que les plus grandes inquiétudes en sont justifiées. Point n'est besoin d'en douter ; les événements des derniers mois ont fait comprendre à beaucoup que les conditions artificielles créées par la guerre : hausse anormale des prix, enflure des crédits, émission exagérée de papier-monnaie et gaspillage inutile des forces militaires, ont causé un préjudice énorme à la vie sociale et qu'il faudra de longues années de patience et de travail opiniâtre pour réparer le mal.

Entre autres causes de la crise du commerce, il convient de mentionner : l'appauvrissement de nos clients étrangers, la cherté de l'argent, la suppression du crédit, l'effervescence parmi les ouvriers, qui crée aux patrons des difficultés et ne leur permet pas de garantir l'exécution des contrats dans un certain délai, et enfin l'accroissement des impôts, y compris les taxes exagérées sur les bénéfices.

Commerce du coton. — fin septembre et octobre s'est produite une baisse de prix du coton brut ; les commandes cessent et les efforts faits pour assurer aux fabriques de tissus-papier tant soit peu de travail sont vains.

Industrie de la laine et filature de laine. — Baisse de prix et cessation des commandes, d'où arrêt du travail dans nombre de fabriques de l'ouest.

D'autres grandes industries sont également atteintes par la crise.

Le même journal écrit, le même jour, sur l'industrie de la chaussure :

L'existence de grands stocks, la fermeture des marchés continentaux et les difficultés financières, telles sont les causes principales de la baisse des prix des chaussures. Les prix de vente au détail n'ont pourtant aucune tendance à baisser, même en rapport avec les prix du gros du marché.

Et cette industrie souffre comme la plupart des autres des conséquences de la guerre. Ainsi, des grands stocks existent. Les marchés du continent sont fermés, le nombre des ouvriers s'est accru de 20 à 30 % par rapport aux chiffres de l'avant-guerre ; les acheteurs du pays même ont moins de capacité d'achat qu'auparavant, à cause de l'élévation des prix, et le salaire hebdomadaire du travail s'est amoindri. On escompte une baisse sensible des prix au cours du mois prochain.

Les prix en gros ont baissé, selon certaines sources d'information, de 15 à 20 % et, selon d'autres, de 20 à 30 %.

Nous pourrions multiplier ces citations.

Deux circonstances confèrent à cette crise un cachet particulier. *Elle réunit d'une façon très curieuse l'insuffisance de production et la surproduction.* Tandis que le charbon, le bois et quelques produits alimentaires de première nécessité : froment, beurre, œufs, font défaut, la surproduction sévit à coup sûr dans toute une série d'industries (le prix du pain a été récemment élevé de trois pence par livre, une prochaine augmentation de deux pence est officiellement annoncée). Ceci à l'heure précise où le prix du froment américain baisse sensiblement. L'augmentation de la ration du beurre

est remise jusqu'à la fin de l'année. Les œufs ont dernièrement été tarifés. Les causes en sont compréhensibles. Ou les marchés étrangers n'ont pas besoin de produits anglais et peuvent largement se suffire avec les produits du pays et l'importation américaine, ou ils achètent en Europe continentale, bénéficiant ainsi de la baisse du change ; ou bien ils ne peuvent acheter d'articles anglais, même si les besoins s'en font sentir, par suite de la dépréciation de la monnaie. Quant au marché intérieur, les travailleurs anglais ne peuvent rien acheter par suite de la cherté des denrées alimentaires et des articles de première nécessité. Cette situation permet même l'apparition sur le marché anglais — et non sans succès — de produits de l'industrie allemande (pourtant bien débilités).

Nous lisons à ce sujet, dans le *Times* du 10 novembre 1920 :

Tels sont les résultats des variations du change (le mark allemand vaut 4/5 de pence) ; les fabricants allemands peuvent vendre sur les marchés anglais, à des prix déifiant la concurrence de nos industriels. Un fabricant allemand de verres d'optique a, par exemple, fait une excellente affaire en vendant, en Angleterre, ses produits à 60 ou 100 % au-dessous de leur prix de revient dans le pays même. 12 000 jumelles prismatiques ont été offertes à Londres par des négociants allemands à un prix au-dessous de leur prix de revient en Angleterre.

Ganterie. — En 1913, la fabrication des gants, en Angleterre, en produisait 880 000 yards. Nos manufacturiers la développèrent tant et si bien qu'en 1918, leur production atteignait 5 200 000 000; mais au cours de ces temps derniers, les représentants des firmes allemandes se sont donné pour tâche de conquérir le marché anglais, et ont fréquemment fait des offres de marchandises à des prix inférieurs de plusieurs shillings au prix de revient anglais. Nous savons que les maisons de gros ont fait de grandes commandes à l'industrie allemande.

La situation de l'industrie anglaise du jouet est désastreuse. Dans les premiers mois de 1920, on a importé d'Allemagne au Royaume-Uni pour plus de 1 630 000 shillings de jouets. La valeur de cette importation a donc augmenté de 120 % par rapport à ce qu'elle était en 1914.

Une seconde circonstance intéressante, c'est que la crise se développe en quelque sorte avec organisation ; pas de brusque baisse de prix, pas de panique, pas de grandes faillites. Elle est la conséquence de la surproduction et se terminera lorsque les grands stocks de marchandises auront atteint leur « prix social », lorsque toutes les marchandises seront jetées sur le marché à un prix normal. Mais nous ne voyons encore rien de semblable. Le capital soutient toutes les entreprises, les prix ne baissent que dérisoirement, les stocks se conservent, mais *la production est ou restreinte ou arrêtée*.

Qu'est-ce à dire au point de vue social ?

Cela veut dire que les ouvriers feront les frais de la crise. Toutes les charges du rétablissement de l'équilibre de la production retomberont évidemment sur le prolétariat sous la forme d'un long chômage. Les capitalistes de l'industrie textile introduisent, dans leurs manufactures, le « short time » ou courtes journées de travail ; de nombreux fabricants anglais ont profité de la grève des mineurs pour arrêter le travail, bien qu'ils eussent du charbon pour plusieurs semaines (*Workers' Dreadnought* du 23 nov. 20). Et les dividendes considérables payés en 1920 par des sociétés anglaises à leurs actionnaires ne doivent pas nous induire en erreur. Ils provenaient des bénéfices réalisés en 1919 et parfois même en 1918, pendant la guerre. La tendance du capital organisé à faire retomber tout le fardeau de la crise sur les ouvriers lui a permis de payer ses dividendes. Mais le prolétariat anglais ne peut pas ne pas s'émouvoir de ce que les firmes textiles versent en moyenne du 16 % à leurs

actionnaires, alors que leurs ouvriers ne travaillent que trois jours par semaine.

### Situation des organisations ouvrières

La prospérité de l'industrie anglaise, après l'armistice, n'a rien donné aux ouvriers. La cherté des vivres a augmenté chaque mois. L'attente d'une baisse de prix a été déçue, alors que la hausse des articles de première nécessité dépassait sensiblement celle des salaires.

Les journaux anglais ont beaucoup écrit, depuis quelques mois, sur la baisse des prix. D'après l'*Economist*, les prix ont atteint leur apogée au printemps 1920, et depuis ont eu une tendance à la baisse, qui a surtout été remarquable au mois de novembre. Si nous examinons de plus près ce fait, nous trouverons que cette tendance à la baisse se fait surtout sentir dans la vente en gros des articles que ne consomme point la population ouvrière ; par contre, et jusqu'en novembre 1920, les prix des articles de première nécessité n'ont pas cessé d'augmenter. Les chiffres régulièrement publiés par la *Labour Gazette*, sous la rubrique « Cost of Living » (coût de la vie) nous le montrent. Si l'on désigne par 100 unités le cours de la vie à la fin de la guerre mondiale, on obtient la tableau suivant :

1919		1920	
Juillet	110 %	Janvier	125 %
Août	115 %	Février	130 %
Septembre	120 %	Mars	130 %
Octobre	123 %	Avril	132 %
Novembre	125 %	Mai	141 %
Décembre		Juin	150 %
		Juillet	152 %
		Août	155 %
		Septembre	161 %
		Octobre	164 %

Et si nous nous bornons à considérer les prix des denrées alimentaires, l'augmentation, au 1<sup>er</sup> octobre 1920, sera de 170 %.

Cette cherté des vivres entraîne une diminution rapide du bien-être des ouvriers anglais. Un communiste anglais a exposé de façon saisissante, dans le numéro 11 de l'*Internationale Communiste*, la situation de l'ouvrier anglais. Mais elle s'est depuis aggravée, et nous n'avons nul espoir de la voir s'améliorer dans un avenir proche. La *Federation of British Industries*, qui est l'une des plus grandes sociétés d'employeurs anglais (voir le *Times* du 7 octobre 1920), l'a nettement déclaré : « La classe ouvrière ne peut espérer une rapide amélioration de sa situation ; il est au contraire à redouter que celle-ci s'aggrave encore. »

Les capitalistes anglais, comme ceux du monde entier, ne connaissent qu'un moyen : élever la productivité de la main-d'œuvre. Mais c'est précisément ce qui est en question en Angleterre et partout. Les données précises que nous possédons sur l'extraction de la houille, facile à surveiller à cause de son peu de complexité, sont assez connues. Le ministre Horne constatait récemment que « Notre exploitation est maintenant inférieure de 50 % de ce qu'elle était avant la guerre. L'extraction

de la houille s'élevait alors à 287 000 000 de tonnes par an. Pour le premier trimestre de cette année, elle correspond à 248 millions de tonnes et pour le second, elle tombe à 232 millions. » Nous pouvons ajouter que ces chiffres ont encore baissé, par suite de la grève du second semestre de 1920. Avant guerre, un mineur fournissait 270 tonnes de charbon par an ; il n'en fournit que 200 en 1920. La production a baissé dans les mêmes proportions dans toutes les branches de l'industrie anglaise. Si nous parcourons dans les journaux les rapports des directeurs des grandes sociétés par actions, présentés aux actionnaires — lecture hautement intéressante, à qui étudie l'histoire du développement économique de notre temps — nous y trouvons à tout moment des récriminations contre la paresse des travailleurs et la baisse de la production. Et, certes, les récriminations sur l'augmentation des salaires passent, dans ces conditions, au second plan.

Les directeurs ont beau souligner que le travail a atteint sa productivité maximum et que toute hausse des salaires supprimerait les bénéfices, il n'en est pas moins vrai que la grande question est celle de la production du travail.

La différence entre la hausse des salaires et celle du coût de la vie ne peut pas nous servir à mesurer l'aggravation des conditions d'existence du prolétariat anglais. Car il faut encore tenir compte du chômage croissant.

Nous citerons ici des chiffres qui ne concernent que les industries dont les chômeurs sont secourus par l'Etat. Il s'agit donc de certaine catégorie d'ouvriers qualifiés. Les chiffres suivants indiquent le maximum et le minimum de chômage par mois et par pourcentage :

1913	1,7—2,6
1916	0,3—0,6
1917	0,3—1,4
1918	0,4—1,2
1919	1,6—3,2
1920 Janvier	2,9
--- Février	1,1
--- Avril	0,9
--- Mai	1,1
--- Juin	1,2
--- Juillet	1,4
--- Août	1,6

Le ministre du travail, Mac Namara, a donné à la Chambre des Communes, sur l'extension du chômage au cours des derniers mois, les renseignements suivants (*Times* du 18 novembre) :

Au moment où éclata la grève des mineurs, c'est-à-dire le 15 octobre 1920, le nombre des sans-travail atteignait 4,5 %. Ne sont pas inclus, dans ce nombre, les ouvriers non qualifiés, les manœuvres et les apprentis parmi lesquels le nombre des chômeurs est beaucoup plus grand.

Des centaines de milliers d'ouvriers ne travaillent en outre que 3 heures par semaine. Et la grève des mineurs a fortement accru le chômage.

Nous sommes donc fondés à dire que la situation de l'ouvrier qualifié anglais est loin d'être

aussi favorable qu'elle l'était avant la guerre. La baisse de niveau de ses conditions d'existence et la croissance du chômage le démontrent. Le capital anglais, n'étant plus maître des marchés du monde, ne peut plus assurer aux ouvriers les mêmes conditions d'existence qu'auparavant, et il n'est certes pas question de les améliorer par rapport à ce qu'elles étaient avant la guerre. Les intentions des capitalistes anglais sont exprimées d'une façon très caractéristique par les lignes suivantes, que nous cueillons dans le *Times* du 17 novembre :

*Les prix baissent ; que la classe ouvrière ne s'oppose donc pas à une diminution nominale des salaires, puisque les salaires, même diminués, permettront d'acquérir autant de produits.*

Si nous rapprochons cette phrase de la déclaration de la *Federation of British Industries*, il ressortira à nos yeux avec évidence que les capitalistes anglais, loin de penser à améliorer la condition de leurs ouvriers, songent à diminuer encore les salaires.

Une sourde irritation, qui n'a pas encore pris une forme décisive, en résulte dans la classe ouvrière. Et nous avons déjà pu noter les symptômes d'un véritable mouvement révolutionnaire. Cet été, les soldats revenus de la guerre se sont emparés, en Ecosse, de terres qu'ils ont commencé à défricher ; et la passivité des autorités locales a provoqué l'indignation du *Times*. « Devons-nous croire que les violations de la loi passeront désormais inaperçues en Ecosse ? N'y a-t-il donc plus de contrôle véritable sur les pouvoirs ? » (*Times* du 3 août). Le mouvement des Shop Stewards Committees, la rapide unification des trade-unions, jusqu'alors isolés, l'insubordination de plus en plus fréquente des syndiqués envers la bureaucratie syndicale, la formation du comité d'action et, surtout, la sympathie toujours croissante pour la Russie des Soviets, autant de symptômes de la transformation de l'état d'esprit des masses ouvrières en Angleterre. Mais tout cela est encore en voie de croissance, plein d'hésitations, instable et contradictoire.

### **Les leçons de la grève des mineurs**

L'état d'esprit indécis, équivoque même, des ouvriers anglais, l'esprit révolutionnaire des masses et le conservatisme des chefs qui entravent le mouvement, se sont nettement manifestés pendant la grande grève des mineurs d'octobre 1920. Nous supposons naturellement le lecteur au courant des faits, et nous nous bornerons donc à n'en indiquer que les traits essentiels.

Comment débuta le mouvement ? *Il se donna dès le début un programme révolutionnaire.* Nationalisation des mines et contrôle ouvrier. Et en attendant, les ouvriers non qualifiés exigeaient une augmentation des salaires, en posant cette condition qu'elle ne retomberait pas sur le consommateur et que l'augmentation du prix du charbon, autorisée par le gouvernement au printemps 1920, serait abrogée. En d'autres termes, c'était une tentative pour améliorer la situation des ouvriers au détriment des bénéficiaires du capital. (On ne peut pas dire que cette conception ait été en tout point correcte ; le monopole du charbon, sur les marchés du monde, dont l'Angleterre dispose en fait, permettait au capital britannique de faire retomber, avec l'approbation du gouvernement, tout le poids de l'augmentation des salaires sur les mineurs, et partant sur le prolétariat des autres pays. Bref, l'ancienne tactique des capitalistes anglais aurait pu revêtir une forme nouvelle ; mais il eût toujours été question de jeter à une couche privilégiée de la classe ouvrière les miettes des bénéfices acquis par le pillage de diverses parties du monde.)

Comment se termina le mouvement ? Il se termina en contradiction absolue avec son début. Avant la grève même, toutes les revendications révolutionnaires (nationalisation, contrôle ouvrier, baisse des prix) avaient été éliminées. Et il ne subsistait qu'une très ordinaire demande

d'augmentation des salaires. Ce n'était déjà plus qu'une bagatelle, pour les capitalistes miniers, — leur monopole étant donné — qui auraient pu aisément faire payer les augmentations de salaires par les pays étrangers. Mais ils tirèrent parti de la concession des ouvriers, pour s'assurer une augmentation de production ; le contrat spécifiait que les mineurs n'auraient droit à une augmentation des salaires que lorsque la production atteindrait un maximum défini. Les capitalistes anglais réussirent donc à retourner contre les ouvriers une grève révolutionnaire à son début, et à conclure avec les mineurs un contrat qui assurait l'augmentation de la production. Solution tout à fait contre-révolutionnaire.

Comment réussit-on à retourner ainsi le mouvement ? Grâce à l'influence des chefs des trade-unions. Pendant les pourparlers, qui durèrent des mois, toute ardeur révolutionnaire s'éteignit dans les masses. Le gouvernement eut la faculté de prendre toutes mesures propres à amener l'échec de la grève et de neutraliser sa vigueur révolutionnaire. La puissante presse capitaliste, qui submerge littéralement la presse ouvrière, eut tout le loisir de préparer l'opinion publique et les larges masses de la classe ouvrière, dont la grève menaçait l'existence même, contre le mouvement. Cependant la situation économique empirait sensiblement. Les capitalistes résolurent de profiter de la grève pour congédier en masse leurs ouvriers (*Worker's Dreadnought*, 23 octobre 1920) et s'efforcèrent de préparer dans le public un état d'esprit hostile à la grève. Tout ceci ne fut possible que grâce à la longueur des pourparlers. Les chefs des trade-unions avaient réussi à épuiser totalement l'ardeur révolutionnaire des masses.

Ils ont d'ailleurs fait plus encore, ils ont répété en toute occurrence que les mineurs ne voulaient pas la révolution, que les mineurs consentaient à intensifier la production, que le travail et le capital dépendent l'un de l'autre. Avec des chefs de cet acabit le triomphe de la bourgeoisie était assuré.

Le jour même de la grève, le *Times* écrivait qu'il n'y avait dans cette crise grave qu'un fait rassurant que « les chefs des trade-unions n'avaient pas perdu la tête ».

Thomas, leader des cheminots, à qui il appartenait d'apporter aux mineurs, un concours puissant (la grève de solidarité des chemins de fer était fixée au 25) adressa un appel au gouvernement. Rétablissez la confiance ! lui disait-il en l'invitant à consentir aux mineurs, une augmentation de salaire. Et quand Lloyd George ouvrit les négociations, les cheminots renoncèrent aussitôt à la grève. L'attitude de Smillie<sup>1</sup> fut tout ce qu'on voudra, mais ne fut pas révolutionnaire. On conçoit que la bourgeoisie ait pu suivre les événements avec tranquillité. Le *Spectator* du 23 novembre écrit : « La Cité était, à la déclaration de grève, parfaitement calme. Les gros capitalistes ne veulent pas de lutte *jusqu'au bout* ». Les personnes intéressées à la prospérité des affaires ne peuvent pas se permettre le luxe de tant d'héroïsme. A quoi bon ? les intérêts du capital, étant donné la mentalité que nous connaissons aux « chefs » ouvriers, devaient être mieux assurés par un contrat que par une lutte à outrance, dont le résultat aurait peut-être été de tourner l'énergie révolutionnaire des ouvriers contre les leaders.

La victoire de la bourgeoisie est-elle assurée pour longtemps ?

*Nullement.* Déjà le référendum organisé pour la ratification du contrat a donné une majorité, faible il est vrai, à l'opposition. Le contrat n'a pu être validé que parce que les statuts exigent pour continuer une grève, alors que les dirigeants des unions en conseillent la fin, une majorité des trois-

<sup>1</sup>Robert Smillie (1857-1940), dirigeant du syndicat des mineurs.

quarts de voix. Mais un profond mécontentement en résulte. Les ouvriers qui se sentent trompés, n'ont pas craint de manifester leurs sentiments. La presse bourgeoise a constaté avec effroi que « les chefs des trade-unions perdent rapidement leur popularité ». L'accord a été conclu pour un délai de quatre mois. Une nouvelle grève semble imminente, en présence de laquelle la victoire de la bourgeoisie est problématique. Le *Manchester Guardian* du 15 novembre écrit sur ce référendum :

Le référendum atteste plutôt le désir de terminer la grève, que la joie ou la satisfaction des résultats acquis. Les clauses de l'accord sont impopulaires, et la majorité des votants n'y voit assurément qu'un palliatif temporaire, ils ne considèrent nullement que le principe de la modification des salaires, conformément au cours de la production, demeurera intangible dans le mécanisme qui régularise la fixation des salaires.

### **L'ouvrier anglais et la politique bourgeoise**

Thomas, représentant le plus typique des trade-unionistes et des parlementaires ouvriers, bien disposé envers la bourgeoisie a pu dire pendant la grève des mineurs : « il y avait dans les deux camps des hommes qui espéraient que la lutte serait cette fois poussée jusqu'au bout ». Il ajoutait que si les ouvriers voulaient réellement, renverser l'ordre bourgeois, ils n'avaient qu'à se servir pour leur fin de l'urne électorale (*Daily Herald*, 25 octobre 1920).

La suggestion de faire du bulletin de vote la meilleure arme contre le capital n'est nullement personnelle à Thomas, cette tactique a été habituellement préconisée par les chefs conservateurs du mouvement ouvrier anglais. Quant à l'issue de la guerre mondiale, les ouvriers virent que Lloyd George les avait dupés, que toute la rhétorique, la lutte contre l'impérialisme allemand, pour la démocratie et pour le droit des nationalités, n'avait servi qu'à substituer au militarisme germanique le militarisme anglo-français, tout aussi réactionnaire (la France a maintenant 800 000 hommes sous les armes. L'Angleterre entretient, outre sa flotte, une armée d'un demi million d'hommes, — *Labour Leader*, du 2 octobre 1920), que le droit des nationalités avait servi à justifier, le démembrement de l'Europe Orientale et Centrale en de petits Etats rivaux, colonisés par l'Angleterre et la France, que la Ligue des Nations, si solennellement instituée, était devenue, par l'exclusion de l'Allemagne et de la Russie, une arme entre les mains de l'Angleterre, arme dont cette dernière se sert pour soumettre (diplomatiquement) tous les peuples du monde, — quand ils ont compris tout cela, les ouvriers anglais, en ont éprouvé une profonde indignation. Mais à toutes leurs récriminations, les chefs répondaient : « Si vous aviez voté, après l'armistice, pour le Labour Party, la politique du pays aurait été tout autre. »

Mais le fait est que, si nous étudions la composition sociale du Parlement anglais actuel, l'incapacité du parlementarisme à faire face aux antagonismes sociaux nous sautera aux yeux. En Angleterre, c'est-à-dire dans un pays où l'immense majorité de la population est formée de prolétaires, de salariés, au sens littéral du mot, nous trouvons dans la Chambre des Communes (d'après M. Harold, I. Lasky, *The Nation*, 9 octobre 1920 :

115 propriétaires fonciers.

61 directeurs de sociétés d'assurances.

17 directeurs de sociétés minières.

30 directeurs de compagnies de navigation.

19 usiniers de l'industrie textile.



138 manufacturiers.

28 directeurs de banque.

4 directeurs d'exploitation de naphte.

10 brasseurs.

102 avocats.

50 officiers (armée).

12 officiers (marine).

10 médecins.

67 membres des organisations ouvrières.

A l'exception de ces derniers, des médecins, des officiers et des avocats, 422 membres, sur 710, y représentent donc les intérêts du gros commerce et de la grande industrie.

Nul n'ignore que la même personne peut diriger simultanément une douzaine de sociétés différentes. Il a été difficile de comprendre pourquoi le ministère de l'industrie s'est refusé à renvoyer devant les tribunaux les compagnies de navigation, dont les vaisseaux n'ont pas le personnel prescrit par la loi pour le service de radiotélégraphie : c'est que ce personnel s'est tout dernièrement mis en grève. — Point n'est besoin de s'étonner non plus que Lloyd George ne craigne pas de se servir de la calomnie contre les mineurs qui demandent justice. Il faut bien qu'il se soumette ou qu'il se démette. La Fédération anglaise de l'Industrie, dont le capital s'élève à 4 milliards de livres sterling, n'envoie pas pour rien 300 députés aux Communes.

À la fin de la guerre, les ouvriers obéissaient en tout aux directives de leurs chefs : toutes les élections complémentaires furent des succès pour le parti ouvrier. On parla même de la nécessité de refaire les élections générales. A peu près à l'époque de la fin de la grève des mineurs, les élections municipales avaient lieu en Ecosse et en Irlande et, fait remarquable, le Labour Party n'y remportait déjà plus de si brillants succès. La proportion des votants était moindre. Bien que le Labour Party ait encore fait d'assez bonnes affaires, il a, néanmoins, éprouvé des échecs, précisément, dans les centres ouvriers. Il a perdu :

à Bradford	6 sièges
à Birmingham	6 sièges
à Leeds	3 sièges
à Liverpool	2 sièges
à Manchester	2 sièges
<i>(Manchester Guardian, 5 novembre)</i>	

L'arrêt de développement du Labour Party. serait difficile à expliquer, autrement que par le dégoût inspiré aux ouvriers par la politique parlementaire. C'est un pas vers l'antiparlementarisme. Les ouvriers anglais, y compris les communistes, doivent apprendre à surmonter leur répugnance. Sachant bien que la lutte de classe ne peut ni se dérouler, ni s'achever au Parlement, ils doivent pourtant apprendre à tirer parti du Parlement, comme de tout autre champ d'action, pour faire naître parmi les masses prolétariennes un état d'esprit révolutionnaire.

## La question irlandaise

La question irlandaise se situe un peu à l'écart de la grande politique anglaise. Il est facile de commettre en l'examinant de grandes erreurs, bien naturelles si l'on y applique le point de vue du « Capital » et d'autres œuvres socialistes plus anciennes encore. Ces points de vue ont vieilli. Il n'y a plus en Irlande de fermiers misérables ; ceux-ci sont devenus des petits propriétaires cossus et ravitaillent les villes anglaises en farine, en beurre, en fromage, en viande et autres articles de consommation. La lutte qui fait rage actuellement en Irlande, n'est plus aucunement celle des pauvres fermiers contre les landlords.

Le lecteur connaît assez l'acharnement déployé dans cette lutte de part et d'autre, les assassinats des policiers anglais, les brutales repréailles de la troupe britannique, la mort de faim du lord-maire de Cork. Nous ne voulons donner ici que quelques renseignements précis sur la situation en Irlande.

Le *Times* du 21 octobre écrit : « Il convient de classer au nombre des actes de provocation commis par la troupe et par la police anglaises, pour la seule année 1919, 14 000 agressions armées contre les domiciles particuliers, 1 000 arrestations politiques, 300 dispersions de réunions publiques, la fermeture des foires et marchés dans 7 grands districts agricoles, la suppression de 25 journaux, le sac de 3 villes, l'assassinat de 10 citoyens ». Le *Times* du 20 octobre, écrivait : « Sir Homer Greenwood, secrétaire d'Etat pour l'Irlande, a fait connaître, que les agressions commises dans l'île contre les soldats et contre la police depuis le premier janvier 1920, n'ont pas coûté moins de 118 vies : 100 policemen et 18 soldats ont été tués, 160 policemen et 66 soldats ont été blessés, 657 agressions ont eu lieu contre les casernes de police, et dans la plupart des cas, les baraques ont été détruites. Au cours des trois dernières semaines, les tribunaux militaires de l'Irlande ont jugé 194 affaires et prononcé 150 condamnations. Le *Manchester Guardian* du 20 octobre écrivait :

Les évêques et les archevêques irlandais ont publié un appel, à propos des événements actuels. En voici les principaux passages : les violences de toutes sortes, pillages, incendies, meurtres s'accomplissent aujourd'hui. La vraie justice doit tout connaître et tout peser ; elle jugera les agressions innombrables et les arrestations commises dans l'ombre les condamnations sauvages de tribunaux qui ne méritent et n'inspirent aucune confiance, l'incendie des demeures, des marchés, des fabriques, des fermes, des moissons. Des insensés enivrés du vin qu'ils ont volé, détruisent l'industrie du pays qu'ils acheminent vers la misère et la faim. La force armée du roi assomme et tue de paisibles citoyens. On ne voit chez les autorités aucun désir de mettre un terme à ces actes, de les blâmer, ou même de les connaître pour en châtier les coupables. On ferme les yeux sur ces attentats, ils sont inspirés, sinon organisés, non par des personnes obscures et irresponsables, mais, par le gouvernement même de l'empire, par un gouvernement qui a osé invoquer l'idéal du droit et de la justice.

Pourtant si l'on examine la question irlandaise d'un point de vue objectif, on doit conclure qu'il n'y a pas en Irlande de lutte de masses, de lutte populaire. Un communiste bien informé de la situation d'Angleterre a attiré mon attention sur ce fait que pendant la lutte acharnée de l'Irlande, l'île continue à ravitailler régulièrement l'Angleterre, que les régiments irlandais continuent à maintenir l'ordre aux Indes et ont même mérité des félicitations pour s'être héroïquement distingué en Mésopotamie. Serait-ce possible, si la lutte en Irlande était réellement une lutte de classe ou une lutte populaire ? Mais qu'est-elle si elle n'est pas cela ?

C'est surtout la lutte d'un petit groupe d'idéologues activement soutenus par une minorité de prolétaires, encore imprégnés de sentiments nationaux, et passivement soutenus par les masses

paysannes. Les paysans ont encore conservé la vieille haine de l'Anglais, qui fut autrefois l'oppresser, et espèrent d'autre part payer moins d'impôts dans une Irlande indépendante. Ces circonstances et aussi l'aspiration des intellectuels à une plus grande influence politique et une situation plus avantageuse forment le fond de la révolution irlandaise. Nous ne devons donc pas nous laisser égarer par la prose abondante que lui consacrent les journaux anglais. Il ne s'agit pas d'une lutte de classes, ni d'une « révolution ». Et je serais même enclin à supposer, sans pouvoir il est vrai, le prouver, que l'acuité de la situation en Irlande est consciemment accrue par le gouvernement anglais, et exagérée par la presse, pour distraire le prolétariat britannique des questions réellement révolutionnaires.

Ainsi, de profondes lézardes nous apparaissent dans la façade orgueilleuse de l'empire britannique. La suprématie coloniale de l'Angleterre sur ses colonies s'effondre. Les colonies cherchent à se créer une industrie et à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins. L'Amérique et le Japon éliminent l'Angleterre des marchés avantageux. Presque toute l'Europe continentale est à biffer de sa liste de clients. L'Angleterre n'est plus le banquier du monde. Elle est même le débiteur de l'Amérique et des Etats neutres. Le lien économique, qui rattachait la périphérie de l'empire mondial anglais au centre s'est usé. Les îles Fidji n'ont plus besoin de la métropole et s'en détachent. Dans les colonies conquises, ce processus revêt la forme des insurrections nationales. L'Angleterre ne recevra plus chaque année une énorme quantité de marchandises, représentant les bénéfices de ses capitaux placés à l'étranger. La bourgeoisie anglaise ne pourra plus abandonner à ses ouvriers les miettes des richesses pillées dans l'univers. Elle ne pourra plus améliorer même lentement la condition de ses ouvriers, comme elle l'a toujours fait, pendant les dernières décades. Et ceci mettra un terme à l'éloignement des ouvriers anglais privilégiés du mouvement révolutionnaire.

Les ouvriers anglais deviennent rapidement révolutionnaires. Or, le début de la révolution en Angleterre, assurera la révolution dans le monde<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>Remarquons que la bourgeoisie anglaise cherche le salut dans l'augmentation de la population agricole. Lors des débats sur le bill agraire à la Chambre des Communes, Lloyd George a prononcé ces mots : « La sécurité sociale exige le renforcement de la classe paysanne, qui est la classe la plus saine et la plus calme de la population. »

**2. *Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n°27, 30 juin 1921, pp. 452-453.**

## **Chronique internationale**

### **Russie**

Dans la politique économique de la Russie Soviétique, il faut donner désormais la place la plus large à l'organisation et au développement de l'économie rurale.

Bien que le sol de la Russie soit composé dans un grand nombre de provinces de matières excellentes, la récolte d'avant-guerre ne donnait par hectare qu'une moyenne extrêmement modeste équivalant au tiers à peu près des récoltes allemande ou anglaise. Et le fait que, malgré cela, la Russie était en mesure d'exporter des quantités énormes de céréales ne peut être expliqué que par la sous-alimentation chronique de la population paysanne. Depuis la révolution, la consommation moyenne de la population paysanne dans les principales provinces productrices russes s'est élevée par an et par personne d'environ 17 kilogrammes par rapport à ce qu'elle était auparavant. La guerre mondiale, et la guerre civile qui vint après, réduisirent naturellement l'économie rurale à un état des plus lamentables. Les machines et les outils agricoles dont la plupart étaient importés de l'étranger ne peuvent plus être remplacés après usure. Le cheptel a beaucoup souffert des deux guerres. En plus de cela, on s'en tenait à des méthodes de culture primitives et la récolte moyenne ne pouvait pas ne pas diminuer. Cela, et la diminution de la superficie des terrains cultivés, qui se fit sentir dès 1916, comme aussi l'augmentation de la consommation de la population paysanne, eut pour effet que malgré la réduction de l'exportation les cités russes eurent souvent à souffrir d'un manque de vivres.

Dans les années précédentes, lorsque à la suite de l'état de guerre les produits de l'économie rurale furent monopolisés par l'Etat, le problème essentiel consistait à emmagasiner les vivres dans les villages et à les transporter dans les centres indus-

Dans les années précédentes, lorsque à la suite de l'état de guerre les produits de l'économie rurale furent monopolisés par l'Etat, le problème essentiel consistait à emmagasiner les vivres dans les villages et à les transporter dans les centres industriels. A l'heure actuelle, le centre de gravité de la question doit être transporté sur la production : il faut avant tout s'efforcer d'augmenter la superficie des terrains cultivés et la production du sol.

L'augmentation de la surface cultivée est entreprise au moyen d'un plan de culture, qui vient d'être élaboré et qui sera appliqué dès cette année. Ce plan consiste à fixer pour chaque province, pour chaque district, pour chaque village, la quantité et l'espèce des cultures qui doivent y être entreprises. De nouveaux organes ont été créés : les Comités d'Ensemencement, qui existent à présent dans chaque village de Russie. Ils se composent de trois à sept paysans parmi les plus avisés et les plus compétents en culture ; ils reçoivent du Conseil de district le plan d'ensemencement des terres appartenant à leur village et ils veillent à ce que ce plan soit réalisé. L'Etat les aide en ceci en leur envoyant, quand besoin s'en fait sentir, semences et outils agricoles. Ces comités d'ensemencement travaillent non pas seulement dans chaque village, mais dans chaque canton, dans chaque district, dans chaque province.

Les comités n'ont pas pour but uniquement l'augmentation de la surface cultivée, ils se

proposent aussi un relèvement de l'économie rurale. Le problème se pose ainsi : comment peut on amener le paysan à ce qu'avec le même outillage, mais avec une méthode de travail plus rationnelle il arrive à produire plus qu'il ne produisait jusqu'ici ? (Jusqu'à nouvel ordre il ne faut pas songer à remplacer sur une grande échelle l'ancien outillage par un outillage meilleur). Cette amélioration est très possible en Russie où le rendement du sol n'est si faible qu'à cause de l'ignorance et du conservatisme des paysans. Il va de soi que des moyens dictatoriaux ne peuvent pas être mis en action à cet effet. Les paysans doivent être amenés de leur propre mouvement à une nouvelle méthode de travail, et sans doute cela ne peut être atteint que graduellement. Le premier pas à faire, c'est que tous les paysans d'un village doivent apprendre à mener leur exploitation aussi bien que pourrait le faire le meilleur propriétaire de ce village. Ce n'est que lorsque ce premier degré sera franchi que les améliorations ultérieures peuvent être introduites. L'une de ces améliorations, qu'on est en train de répandre sur une grande échelle par l'intermédiaire des Comités d'Ensemencement est de labourer le plus tôt possible les jachères. Dans les principales provinces de Russie on continue à appliquer jusqu'à présent le système triennal d'après lequel le tiers du sol reste chaque année inutilisé. Il ne faut d'ailleurs pas songer à remplacer immédiatement ce système par celui des cultures périodiques. Ce serait un saut trop brusque. Nous devons proposer avant tout ceci : persuader au paysan qu'il ne faut pas laisser les jachères non remuées jusqu'au printemps prochain, mais qu'il faut au contraire les herser à plusieurs reprises pour conserver de cette façon l'humidité du terrain (ce qui, étant donné le climat de la Russie, extrêmement enclin à la sécheresse, est un facteur de première importance) et pour augmenter la productivité du sol par cette relâche de travail. Dans les journaux russes nous trouvons chaque jour à présent des communications de différentes provinces qui montrent l'excellent succès de ces innovations.

Les Comités d'Ensemencement qui viennent d'achever leurs travaux de réglementation des labours printaniers et qui en ce moment travaillent aux jachères, s'appêtent activement d'autre part à la préparation de la grande campagne d'ensemencement d'automne. Les plans pour les labours d'automne, seront bientôt prêts, vérifiés, examinés ; des préparatifs sont faits pour l'emménagement et le choix des semences d'automne, et il y a des raisons d'espérer que ce travail réussira encore mieux que premier projet. L'introduction des Comités d'Ensemencement améliore les rapports entre l'Etat prolétarien et la classe paysanne. Les paysans se rendent compte que l'Etat ne se borne pas à leur enlever une partie de leur récolte, mais s'efforce en outre de soutenir l'économie rurale par une aide matérielle et morale, par des envois de machines, par la remise en état gratuite des outils agricoles, par une répartition équitable des semences là où le besoin s'en fait sentir. L'Etat prolétarien perd ainsi peu à peu, aux yeux des paysans son caractère dictatorial et leur apparaît comme un ami et comme une source de bien-être.

**3. *Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n° 28, 7 juillet 1921, p. 471-472.**

## **La Vie Economique en Russie**

### *L'Activité Commerciale*

Ce qui frappe actuellement l'étranger qui voyage en Russie Soviétiste, c'est l'activité commerciale à Moscou et dans d'autres villes russes, qui lui paraît présenter un étrange contraste avec le système de communauté de biens sous le communisme. Il est absolument nécessaire d'insister sur ce fait que la période de la dictature du prolétariat ne représente pas encore le Communisme. Pendant cette période de transition, le commerce, avec quelques restrictions, est donc parfaitement admissible.

Il est vrai qu'il y a un an l'activité commerciale en Russie n'avait pas la même ampleur qu'aujourd'hui. Cela s'explique par le changement introduit dans la politique économique de la Russie Soviétiste, par l'abolition du monopole d'Etat sur tous les produits agricoles et par l'introduction d'un impôt en nature consistant en un prélèvement déterminé de ces produits. Le système du monopole était basé sur la conception que les paysans donneraient tout le surplus de leurs produits à l'Etat, ne gardant que la quantité indispensable à la subsistance de leurs familles. En même temps, l'Etat prolétarien devait mettre à la disposition des paysans tous les produits dont ils avaient besoin. Sous ce système, tout le commerce légal était impossible, puisque tous les excédents appartenaient à l'Etat. Au contraire, avec le système de l'impôt en nature qui existe maintenant, le paysan ayant payé l'impôt peut disposer de ses produits à sa guise. Ainsi, le commerce peut se faire par échange du surplus des produits agricoles contre les produits de la petite industrie non socialisée.

Il est fort naturel qu'on se demande pourquoi la Russie Soviétiste n'avait pas adopté ce plan dès le commencement et surtout pourquoi on avait introduit le système du monopole d'Etat. C'est que tant que la Russie fut obligée de faire la guerre, l'Etat fut obligé d'exiger tout de la population agricole afin de nourrir l'armée et les habitants des villes.

Le monopole d'Etat sur tous les produits des paysans était donc imposé par la guerre et n'eut plus de raison d'être aussitôt que la paix fut rétablie. Pendant que la Russie était menacée par l'ennemi extérieur, on pouvait faire comprendre aux paysans pourquoi ils devaient donner tout leur surplus à l'Etat. Les paysans se soumièrent (volontairement dans la plupart des cas) à cette nécessité, parce que combattre l'ennemi extérieur c'était non seulement défendre l'Etat Soviétiste et la dictature du prolétariat, mais encore défendre la terre récemment acquise. Les paysans comprenaient parfaitement que si Denikine, Wrangel et Koltchak renversaient le Pouvoir des Soviets, les gros propriétaires reprendraient leurs anciennes terres partagées par la Révolution.

C'est d'ailleurs cette idée qui maintint des millions de paysans dans l'Armée rouge comme combattants pour un Etat prolétarien pour lequel ils n'avaient que fort peu de sympathie.

Le monopole d'Etat devait cesser avec la guerre de défense nationale, d'autant plus que ses résultats économiques défavorables se faisaient sentir de plus en plus. Il avait produit l'anomalie suivante : le paysan était de fait le propriétaire de sa terre et de tous ses produits, et en même temps il ne pouvait garder que la portion nécessaire aux besoins de sa famille. Par conséquent, tout encouragement à produire davantage était supprimé. De cette manière, on peut expliquer pourquoi la surface cultivée commença à diminuer depuis 1916 (le monopole des grains ayant été déjà introduit sous le régime tsariste).

Le seul moyen d'empêcher cette réduction et aussi la tendance à reprendre les formes démodées

d'exploitation privée des propriétés économiques, c'était d'abolir le monopole et de fournir aux paysans la possibilité d'augmenter leur revenu par un labour plus intense.

Voilà quel est le sens économique de ce changement. L'Etat prolétarien veut sans doute empêcher le développement trop étendu du commerce. Cela se fait de deux manières : 1° par le monopole des moyens de transport et de locomotion ; et 2° par l'aide donnée aux sociétés de consommateurs qui sont toutes désignées pour distribuer le surplus des paysans aux habitants des villes, sans autres intermédiaires, et en échange de produits industriels.

Ainsi l'abolition du monopole et l'introduction de l'impôt en nature ne représentent pas un pas en arrière, comme l'assurent les mencheviks de tous les pays, mais tout bonnement l'abolition d'un système nécessité par la guerre et qui n'eût plus de raison d'être aussitôt que la paix fut rétablie.

#### **4. *Bulletin communiste*, 2<sup>e</sup> année, n°29, 14 juillet 1921, pp. 480-487.**

*Nous publions ci-dessous le texte des thèses sur la situation mondiale et les tâches de l'Internationale Communiste, présentées au 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste par les camarades Trotsky et Varga. Ces thèses et le discours de Trotsky, publié plus haut, sont les seuls documents officiels, qui nous soient, à l'heure actuelle, parvenus de Moscou.*

## **Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale Communiste**

### **I. — LE FOND DE LA QUESTION**

1. Le mouvement révolutionnaire, à l'issue de la guerre impérialiste et depuis cette guerre, se distingue par son ampleur sans précédent dans l'histoire. En mars 1917, le tsarisme est renversé. En mai 1917, orageuse lutte gréviste en Angleterre. En novembre 1917, le prolétariat russe s'empare du pouvoir de l'état. En novembre 1918, chute des monarchies allemande et austro-hongroise. Le mouvement gréviste s'empare de toute une série de pays européens et se développe particulièrement au cours de l'année suivante. En mars 1919, la République Soviétique est installée en Hongrie. Vers la fin de la même année, les États-Unis sont ébranlés par les formidables grèves des métallurgistes, des mineurs et des cheminots. En Allemagne, après les combats de janvier et de mars 1919, le mouvement atteint son point culminant, au lendemain de l'émeute de Kapp, en mars 1920. En France, le moment de la plus haute tension de la vie intérieure arrive au mois de mai 1920. En Italie, le mouvement du prolétariat industriel et rural s'accroît sans cesse et mène en septembre 1920 à la mainmise par les ouvriers sur les usines, les fabriques et les propriétés foncières. Le prolétariat tchèque, en décembre 1920, saisit l'arme de la grève générale politique. En mars 1921, soulèvement des ouvriers de l'Allemagne centrale et grève des ouvriers mineurs en Angleterre.

Le mouvement atteint des proportions particulièrement grandes et une intensité plus violente dans les pays hier belligérants et surtout dans les pays vaincus mais il s'étend aussi aux pays neutres. En Asie et en Afrique, il suscite ou renforce l'indignation révolutionnaire des nombreuses masses coloniales.

Cette puissante vague ne réussit pourtant pas à renverser le capitalisme mondial, ni même le capitalisme européen.

2. Pendant l'année qui s'est écoulée entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se terminent en partie par la défaite (avance de l'armée rouge sur Varsovie en août 1920, mouvement du prolétariat italien en septembre 1920, soulèvement des ouvriers allemands en mars 1921).

La première période du mouvement révolutionnaire, après la guerre, est caractérisée par sa violence élémentaire, par l'imprécision très significative des buts et des méthodes et par l'extrême panique qui s'empare des classes dirigeantes ; elle paraît être terminée dans une large mesure. Le sentiment de sa puissance de classe qu'a la bourgeoisie, et la solidité extérieure de ses organes d'état



se sont indubitablement renforcés. La peur du communisme s'est affaiblie si elle n'a pas complètement disparu. Les dirigeants de la bourgeoisie vantent la puissance de leur mécanisme d'état et passent même dans tous les pays à l'offensive contre les masses ouvrières, tant sur le front économique que sur le front politique.

3. En raison de cette situation, l'Internationale Communiste se pose à elle-même et pose à la classe ouvrière les questions suivantes : Dans quelle mesure les nouveaux rapports réciproques de la bourgeoisie et du prolétariat correspondent-ils réellement aux rapports plus profonds de leurs forces respectives ? La bourgeoisie est-elle vraiment à présent plus en mesure de rétablir l'équilibre social détruit par la guerre ? Y a-t-il des raisons de supposer qu'après une époque d'ébranlements politiques et de luttes de classes vient une nouvelle époque, prolongée du rétablissement et de l'agrandissement du capitalisme ? Ne s'ensuit-il pas la nécessité de réviser le programme ou la tactique de l'Internationale Communiste ?

## II. — LA GUERRE, LA PROSPÉRITÉ SPÉCULATIVE ET LA CRISE. LES PAYS EUROPÉENS

4. Les deux dizaines d'années qui avaient précédé la guerre furent une époque d'ascension capitaliste particulièrement puissante. Les périodes de prospérité se distinguent par leur durée et par leur intensité, les périodes de dépression ou de crise, au contraire, par leur brièveté. D'une façon générale, la source s'était brusquement élevée ; les nations capitalistes s'étaient enrichies.

En serrant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde se rendaient compte que le développement enragé de la production devait se heurter aux limites de la capacité d'achat du marché capitaliste mondial ; ils essayèrent de sortir de cette situation par les moyens de violence ; la crise sanglante de la guerre mondiale devait remplacer une longue période menaçante de dépression économique avec le même résultat d'ailleurs, c'est-à-dire la destruction d'énormes forces de production.

La guerre a cependant réuni l'extrême puissance destructrice de ses méthodes à la durée imprévisiblement longue de leur emploi. Le résultat fut qu'elle ne détruisit pas seulement, au sens économique, la production « superflue », mais qu'elle affaiblit, ébranla, mina le mécanisme fondamental de la production en Europe. Elle contribua en même temps au grand développement capitaliste des États-Unis et à l'ascension fiévreuse du Japon. Le centre de gravité de l'économie mondiale passa d'Europe en Amérique.

5. La période de cessation du massacre prolongé pendant quatre années, période de démobilisation et de transition de l'état de guerre à l'état de paix, inévitablement accompagnée d'une crise économique, conséquence de l'épuisement et du chaos de la guerre, apparaissait aux yeux de la bourgeoisie — et avec raison — comme grosse des plus grands périls. A la vérité, pendant les deux années qui suivirent la guerre, les pays qu'elle avait ravagés devinrent l'arène de puissants mouvements prolétariens.

Le fait que ce ne fut pas la crise inévitable, semblait-il, qui se produisit, quelques mois après la guerre, mais un relèvement économique, fut une des causes principales de ce que la bourgeoisie conserva néanmoins sa position dominante. Cette période dura environ un an et demi. L'industrie occupait la presque totalité des ouvriers démobilisés. Quoique, en règle générale, les salaires ne

pussent atteindre les prix des articles de consommation, ils s'élevaient cependant suffisamment pour créer le mirage de conquêtes économiques.

C'est précisément cet essor économique de 1919-1920 qui, adoucissant la phase la plus aiguë de liquidation de la guerre, eut pour résultat une extraordinaire recrudescence de l'assurance bourgeoise et souleva la question de l'avènement d'une nouvelle époque organique de développement capitaliste.

Cependant, le relèvement de 1919-1920 ne marquait pas, au fond, le début de la restauration de l'économie capitaliste après la guerre, mais la continuation de la situation artificielle de l'industrie et du commerce, créée par la guerre, et qui put ébranler l'économie capitaliste.

**6.** La guerre impérialiste éclata à l'époque où la crise industrielle et commerciale, qui prit alors naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe.

Le développement normal du cycle industriel fut interrompu par la guerre qui devint elle-même le plus puissant facteur économique. La guerre créa pour les branches fondamentales de l'industrie un marché à peu près illimité, complètement à l'abri de toute concurrence. Le grand acheteur n'avait jamais assez de tout ce qu'on lui fournissait. La fabrication des moyens de production se transforma en fabrication des moyens de destruction. Les articles de consommation personnelle étaient acquis à des prix de plus en plus élevés par des millions d'individus qui, ne produisant rien, ne faisaient que détruire. C'était là le processus même de la destruction ; mais, en vertu des contradictions monstrueuses de la société capitaliste, cette ruine prit la forme de l'enrichissement. L'état lançait emprunt sur emprunt, émission sur émission, et — des budgets se chiffrant par millions — passa aux milliards. Machines et constructions s'usaient et n'étaient pas remplacées. La terre était mal cultivée. Des constructions essentielles dans les villes et sur les chemins de fer étaient arrêtées. En même temps le nombre des valeurs d'État, des bons de crédit et du Trésor et des fonds s'accrut sans cesse. Le capital fictif s'enfla dans la mesure même dans laquelle le capital productif était détruit. Le système du crédit, moyen de circulation des marchandises, se transforma en un moyen d'immobiliser les biens nationaux, y compris ceux qui devront être créés par les générations futures.

Par crainte d'une crise qui eut été une catastrophe, l'État capitaliste agit après la guerre de la même façon que pendant celle-ci : nouvelles émissions, nouveaux emprunts, réglementation des prix de vente et d'achat des articles les plus importants, garantie de profits, denrées à des prix réduits, multiples allocations en addition aux appointements et aux salaires — et avec tout cela, censure militaire et dictature de galonnés.

**7.** En même temps, la cessation des hostilités et le rétablissement des relations internationales révélèrent la demande considérable des marchandises les plus diverses, sur toute la surface du globe. La guerre avait laissé d'immenses stocks de produits, d'énormes sommes d'argent, concentrés entre les mains des fournisseurs et des spéculateurs, qui les employèrent là où le profit momentanément était le plus grand. Il s'ensuivit une activité commerciale fiévreuse, alors que, avec l'élévation inouïe des prix et des dividendes fantastiques, dans aucune de ses branches fondamentales, l'industrie ne se rapprochait en Europe de son niveau d'avant-guerre.

**8.** Au prix de la destruction économique du système économique, accroissement de capital fictif, baisse du cours, spéculation, au lieu de panser les plaies économiques, le gouvernement bourgeois, agissant de concert avec les consortiums des banques et avec les trusts de l'industrie, réussit à éloigner le début de la crise économique, au moment où s'achevait la crise politique de la démobilisation et le premier examen des conséquences de la guerre.

Ayant ainsi obtenu un répit important, la bourgeoisie crut que le danger de la crise était écarté pour un temps indéterminé. Un optimisme extrême s'empara des esprits ; il sembla que les besoins de la reconstruction dussent ouvrir une époque de prospérité industrielle, commerciale et surtout de spéculations heureuses. L'année 1920 fut l'année des espoirs déçus.

Sous une forme financière, tout d'abord, sous une forme commerciale ensuite, et enfin sous une forme industrielle, la crise se produisit en mars 1920 au Japon, en avril aux États-Unis (une légère baisse des prix avait commencé en janvier) ; elle passa en Angleterre, en France, en Italie, toujours en avril, dans les pays neutres de l'Europe, se manifesta sous une forme assez légère en Allemagne et se répandit dans la seconde moitié de 1920 dans tout le monde capitaliste.

**9.** De la sorte, la crise de l'année 1920, et c'est là l'essentiel pour la compréhension de la situation mondiale, n'est pas une étape du cycle « normal », industriel, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive du temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et sur l'épuisement.

L'alternative normale des crises et des périodes de prospérité se poursuivait auparavant suivant la courbe du développement industriel. Pendant les sept dernières années, pas contre, les forces productrices de l'Europe, loin de s'élever, tombèrent brutalement.

La destruction des bases mêmes de l'économie doit d'abord se manifester dans toute la superstructure. Pour arriver à une certaine coordination intérieure, l'économie de l'Europe devra pendant les quelques années à venir se restreindre et diminuer. La courbe des forces productrices tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte durée et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles. La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production. C'est la réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente.

**10.** En Europe, l'Angleterre est le pays économiquement le plus fort et qui a le moins souffert de la guerre ; on ne saurait cependant, même par rapport à elle, parler d'un rétablissement de l'équilibre capitaliste après la guerre. Certes, grâce à son organisation mondiale et à sa situation de triomphatrice, l'Angleterre a obtenu après la guerre certains succès commerciaux et financiers, elle a amélioré son bilan commercial, elle a relevé le cours de la livre sterling et elle a obtenu un excédent des revenus sur les dépenses aux budgets ; mais sur le terrain industriel, l'Angleterre a rétrogradé depuis la guerre. Le rendement du travail et les revenus nationaux sont incomparablement plus bas qu'avant la guerre. La situation industrielle la plus importante, celle du charbon, s'aggrave de plus en plus, aggravant la situation des autres branches. Les mouvements grévistes incessants sont non la cause, mais la conséquence de la ruine de l'économie anglaise.

**11.** La France, la Belgique, l'Italie sont irrémédiablement ruinées par la guerre. La tentative de restaurer l'économie de la France aux dépens de l'Allemagne est un véritable brigandage accompagné d'oppression diplomatique qui, sans sauver la France, ne tend qu'à épuiser définitivement l'Allemagne (en charbon, machines, bétail, or). Cette mesure porte un coup sérieux à toute l'économie de l'Europe continentale dans son ensemble. La France gagne bien moins que ne perd l'Allemagne, et elle court à la ruine économique, bien que ses paysans aient de nouveau, grâce à des efforts extraordinaires, rétabli une grande partie des cultures agricoles et que certaines branches d'industrie (par exemple l'industrie des produits chimiques) se soient considérablement développées pendant la guerre. Les dettes et les dépenses d'État (par suite du militarisme) ont atteint des dimensions incroyables ; à la fin de la dernière période de prospérité, le cours du change français

était tombé de 60 %. Le rétablissement de l'économie française est entravé par les lourdes pertes en vies humaines causées par la guerre, pertes impossibles à compenser par suite du faible accroissement de la population française. Il en est de même, à peu de chose près, pour l'économie de la Belgique et de l'Italie.

**12.** Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident en Allemagne ; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au sextuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'avant-guerre est payée d'un double prix : gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. Les profits des exportateurs allemands s'expriment par une perte sèche du point de vue de l'économie publique. Sous forme d'exportation, c'est la vente à bas prix de l'Allemagne même qui a lieu. Les maîtres capitalistes s'assurent une part toujours croissante de la fortune nationale qui, elle, diminue sans cesse. Les ouvriers allemands deviennent les coolies de l'Europe.

**13.** De même que l'indépendance politique fictive des petits pays neutres repose sur l'antagonisme des grandes puissances entre elles, de même leur prospérité économique dépend du marché mondial, dont le caractère fondamental était déterminé avant la guerre par l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis et la France. Au cours de la guerre, la bourgeoisie des petits États neutres d'Europe réalisa des bénéfices monstrueux. Mais la destruction et la ruine des pays belligérants d'Europe entraînèrent la ruine économique des petits pays neutres. Leurs dettes s'accrurent, leurs changes baissèrent, la crise leur porta coup sur coup.

### **III. — ÉTATS-UNIS, JAPON, PAYS COLONIAUX ET RUSSIE DES SOVIETS**

**14.** Le développement des États-Unis pendant la guerre présente en un certain sens le contraire du développement de l'Europe. La participation des États-Unis à la guerre fut surtout une participation de fournisseurs. Les États-Unis ne ressentirent nullement les effets destructeurs de la guerre. L'influence indirectement destructrice de la guerre sur les transports, sur l'économie rurale, etc..., fut bien plus faible dans ce pays qu'en Angleterre — sans parler même de la France ou de l'Allemagne. D'autre part, les États-Unis exploitèrent de la manière la plus complète la suppression ou du moins l'extrême affaiblissement de la concurrence européenne et poussèrent leurs industries les plus importantes à un degré de développement inespéré (naphte, constructions navales, automobiles, charbon) ; ce ne sont pas seulement le naphte et les céréales américains, mais aussi le charbon, qui tiennent maintenant dans leur dépendance la plupart des pays d'Europe.

Si, jusqu'à la guerre, l'Amérique exportait surtout des produits agricoles et des matières premières (constituant les deux tiers de l'exportation totale), à présent, au contraire, elle exporte surtout des produits industriels (60 % de son exportation). Si, jusqu'à la guerre, l'Amérique était débitrice, à présent elle est devenue la créancière du monde entier. La moitié environ de la réserve mondiale de l'or continue toujours à y affluer. Le rôle déterminant sur le marché mondial est passé de la livre sterling au dollar.

**15.** Cependant, le capital américain, lui aussi, est sorti de l'équilibre. L'essor extraordinaire de

l'industrie américaine a été exclusivement déterminé par l'ensemble des conditions mondiales : suppression de la concurrence européenne et surtout demande du marché militaire de l'Europe. Si l'Europe, ruinée, n'a pas pu, même après la guerre, revenir en qualité de concurrente de l'Amérique, à sa situation d'avant-guerre sur le marché mondial, elle ne peut, d'autre part, en qualité de marché pour l'Amérique, n'avoir désormais qu'une part insignifiante de son importance antérieure. Les États-Unis sont devenus dans une mesure infiniment plus grande qu'avant-guerre un pays d'exportation. L'appareil productif surdéveloppé pendant la guerre ne peut être complètement utilisé à cause du manque de débouchés. Quelques industries sont ainsi devenues des industries de saison qui ne peuvent donner du travail aux ouvriers que pendant une partie de l'année. La crise aux États-Unis le commencement d'une profonde et durable ruine économique résultant de la chute de l'Europe. C'est là le résultat de la destruction de la division du travail mondial.

**16.** Le Japon aussi a profité de la guerre pour élargir sa place sur le marché mondial. Son développement est incomparablement plus limité que celui des États-Unis et, dans une série de branches, il revêt un caractère purement artificiel. Si ses forces productrices furent suffisantes pour la conquête d'un marché déserté par les concurrents, elles apparaissent cependant insuffisantes pour lui garder ce marché dans la lutte avec les pays capitalistes plus puissants. Il en résulta une crise aiguë qui fut précisément le commencement de toutes les autres crises.

**17.** Les pays maritimes exportant des matières premières, et dans ce nombre les pays coloniaux (Amérique du Sud, Canada, Australie, Indes, Égypte, etc...), profitèrent à leur tour de l'interruption des communications internationales pour développer leur industrie indigène. La crise mondiale s'est étendue à présent chez eux aussi. Le développement de l'industrie nationale dans ces pays devient à son tour une source de nouvelles difficultés commerciales pour l'Angleterre et pour toute l'Europe.

**18.** Dans le domaine de la production du commerce et du crédit, et cela non seulement en Europe, mais sur une échelle mondiale, il n'y a donc pas de raison d'affirmer un rétablissement quelconque d'équilibre stable après la guerre.

La chute économique de l'Europe continue, mais la destruction des bases de l'économie européenne se manifesterà à peine pendant les années qui viennent.

Le marché mondial est désorganisé. L'Europe a besoin des produits américains, mais elle ne peut donner à l'Amérique aucun équivalent. L'Europe est anémiée, l'Amérique est hypertrophiée. Le change or est supprimé. La dépréciation du change des pays européens (qui atteint *jusqu'à* 99 %) est un obstacle presque insurmontable pour le commerce international. Les fluctuations continuelles et imprévues du change transforment la production capitaliste en une spéculation effrénée. Le marché mondial n'a plus d'équivalent général. Le rétablissement du cours or en Europe ne pourrait être obtenu que par l'élévation de l'exportation et la diminution des importations. L'Europe ruinée est incapable de cette transformation. L'Amérique se défend à son tour des importations européennes artificielles (dumping) en élevant les tarifs douaniers.

L'Europe reste une maison d'aliénés. La plupart des États promulguent des interdictions d'exportation et d'importation ; ils multiplient leurs tarifs protecteurs. L'Angleterre établit des droits prohibitifs contre l'exportation allemande et toute la vie économique de l'Allemagne est à la merci d'une bande de spéculateurs de l'Entente et surtout français. Le territoire de l'Autriche-Hongrie est divisé par une dizaine de lignes douanières. L'écheveau des traités de paix est chaque jour plus embrouillé.

**19.** La disparition de la Russie soviétique en tant que débouché pour les produits industriels et

en tant que fournisseur de matières brutes a contribué dans une grande mesure à rompre l'équilibre de l'économie mondiale. Le retour de la Russie sur le marché mondial ne peut pas, pendant la prochaine période, y porter de bien grands changements. L'organisme capitaliste de la Russie se trouvait, sous le rapport des moyens de production, dans la plus étroite dépendance de l'industrie mondiale, et cette dépendance s'est encore accentuée par rapport aux pays de l'Entente, pendant la guerre, alors que l'industrie intérieure de la Russie était entièrement mobilisée. Le blocus rompit d'un coup tous ces liens vitaux. Il ne saurait même être question que ce pays épuisé et ruiné par trois années de guerre civile puisse organiser chez lui les nouvelles branches d'industrie sans lesquelles les anciennes ont été inévitablement ruinées par l'épuisement de leur matériel fondamental. À tout cela s'ajoute le fait de l'absorption dans l'armée rouge de centaines de milliers des meilleurs ouvriers et, dans une mesure considérable, des plus qualifiés. Dans ces conditions historiques, aucun autre régime n'aurait pu, cerné par le blocus, réduit à des guerres incessantes, recueillant un terrible héritage de ruines, maintenir la vie économique et créer une administration centralisée. Mais on ne peut douter que la lutte contre l'impérialisme mondial ait été payée de l'épuisement prolongé des forces productrices de la Russie dans plusieurs branches fondamentales de l'économie. Ce n'est qu'à présent, à la suite du relâchement du blocus et du rétablissement de certaines formes plus normales des rapports entre la ville et la campagne, que le pouvoir soviétique reçoit la possibilité d'une direction centralisée constante et inflexible en vue du relèvement du pays.

#### **IV. — TENSION DES ANTAGONISMES SOCIAUX**

**20.** La guerre, qui entraîna une destruction sans précédent dans l'histoire des forces productrices, n'a pas arrêté le processus de la différenciation sociale ; au contraire, la prolétarianisation des larges couches intermédiaires, y compris la nouvelle classe moyenne (employés, fonctionnaires, etc...) et la concentration de la propriété entre les mains d'une petite minorité (trusts, cartels, consortiums, etc...), firent, pendant les sept dernières années, des progrès monstrueux dans les pays qui ont le plus souffert de la guerre. La question Stinnes est devenue une question essentielle de la vie économique allemande.

La hausse des prix sur toutes les marchandises, concomitante à la baisse catastrophique du change dans tous les pays européens belligérants, attestait au fond une nouvelle répartition du revenu national au détriment de la classe ouvrière, des fonctionnaires, des employés, des petits rentiers et, d'une façon générale, de toutes les catégories d'individus ayant un revenu plus ou moins déterminé.

De la sorte, sous le rapport de ses ressources matérielles, l'Europe fut ramenée à une dizaine d'années en arrière et la tension des antagonismes sociaux, qui ne peut désormais être comparée à ce qu'elle était autrefois, loin d'être arrêtée dans son cours, s'accrut avec une rapidité extraordinaire. Ce fait capital est déjà suffisant pour détruire tout espoir fondé sur un développement prolongé et pacifique des forces de la démocratie ; la différenciation progressive — d'un côté la « stinnesation » et, de l'autre, la prolétarianisation et la paupérisation — basée sur la ruine économique, détermine le caractère tendu, conclusif et cruel de la lutte des classes.

Le caractère actuel de la crise ne fait que prolonger sous ce rapport le travail de la guerre et de l'essor spéculatif qui la suivit.

**21.** La hausse des prix des produits agricoles, tout en créant l'illusion de l'enrichissement général de la campagne, provoqua un accroissement réel des *revenus* et de la fortune des paysans

riches. Les paysans purent, en effet, avec du papier déprécié, qu'ils avaient amassé en grande quantité, payer leurs dettes contractées au cours normal. Malgré la hausse énorme du prix de la terre, malgré l'abus éhonté du monopole des moyens de subsistance ; malgré enfin l'enrichissement des grands propriétaires fonciers et des paysans aisés, la régression dans l'économie rurale de l'Europe est indiscutable : c'est une régression multiforme qui se traduit par l'extension des formes d'économie rurale, la transformation de terres arables en prairies, la destruction du bétail, l'application du système de la jachère. Cette régression a eu encore pour causes l'insuffisance, la cherté et la hausse des prix des articles manufacturés, enfin — en Europe centrale et orientale — la réduction systématique de la production, qui est une réaction contre les tentatives du pouvoir étatique d'accaparer le contrôle des produits agricoles. Les paysans aisés, et en partie les paysans moyens, créent des organisations politiques et économiques pour se protéger contre les charges de la bourgeoisie et pour dicter à l'État — comme prix du secours accordé contre le prolétariat — une politique de tarifs et d'impôts unilatérale et exclusivement profitable aux paysans, une politique qui entrave la reconstruction capitaliste. Ainsi se crée entre la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie villageoise une opposition qui affaiblit la puissance de toute la classe bourgeoise. En même temps une grande partie des paysans pauvres sont prolétarisés, le village se convertit en une armée de mécontents et la conscience de classe du prolétariat rural s'accroît.

D'autre part, l'appauvrissement général de l'Europe, qui la rend incapable d'acheter la quantité nécessaire de céréales américaines, entraîna une lourde crise de l'économie rurale transatlantique. On observe une aggravation de la situation du paysan et du petit fermier non seulement en Europe, mais aussi aux États-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Afrique du Sud.

**22.** La situation des *fonctionnaires* et des *employés*, par suite de la diminution de la capacité d'achat de l'argent, s'est aggravée d'une façon générale plus durement que la situation du prolétariat. Les conditions d'existence des fonctionnaires subalternes et moyens étant complètement ébranlées, ces éléments sont devenus un ferment de mécontentement politique, qui sape la solidité du mécanisme d'État, qu'ils servent. « La nouvelle caste moyenne », qui selon les réformistes, représentait le centre des forces conservatrices, devient plutôt, pendant l'époque de transition, un facteur révolutionnaire.

**23.** L'Europe capitaliste a finalement perdu sa situation économique prédominante dans le monde. D'autre part, son équilibre de classes relatif reposait sur cette vaste domination. Tous les efforts des pays européens (l'Angleterre et, en partie, la France), pour rétablir la situation intérieure, ne purent qu'aggraver le chaos de l'incertitude.

**24.** Tandis qu'en Europe la concentration de la propriété s'accomplit sur les bases de la ruine, aux États-Unis cette concentration et les antagonismes de classe atteignirent un degré extrême sur le fond d'un enrichissement capitaliste fiévreux. Les brusques changements de la situation, par suite de l'incertitude générale du marché mondial, donnent à la lutte des classes sur le sol américain un caractère extrêmement tendu et révolutionnaire. A une apogée capitaliste sans précédent dans l'histoire, doit succéder une apogée de lutte révolutionnaire.

**25.** L'émigration des ouvriers et des paysans au-delà de l'océan servait toujours de soupape de sûreté au régime capitaliste d'Europe. Elle augmentait dans les époques de dépression prolongée et après l'échec des mouvements révolutionnaires. Mais maintenant l'Amérique et l'Australie entravent toujours davantage l'immigration. La soupape de sûreté de l'émigration ne fonctionne plus.

**26.** Le développement énergétique du capitalisme en Orient, particulièrement aux Indes et en Chine, a créé de nouvelles bases sociales pour la lutte révolutionnaire. La bourgeoisie de ces pays a

resserré encore plus étroitement ses liens avec le capital étranger et est devenue de la sorte son principal instrument de domination. Sa lutte contre l'impérialisme étranger, lutte du plus faible concurrent, a essentiellement un caractère à demi fictif. Le développement du prolétariat indigène paralyse les tendances révolutionnaires nationales de la bourgeoisie capitaliste. Mais, en même temps, les rangs nombreux des paysans reçoivent en la personne de l'avant-garde communiste consciente de véritables chefs révolutionnaires.

La réunion de l'oppression militaire nationaliste de l'impérialisme étranger, de l'exploitation capitaliste par la bourgeoisie indigène et par la bourgeoisie étrangère, ainsi que la survivance de la servitude féodale, créent des conditions dans lesquelles le prolétariat naissant se développera rapidement et se mettra à la tête du large mouvement des paysans.

Le mouvement populaire révolutionnaire aux Indes, dans les autres colonies, est devenu maintenant partie intégrante de la révolution mondiale des travailleurs, dans la même mesure que le soulèvement du prolétariat dans les pays capitalistes de l'ancien ou du nouveau monde.

## V. — RAPPORTS INTERNATIONAUX

**27.** La situation générale de l'économie mondiale et, avant tout, la ruine de l'Europe déterminent une longue période de lourdes difficultés économiques, de secousses, de crises partielles et générales, etc... Les rapports internationaux, tels qu'ils s'établirent comme résultat de la guerre et du traité de Versailles, rendent la situation sans issue.

L'impérialisme a été engendré par les besoins des forces productrices tendant à supprimer les frontières des États nationaux et à créer un territoire européen et mondial économique unique ; le résultat du conflit des impérialismes ennemis a été l'établissement dans l'Europe Centrale et Orientale de nouvelles frontières, de nouvelles douanes et de nouvelles armées. Au sens économique et pratique, l'Europe a été ramenée au Moyen-Âge.

Sur une terre épuisée et ruinée, on entretient actuellement une armée une fois et demie plus grande qu'en 1914, c'est-à-dire à l'apogée de la « paix armée ».

**28.** La politique dirigeante de la France sur le continent européen peut être divisée en deux parties : l'une, attestant la rage aveugle de l'usurier prêt à étouffer son débiteur insolvable, et l'autre, représentée par la cupidité de la grande industrie pillarde en vue de créer, à l'aide des bassins de la Sarre, de la Ruhr et de la Haute-Silésie, les conditions favorables à un impérialisme industriel, susceptible de remplacer l'impérialisme financier en faillite.

Mais ces efforts vont à l'encontre des intérêts de l'Angleterre. La tâche de celle-ci consiste à séparer le charbon allemand du minerai français, dont la réunion est pourtant une condition indispensable à la régénération de l'Europe.

**29.** L'Empire Britannique paraît actuellement au sommet de sa puissance. Il a maintenu ses anciennes possessions et il en a conquis de nouvelles. Mais précisément le moment actuel montre que la situation prédominante de l'Angleterre est en contradiction avec sa déchéance économique effective. L'Allemagne, avec son capitalisme incomparablement plus progressif sous le rapport de la technique et de l'organisation, est écrasée par la force armée. Mais, en la personne des États-Unis économiquement maîtres des deux Amériques, se dresse en face de l'Angleterre un adversaire triomphant et plus menaçant que l'Allemagne. Grâce à une meilleure organisation et à une meilleure



technique, le rendement du travail dans les industries des États-Unis est incomparablement supérieur à ce qu'il est en Angleterre. Les États-Unis produisent 65 à 70 % du naphte consommé dans le monde entier et dont dépend l'usage des automobiles, celui des tracteurs, la flotte et l'aviation. La situation séculaire et presque monopolisée de l'Angleterre sur le marché du charbon est définitivement ruinée, l'Amérique a pris la première place. Son exportation en Europe augmente de façon menaçante. Sa flotte commerciale est presque égale à celle de l'Angleterre. Les États-Unis ne veulent plus se résigner au monopole mondial des câbles, détenu par l'Angleterre. Dans le domaine industriel, la Grande-Bretagne passe à la défensive et, sous prétexte de lutter contre la concurrence « malsaine » de l'Allemagne, s'arme de mesures protectionnistes contre les États-Unis. Enfin, tandis que la flotte militaire de l'Angleterre, comptant un grand nombre d'unités vieilles, s'est arrêtée dans son développement, le gouvernement Harding a repris le programme au gouvernement Wilson relativement aux constructions navales, lesquelles, au cours des deux ou trois prochaines années, donneront l'hégémonie des mers au pavillon américain.

La situation est telle que, ou l'Angleterre sera automatiquement repoussée à l'arrière-plan et, malgré sa victoire sur l'Allemagne, deviendra une puissance de second ordre, ou bien — et elle s'y croit déjà obligée — elle engagera à fond, dans un très prochain avenir, toutes les forces par elle acquises dans le passé dans une lutte à mort avec les États-Unis.

C'est dans cette perspective que l'Angleterre maintient son alliance avec le Japon et s'efforce, au prix de concessions de plus en plus grandes, d'acquérir l'appui ou, tout au moins, la neutralité de la France.

La croissance du rôle international — dans les limites du continent — de cette dernière au cours de l'année écoulée a pour cause non un affaiblissement de la France, mais un affaiblissement international de l'Angleterre.

La capitulation de l'Allemagne en mai dernier, dans la question des contributions de guerre, signale partout une victoire temporaire de l'Angleterre et assure la chute économique ultérieure de l'Europe centrale, sans exclure, dans un avenir rapproché, l'occupation par la France du bassin de la Ruhr et de la Haute-Silésie.

**30.** L'antagonisme du Japon et des États-Unis, provisoirement dissimulé à la suite de leur participation à la guerre contre l'Allemagne, développe en ce moment ouvertement ses tendances. Le Japon s'est, par suite de la guerre, rapproché des côtes américaines, ayant reçu dans l'Océan Pacifique des îles d'une grande importance stratégique.

La crise de l'industrie rapidement développée du Japon a de nouveau réveillé la question de l'émigration ; le Japon, pays à population dense, et pauvre en ressources naturelles, est obligé d'exporter des marchandises ou des hommes. Dans un cas comme dans l'autre, il se heurte aux États-Unis, en Californie, en Chine et sur l'île de Jap.

Le Japon dépense plus de la moitié de son budget pour l'armée et pour la flotte. Dans la lutte de l'Angleterre avec l'Amérique, le Japon aura sur mer le rôle joué sur terre par la France dans la guerre avec l'Allemagne. Le Japon profite actuellement de l'antagonisme entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, mais la lutte décisive de ces deux géants pour la domination du monde se décidera finalement à son détriment.

**31.** Le grand massacre récent fut européen par ses causes et par ses principaux participants. L'axe de la lutte, c'était l'antagonisme entre l'Angleterre et l'Allemagne. L'intervention des États-Unis élargit les cadres de la lutte, mais ne l'écarte pas de sa tendance fondamentale ; le conflit

européen fut résolu au moyen du monde entier. La guerre, qui résolut à sa manière le différend entre l'Angleterre et l'Allemagne, non seulement n'a pas résolu la question des rapports entre les États-Unis et l'Angleterre, mais, au contraire, l'a reposée au premier plan dans toutes ses proportions, en tant que question fondamentale de la politique mondiale, de même qu'elle a posé une question de second ordre, celle des rapports entre les États-Unis et le Japon. La dernière guerre a de la sorte été la préface européenne à la guerre véritablement mondiale qui décidera de la *domination impérialiste exclusive*.

**32.** Mais ce n'est là qu'un des axes de la politique mondiale. Il y a un autre axe encore : la Fédération des Soviets russes et la 3<sup>e</sup> Internationale sont nées des conséquences de la dernière guerre. Le groupement des forces révolutionnaires internationales est entièrement dirigé contre tous les groupements impérialistes.

La conservation de l'alliance entre l'Angleterre et la France ou, au contraire, sa destruction a le même prix au point de vue des intérêts du prolétariat et au point de vue de la paix que le renouvellement ou le non-renouvellement de l'alliance anglo-japonaise, que l'entrée (ou le refus d'entrer) des États-Unis dans la Société des Nations. Le prolétariat ne saurait voir une grande garantie de paix dans le groupement passager, cupide et sans foi des États capitalistes dont la politique, évoluant de plus en plus autour de l'antagonisme anglo-américain, l'entretient en préparant une sanglante explosion.

La conclusion, par quelques pays capitalistes, de traités de paix et de conventions commerciales avec la Russie soviétique ne signifie pas, loin de là, la renonciation de la bourgeoisie mondiale à la destruction de la République des Soviets. On ne peut y voir qu'un changement peut-être passager de formes et de méthodes de lutte. Le coup d'état japonais en Extrême-Orient signifie peut-être le commencement d'une nouvelle période d'intervention armée.

Il est absolument évident que, plus le mouvement révolutionnaire prolétarien mondial se ralentit, et plus les contradictions de la situation internationale économique et politique stimulent inévitablement la bourgeoisie à tenter de nouveau de provoquer un dénouement par les armes à l'échelle mondiale. Cela voudrait dire que le « rétablissement de l'équilibre capitaliste » après la nouvelle guerre se baserait sur un épuisement économique et sur un recul de la civilisation, tels qu'en comparaison de la situation actuelle de l'Europe, il semblerait le comble du bien-être.

**33.** Quoique l'expérience de la dernière guerre ait confirmé avec une certitude terrifiante que « la guerre est un calcul trompeur » — vérité qui contient tout le pacifisme, tant socialiste que bourgeois — la préparation de la nouvelle guerre, préparation économique, politique, idéologique et technique, se poursuit à vive allure dans tout le monde capitaliste. Le pacifisme humanitaire anti-révolutionnaire est devenu une force auxiliaire du militarisme.

Les social-démocrates de toutes nuances et les syndicalistes d'Amsterdam insufflent au prolétariat international la conviction de la nécessité de s'adapter aux règles économiques et au droit international des États, tels qu'ils ont été établis par suite de la guerre, et apparaissent ainsi comme des auxiliaires insignes de la bourgeoisie impérialiste dans la préparation du nouveau massacre qui menace de détruire définitivement la civilisation humaine.

## VI. — LA CLASSE OUVRIÈRE APRÈS LA GUERRE

**34.** Au fond, la question du rétablissement du capitalisme sur les bases tracées plus haut se résume ainsi : la classe ouvrière est-elle disposée à faire, dans des conditions nouvelles incomparablement plus difficiles, les sacrifices indispensables pour affermir les conditions de son propre esclavage, plus étroit et plus dur qu'avant la guerre ?

Pour restaurer l'économie européenne, en remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt à travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent ; c'est ce que lui conseillent les chefs traîtres des Internationale jaunes : d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à se sacrifier, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui actuellement est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. Rétablir le cours du change, c'est pour divers États européens (Allemagne, France, Italie, Autriche, Hongrie, Pologne, Balkans) avant tout se débarrasser de charges dépassant la mesure de leurs forces, c'est-à-dire se déclarer en faillite ; c'est aussi donner une puissante impulsion à la lutte de toutes les classes pour une nouvelle répartition du revenu national. Rétablir le cours du change, c'est à l'avenir diminuer les dépenses de l'État au détriment des masses (renoncer à fixer le salaire minimum, le prix des articles de consommation générale), c'est empêcher l'arrivée des articles de première nécessité à meilleur marché provenant de l'étranger et relever l'exportation en diminuant les frais de la production, c'est-à-dire encore une fois, au premier chef, renforcer l'exploitation de la masse ouvrière. Toute mesure sérieuse, tendant à rétablir l'équilibre capitaliste, ébranle plus encore l'équilibre déjà rompu des classes et donne un nouvel élan à la lutte révolutionnaire. La question de savoir si le capitalisme peut se régénérer devient par conséquent une question de lutte entre forces vivantes : celles des classes et des partis. Si, des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, l'une, la dernière, renonçait à la lutte révolutionnaire, l'autre, la bourgeoisie, retrouverait en fin de compte, indubitablement, un nouvel équilibre capitaliste — équilibre de décomposition matérielle et morale — au moyen de nouvelles crises, de nouvelles guerres, de l'appauvrissement poursuivi de pays entiers et de la mort de dizaines de millions de travailleurs.

Mais la situation actuelle du prolétariat international ne donne guère de raisons de pronostiquer cet équilibre.

**35.** Les éléments sociaux de stabilité, de conservatisme, de tradition, ont perdu la plus grande partie de leur autorité sur l'esprit des masses laborieuses. Si la social-démocratie et les trade-unions conservent encore quelque influence sur une partie considérable du prolétariat, grâce à l'héritage de l'appareil d'organisation, du passé, cette influence est tout à fait inconsistante. La guerre a modifié non seulement l'état d'esprit, mais la composition même du prolétariat et ces modifications sont tout à fait incompatibles avec l'organisation graduelle d'avant la guerre.

Au sommet du prolétariat, dans la plupart des pays domine encore la bureaucratie ouvrière extrêmement développée, étroitement unie, qui élabore ses propres méthodes et ses procédés de domination, et se rattache par des milliers de liens aux institutions et aux organes de l'État capitaliste.

Vient ensuite un groupe d'ouvriers, le mieux placé dans la production, occupant ou comptant occuper des postes d'administration, et qui sont l'appui le plus sûr de la bureaucratie ouvrière.

Puis la vieille génération des social-démocrates et des syndicalistes ouvriers qualifiés pour la plupart, rattachés à leur organisation par des dizaines d'années de lutte et qui ne peuvent se décider à rompre avec elle, malgré ses trahisons et ses faillites. Toutefois, dans bien des branches de production, les ouvriers qualifiés sont mélangés à des ouvriers non qualifiés, des femmes surtout.

Viennent encore des millions d'ouvriers qui ont fait l'apprentissage de la guerre, qui sont familiarisés avec le maniement des armes et prêts, pour la plupart, à s'en servir contre l'ennemi de classe, à la condition toutefois d'une préparation sérieuse, préalable, d'une ferme direction, choses indispensables au succès.

Puis des millions de nouveaux ouvriers, d'ouvrières en particulier, attirés dans l'industrie pendant la guerre et communiquant au prolétariat non seulement leurs préjugés petits-bourgeois, mais encore leurs aspirations impatientes vers de meilleures conditions d'existence.

Enfin, des millions de jeunes ouvriers et ouvrières élevés pendant la tempête révolutionnaire, plus accessibles à la parole communiste, brûlant du désir d'agir.

En dernier lieu, une gigantesque armée de chômeurs, pour la plupart déclassés et mi-déclassés, reflétant le plus vivement dans ses fluctuations le cours de la décadence de l'économie capitaliste et tenant l'ordre bourgeois sous sa constante menace.

Ces éléments du prolétariat, si divers par leur origine et leur caractère, ne sont entraînés dans le mouvement après la guerre, ni simultanément, ni de la même manière. De là, les hésitations, les fluctuations, les progrès et les reculs de la lutte révolutionnaire. Mais, dans son écrasante majorité, la masse prolétarienne serre promptement les rangs parmi la ruine de toutes ses anciennes illusions, l'effrayante incertitude de la vie quotidienne, devant la toute-puissance du capital concentré, devant les méthodes de brigandage de l'État militarisé. Cette masse, qui compte de nombreux millions d'hommes, cherche une direction ferme et claire, un programme net d'action, et crée par là même une base au rôle décisif que le parti communiste cohérent et centralisé est appelé à jouer.

**36.** La situation de la classe ouvrière s'est évidemment aggravée pendant la guerre. Certains groupes d'ouvriers ont prospéré. Les familles dans lesquelles quelques membres ont pu travailler dans les usines pendant la guerre ont même réussi à maintenir et à élever leur niveau d'existence. Mais, d'une façon générale, le salaire n'a pas augmenté proportionnellement à la cherté de la vie.

Dans l'Europe Centrale, le prolétariat a, pendant la guerre, été voué à des privations toujours croissantes. Dans les pays continentaux de l'Entente, la chute du niveau d'existence fut moins brutale jusqu'à ces temps derniers. En Angleterre, le prolétariat arrêta, pendant la dernière période de la guerre, au moyen d'une lutte énergique, le processus d'aggravation des conditions de son existence. faillite du programme de l'Internationale Communiste dans le fait que le prolétariat européen

Aux États-Unis, la situation de quelques couches de la classe ouvrière s'est améliorée, quelques couches ont conservé leur ancienne situation ou ont subi un abaissement de leur niveau d'existence.

La crise s'abattit sur le prolétariat du monde entier avec une force terrifiante. La réduction des salaires dépassa la baisse des prix. Le nombre des chômeurs et des demi-chômeurs devient énorme, sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Les fréquents changements dans les conditions de l'existence personnelle influent très défavorablement sur le rendement du travail, mais ils excluent la

possibilité d'établir l'équilibre des classes sur le terrain fondamental, c'est-à-dire sur celui de la production. L'incertitude des conditions d'existence, reflétant l'inconsistance générale des conditions économiques nationales et mondiales, constitue à présent le facteur le plus révolutionnaire.

## VII. PERSPECTIVES ET TÂCHES

**37.** La guerre n'a pas déterminé immédiatement la révolution prolétarienne. La bourgeoisie note ce fait, avec une certaine apparence de raison, comme sa plus grande victoire.

Il n'y a qu'un esprit borné petit-bourgeois qui puisse voir la n'a pas renversé la bourgeoisie pendant la guerre ou immédiatement après. Le développement de l'Internationale Communiste dans la révolution prolétarienne n'implique pas la fixation dogmatique d'une date déterminée au calendrier de la révolution, ni l'obligation d'amener mécaniquement la révolution à la date fixée. La révolution était et reste une lutte de forces vivantes sur les bases historiques données. La destruction de l'équilibre capitaliste par la guerre à l'échelle mondiale a créé des conditions favorables pour les forces fondamentales de la révolution, pour le prolétariat. Tous les efforts de l'Internationale Communiste étaient et restent dirigés vers l'utilisation complète de cette situation.

Les divergences entre l'Internationale Communiste et les social-démocrates des deux groupes ne consistent pas en ce que nous aurions déterminé une date fixe pour la révolution, alors que les social-démocrates nient la valeur de l'utopie et du « putschisme » (tentatives insurrectionnelles) ; ces divergences résident en ce que les social-démocrates réagissent contre le développement révolutionnaire effectif, en aidant de toutes leurs forces, au gouvernement aussi bien que dans l'opposition, au rétablissement de l'équilibre de l'état bourgeois, tandis que les communistes profitent de toutes les occasions, de tous les moyens et de toutes les méthodes pour renverser et écraser l'état bourgeois par la dictature du prolétariat.

Au cours des deux années et demie écoulées depuis la guerre, le prolétariat des différents pays a manifesté tant d'énergie, tant de disposition à la lutte, tant d'esprit de sacrifice, qu'il aurait pu suffire largement à sa tâche et accomplir une révolution triomphante s'il s'était trouvé à la tête de la classe ouvrière un parti communiste réellement international, bien préparé et fortement centralisé. Mais diverses causes historiques et les influences du passé ont placé à la tête du prolétariat européen, pendant la guerre et depuis, l'organisation de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui est devenue et qui reste un instrument politique inappréciable aux mains de la bourgeoisie.

**38.** En Allemagne, vers la fin de l'année 1918 et au commencement de 1919, le pouvoir appartenait en fait à la classe ouvrière. La social-démocratie — majoritaires et indépendants — les syndicats, firent agir toute leur influence traditionnelle et tout leur appareil pour remettre ce pouvoir entre les mains de la bourgeoisie.

En Italie, le mouvement révolutionnaire impétueux du prolétariat a crû de plus en plus pendant les derniers dix-huit mois et seul le manque de caractère d'un parti socialiste petit-bourgeois, la politique de trahison de la fraction parlementaire, l'opportunisme lâche des organisations syndicales ont pu permettre à la bourgeoisie de rétablir son appareil, de mobiliser sa garde blanche, de passer à l'attaque contre le prolétariat momentanément découragé par la faillite de ses vieux organes dirigeants.

Le puissant mouvement gréviste des dernières années en Angleterre s'est constamment brisé

contre la force armée de l'état, qui intimidait les chefs des trade-unions. Si ces chefs étaient restés fidèles à la cause de la classe ouvrière, on aurait quand même pu, malgré tous ses défauts, faire servir aux combats révolutionnaires le mécanisme des trade-unions. Lors de la dernière crise de la « Triple Alliance » apparut la possibilité d'une collusion révolutionnaire avec la bourgeoisie, mais cette collision fut entravée par l'esprit conservateur, la poltronnerie et la trahison des chefs syndicaux ; si l'organisme des trade-unions anglais fournissait en ce moment, dans l'intérêt du socialisme, seulement la moitié du travail qu'il effectue dans l'intérêt du capital, le prolétariat anglais s'emparerait du pouvoir avec le minimum de sacrifices et pourrait s'atteler à la tâche de réorganisation systématique du pays.

Ce que nous venons de dire s'applique dans une mesure plus ou moins grande à tous les pays capitalistes.

**39.** Il est absolument incontestable que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir manifeste à l'heure actuelle à l'échelle mondiale un certain fléchissement, un certain ralentissement. Mais, au fond des choses, il n'était pas permis de s'attendre à ce que l'offensive révolutionnaire d'après-guerre, dans la mesure où elle ne donna pas d'emblée la victoire, se développât suivant une ligne ininterrompue. Le développement politique a aussi ses cycles, ses hauts et ses bas. L'ennemi ne reste pas passif : il combat lui aussi. Si l'attaque du prolétariat n'est pas couronnée de succès, la bourgeoisie passe à la première occasion à la contre-attaque. La perte par le prolétariat de quelques positions conquises sans difficulté entraîne une certaine dépression dans ses rangs. Mais s'il reste incontestable qu'à l'époque où nous vivons, la courbe du développement capitaliste est, d'une façon générale, descendante avec des mouvements passagers de relèvement, la courbe de la révolution est montante avec quelques fléchissements.

La restauration du capitalisme a pour condition *sine qua non* l'intensification de l'exploitation, la perte de millions de vies humaines, l'abaissement pour des millions d'êtres humains des conditions moyennes d'existence au-dessous du niveau minimum (*Existenzminimum*), l'insécurité perpétuelle du prolétariat, ce qui est un facteur constant de grève et de révolte. C'est sous la pression de ces causes et dans les combats qu'elles engendrent que croît la volonté des masses de renverser la société capitaliste.

**40.** La tâche capitale du Parti Communiste dans la crise que nous traversons est de diriger les combats défensifs du prolétariat, de les élargir, de les approfondir, de les grouper et de les transformer — selon le processus du développement — en combats politiques pour le but final. Mais si les événements se développent plus lentement et qu'une période de relèvement succède, dans un nombre plus ou moins grand de pays, à la crise économique actuelle, cela ne saurait en aucune manière être interprété comme l'avènement d'une époque d'« organisation ». Aussi longtemps que le capitalisme existera, les fluctuations du développement seront inévitables. Ces fluctuations accompagneront le capitalisme dans son agonie comme elles l'ont accompagné dans sa jeunesse et dans sa maturité.

Au cas où le prolétariat serait repoussé par l'attaque du Capital dans la crise actuelle, il passera à l'offensive dès qu'il se manifesterait quelque amélioration dans la situation. Son offensive économique qui, dans ce dernier cas, serait inévitablement menée sous les mots d'ordre de revanche contre toutes les mystifications du temps de guerre, contre tout le pillage et tous les outrages infligés pendant la crise, aura, pour cette même raison, la même tendance à se transformer en guerre civile ouverte que la lutte défensive actuelle.

**41.** Que le mouvement révolutionnaire au cours de la prochaine période suive un cours plus

animé ou plus ralenti, le parti communiste doit, dans les deux cas, devenir *un parti d'action*. Il est à la tête des masses combattantes, il formule fermement et clairement des mots d'ordre de combat, il dénonce les mots d'ordre équivoques de la social-démocratie, basés toujours sur le compromis. Le parti communiste doit s'efforcer, au cours de toutes les alternatives du combat, de renforcer par des moyens d'organisation ses nouveaux points d'appui ; il doit former les masses aux manœuvres actives, les armer de nouvelles méthodes et de nouveaux procédés, basés sur le choc direct et ouvert avec les forces de l'ennemi. En profitant de chaque répit pour s'assimiler l'expérience de la phase précédente de la lutte, le parti communiste doit s'efforcer d'approfondir et d'élargir les conflits de classe et de les relier sur une échelle nationale et internationale dans l'idée du but et de l'action pratique, de façon qu'au sommet du prolétariat soient brisées toutes les résistances dans la voie de la dictature et de la Révolution sociale.

5. *Bulletin communiste*, 3<sup>e</sup> année, n° 25, 15 juin 1922, pp. 487-492

## Les problèmes économiques de la dictature prolétarienne

*La librairie de l'Humanité met en vente, cette semaine, un nouveau volume de la Bibliothèque Communiste : la Dictature du Prolétariat, par notre camarade Eugène Varga, ancien professeur à l'Université de Budapest (si nous ne faisons pas erreur) et ancien commissaire du Peuple de l'éphémère République des Soviets de Hongrie (mars-juillet 1919).*

*Varga, qui est un économiste particulièrement averti, n'étudie pas la dictature du prolétariat en soi, mais dans ses rapports avec l'économie politique. Il base ses recherches aussi bien sur l'expérience (avortée) qui a été faite en Hongrie de la dictature prolétarienne que sur l'expérience (réussie) qui en est faite en Russie.*

*Trois préfaces ouvrent ce livre, dont la traduction a été faite par Alzir Hella et O. Bournac. Elles expliquent, avec lucidité, le dessein poursuivi par l'auteur. Nous les publions ici de manière à inculquer à nos amis le désir de lire entièrement l'ouvrage d'Eugène Varga.*

### Préface de la Première Édition

*Les Révolutions bourgeoises, comme celles du dix-huitième siècle, se précipitent de succès en succès ; leurs effets dramatiques sont comme des surenchères ; les hommes et les choses semblent saisis d'un tourbillon de feu ; l'extase emporte tous les esprits ; mais ces Révolutions, sont de courte durée ; elles ont vite atteint leur point culminant, et un long marasme s'empare de la société avant qu'elle n'ait appris à s'approprier de sang-froid les résultats de sa période de tumultueuse tourmente.*

*Au contraire, les Révolutions prolétariennes, comme celles du dix-neuvième siècle, font constamment elles-mêmes leur propre critique, interrompent continuellement leur marche, reviennent sur ce qui paraissait définitivement fini, — pour le recommencer & nouveau, — raillent avec un cruel acharnement les insuffisances, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, ont l'air de ne renverser leur adversaire que pour qu'il prenne au contact du sol de nouvelles forces et pour qu'il se dresse devant elles plus gigantesques encore, enfin reculent sans cesse avec épouvante devant l'immensité de la tâche infinie qu'elles poursuivent, jusqu'à ce que soit créée la situation qui rend impossible tout retour en arrière...*

(Karl marx : *Le XVIII Brumaire de Louis-Napoléon.*)

Minée par ces chefs ouvriers qui « reculaient de peur devant l'immensité de leur propre tâche », abandonnée par les prolétaires des Etats voisins, la République des Soviets de Hongrie, — cette vague triomphante déferlant sur l'Occident, à la pointe extrême de la mer de flammes de la Révolution russe, — succomba dans la lutte contre la soldatesque roumaine et tchèque, appuyée par



toutes les puissances impérialistes. Les chefs les plus exposés, prévoyant l'inéluctable réaction historique de la Terreur Blanche, quittèrent le pays et trouvèrent en Autriche un piteux asile.

Interné au château de Karlstein, privé de toutes communications avec le monde extérieur, j'ai eu, six mois durant, temps et loisir pour méditer sur les « insuffisances, les faiblesses et les misères du la première tentative ». Cet ouvrage est le fruit de cette méditation. Il porte la marque de son origine : je n'avais à ma disposition que très peu de livres et aucun document statistique. J'ai dû travailler, — et parfois même citer, — de mémoire. De là de légères inexactitudes...

Poursuivi par les sbires de la Terreur Blanche maîtresse de la Hongrie, inculpé de meurtre, de pillage et de fabrication de fausse monnaie, calomnié par la presse capitaliste de tout l'univers, abandonné par nombre de bons camarades d'autrefois, — que la dure réalité de la lutte prolétarienne des classes rejetait avec effroi vers l'idylle de la démocratie bourgeoise, — je déclare, en dépit de la défaite, ouvertement et catégoriquement, qu'il n'y a pas d'autre chemin pour parvenir à la société socialiste que la dictature du prolétariat.

Les modalités de cette dictature peuvent être diverses : il y aura, probablement, des pays où ce n'est pas le système russe des Soviets, mais un autre système d'organisation prolétarienne qui sera la base de la dictature. Il y aura peut-être des pays où même le parlementarisme sera conservé dans la période dictatoriale. Et il y aura, — nous osons l'espérer, — des pays où la dictature s'accomplira sans terrorisme. Il serait insensé de vouloir prédire les modalités que comportera le devenir historique d'un ordre social nouveau ; mais sans une dictature du prolétariat, — c'est-à-dire sans un état de transition dans lequel le prolétariat constitue la classe dominante et règle la politique du pays, à l'exclusion de toutes les autres classes de la société capitaliste<sup>1</sup>, — le passage du capitalisme au socialisme est impossible.

Cette conviction, que Karl Marx exprimait déjà il y a un demi-siècle, se propage — malgré la chute rapide de la dictature en Finlande, en Bavière et en Hongrie — extrêmement vite. En Allemagne, le parti social-démocratique indépendant a adopté à l'unanimité, lors de son dernier congrès, ce principe d'action. En Italie, le Parti socialiste a remporté avec ce programme, aux élections, une superbe victoire. En Angleterre et en Amérique, le mouvement ouvrier revêt des formes qui sont très proches de l'idée et des méthodes de la dictature. Les énormes succès militaires de la République des Soviets en 1919, la dissolution de toutes les armées contre-révolutionnaires en Russie, montrent que le principe de la souveraineté du prolétariat a pris solidement racine dans l'âme de la majorité de la population russe politiquement active et qu'il est devenu par là invincible.

Or, il est impossible, à la longue, que capitalisme et socialisme coexistent l'un à côté de l'autre. Il est impossible que le prolétariat allemand anglais et américain, qui constitue dans chacun de ces

<sup>1</sup>Tel est le sens exact de la notion de « dictature du prolétariat », et non pas, comme Kautsky le donne à croire, « une politique d'oppression... qui se libère... des liens législatifs qu'elle a elle-même créés... un état d'arbitraire qui, de par sa nature même ne peut être exercé que par un très petit groupe... ou par un seul individu... » C'est là la définition de la tyrannie, de la dictature en général, mais non pas celle de la dictature du prolétariat — qui est la forme transitoire d'Etat dans laquelle domine seul, politiquement pariant, le prolétariat en tant que classe, de même que la démocratie bourgeoise est la forme d'Etat où la bourgeoisie possède la domination exclusive. La « dictature du prolétariat » ne signifie pas « se libérer des liens législatifs par soi-même créés ». Au contraire, plus toutes les lois sont strictement observées, plus l'exercice de la dictature a de fermeté et plus est courte la période pendant laquelle elle est une nécessité historique. (Note de Varga)

pays la majorité absolue de la population, supporte éternellement avec placidité le joug du capitalisme si en Russie le régime prolétarien non seulement subsiste, mais encore, comme l'ont montré les derniers événements, se fortifie militairement, économiquement et intellectuellement. Ou la Russie prolétarienne doit périr, ou le prolétariat des autres pays capitalistes doit s'emparer également de l'hégémonie politique.

J'ai foi dans le triomphe de la Révolution, parce que le capitalisme, — comme je l'explique dans le premier chapitre de cet ouvrage, — est incapable de procurer au prolétariat cette élévation positive du standard de vie qui seule pourrait entraver son élan révolutionnaire. C'est cette conviction que la Révolution prolétarienne est inévitable qui m'a engagé à publier cet écrit, si incomplet et si plein de lacunes qu'il puisse être. Peut-être contribuera-t-il, pour sa modeste part, à abréger « les douleurs de l'enfantement de la société nouvelle ».

Mon travail n'est rien moins qu'un ouvrage d'agitation ou de justification. Je dévoile sans peur toutes les fautes que nous avons commises pendant la dictature des Soviets en Hongrie ; j'indique dans chaque cas si les décisions prises furent réellement exécutées ou si elles n'existèrent que sur le papier.

Loin de moi aussi l'intention de donner des « recettes » aux prolétaires des autres pays. Ce serait là une naïveté réprouvée par l'Histoire. Mon dessein est celui-ci : exposer les problèmes généraux de la politique économique de toute dictature du prolétariat, envisager les solutions théoriquement possibles, et puis décrire les résultats des tentatives que nous avons faites en Hongrie pour résoudre ces problèmes. La connaissance de ces réalités ne peut être que profitable au prolétariat de tous les pays. A chacun d'eux de voir quel parti il peut tirer de l'expérience acquise en Hongrie...

Quelques mots sur la méthode. C'est celle du marxisme. De même que, méthodologiquement, Karl Marx partait de cette hypothèse que le régime de production capitaliste était seul en vigueur, et qu'il n'accordait que peu d'attention aux vestiges du système économique féodal, le point principal est ici, naturellement, l'essor des formes nouvelles de l'Economie ; ces formes qui, nées au sein du capitalisme, n'ont fait, sous le régime de la dictature, que se développer, tout en se dépouillant de leur caractère d'antagonisme.

La vie économique de la période de dictature est divisée en deux parties. A côté du communisme prolétarien subsistent les traces du système individualiste. Ces dernières disparaissent lentement et font place au système communiste. C'est là le stade suprême de la dictature du prolétariat. Il n'y a plus alors ni prolétaires, ni bourgeois, il n'y a plus qu'une communauté d'hommes cultivés travaillant librement..

On suppose par là qu'avec la disparition de la propriété privée disparaît aussi l'idéologie cupide et égoïste corrélative à cette forme de propriété. La nécessité de la dictature du prolétariat ne finit pas avec la disparition de la propriété privée des moyens de production, mais seulement avec la disparition de l'idéologie capitaliste, cupidement égoïste. La dictature du prolétariat ne peut être remplacée par le socialisme que quand la transformation idéologique est terminée, c'est-à-dire quand la mentalité cupidement égoïste propre au capitalisme a également disparu. Cela demandera bien une génération.

En étudiant sans parti pris le développement de la dictature des Soviets en Hongrie, il apparaît, d'une façon générale que, dans les périodes révolutionnaires, il faut accorder à l'idéologie une importance bien plus grande que ne le croient un grand nombre de marxistes. Le péril, pour la durée

du régime prolétarien, est bien moins dans la résistance active que font les classes dirigeantes qui viennent d'être dépossédées et en qui s'exprime une juste compréhension de leurs intérêts de classe, que dans la résistance passive de larges couches du prolétariat lui-même, lequel ne peut se dégager de l'idéologie étrangère que lui a imposée le système d'oppression intellectuelle de l'Etat capitaliste. Cette grande importance de l'idéologie et des agissements politiques qui en dérivent nous a amené, en traitant des problèmes économiques, à y incorporer sans cesse, comme des facteurs décisifs, la politique et l'idéologie. S'en tenir strictement aux faits purement économiques eût donné un tableau mieux défini, sans doute, mais plus éloigné du réel...

J'ai eu dans mon travail l'assistance de mes compagnons d'internement. Je dois notamment à Béla Kun et à Jules Lengyel nombre de précieuses indications ; qu'ils reçoivent l'expression de ma plus cordiale gratitude.

Karlstein, le 10 janvier 1920.

## Préface de la Deuxième Édition

*Habent sua fata libelli...* Les livres ont leur destinée. La destinée du mien a été d'être utilisé par la presse capitaliste et social-démocratique pour ses campagnes contre le bolchevisme. Des phrases détachées, recousues ensuite sous forme d'articles, ont fait le tour de cette presse-là, depuis le *Právo lidu* jusqu'au *Temps*, pour descendre encore jusqu'aux plus misérables feuilles de choux de la presse allemande qui se sont donné pour objectif professionnel l'anéantissement des communistes.

Comment remédier à cela ? J'y ai longuement réfléchi ; j'ai relu mon ouvrage avec attention et, finalement, j'ai trouvé qu'il serait plus nuisible d'y changer, même une seule phrase, sous prétexte qu'on pourrait s'en servir comme d'une arme contre le communisme. Ou bien faudrait-il que je dissimule à l'avant-garde du prolétariat le fait que la période initiale de la dictature est une époque de combats les plus durs ? Combat contre la bourgeoisie vaincue, mais qui se défend toujours opiniâtrement, et combat contre la mentalité vacillante ou hostile des paysans ; combat contre l'inexpérience du prolétariat dans le maniement de la puissance publique et, ce qui est encore plus grave, combat contre la mentalité bourgeoise, contre la « survivance de l'idéologie » au sein même du prolétariat victorieux ? Faudrait-il donc que je cache toutes les difficultés que nous avons rencontrées, afin de ne point intimider les travailleurs avant la bataille ? Jamais de la vie ! Les ouvriers qui ne se font communistes que dans l'espoir d'une amélioration immédiate de leur situation, laisseront en plan la dictature à la première difficulté venue. Nous l'avons bien vu en Hongrie ! La dictature a besoin d'une garde ouvrière à l'épreuve des vicissitudes du sort, qui brave tous les obstacles et qui fasse bloc en un Parti Communiste fortement discipliné ! Des gens à qui l'on ne pourrait pas indiquer les difficultés qui viennent parce que cela leur enlèverait le courage de la lutte, ne sauraient être que l'enjeu, mais non les champions de la lutte des classes qu'exige la révolution...

Voici un an que mon livre est écrit. J'ai passé les cinq derniers mois en Russie à étudier les choses de ce pays. Si j'avais aujourd'hui à écrire ce livre, je pourrais déjà, sur plus d'un point, apporter une solution définitive à raison même de l'expérience acquise en Russie et dont, alors, je n'avais pas connaissance. Mais, même aujourd'hui, je n'aurais à écrire rien d'essentiellement différent. Et je suis heureux de pouvoir noter que ce facteur psychique auquel j'attachais une importance particulière — la mentalité conservatrice des masses ouvrières, la survivance de

l'idéologie en face du bouleversement des bases économiques, — a été également constaté par nos camarades russes les plus marquants. « La dictature du prolétariat, écrit Lénine, dans la *Maladie infantile du Communisme*, est la guerre la plus dure, la plus violente, la plus implacable, que la classe nouvelle mène contre le plus redoutable des ennemis : la bourgeoisie..., dont la puissance ne réside pas seulement dans la puissance du capital international, dans la force et la solidité des appuis internationaux que possède la bourgeoisie, mais aussi dans la puissance de l'habitude... »

Trotsky (*Terrorisme et Communisme*) signale encore plus nettement ce fait de la survivance de l'idéologie ; « La structure sociale du peuple retarde beaucoup sur le développement de ses forces productives... La conscience des masses, de son côté, reste extrêmement en retard sur le développement de l'état social ; la conscience des vieux partis socialistes retarde de toute une époque sur l'opinion des masses, et la conscience des vieux leaders parlementaires et trade-unionistes, laquelle est encore plus réactionnaire que la conscience de leur parti, représente un noyau rigide que jusqu'à l'heure présente, l'Histoire n'a pu ni digérer, ni éliminer ».

Quant aux problèmes que j'ai traités dans ce livre, je dois dire ceci : la dictature du prolétariat a, il est vrai, soulevé en Russie encore de nouveaux problèmes (transports, concessions), mais tous les problèmes que j'examine sont d'une importance capitale, même pour la Russie prolétarienne. Bien qu'il existe une énorme différence entre la petite Hongrie, avec sa dictature s'y établissant pacifiquement, et la gigantesque Russie, toute bouleversée par la Révolution, le fait même de la dictature a, dans les deux pays, soulevé des problèmes absolument identiques et conduit à d'identiques tentatives de solutions. Je vais maintenant essayer d'esquisser, très brièvement, ce que les derniers développements historiques comportent de matière nouvelle à ajouter à la matière de ce livre. J'espère, qu'au bout d'une année, être en mesure de donner, dans un ouvrage particulier, un exposé détaillé de l'économie et de la politique économique de la Russie.

La *crise du capitalisme* se poursuit sans changement. Tous les efforts faits par les capitalistes pour amener les ouvriers à accroître leur rendement, n'ont qu'un succès temporaire. Une nouvelle vague de grèves balaie tout devant elle. La crise d'après-guerre du capitalisme européen est encore aggravée par la crise de surproduction qu'il y a en Amérique.

La *crise des matières nécessaires à la vie* est, en Russie, déjà résolue en partie. La bonne organisation de l'administration des vivres permet d'approvisionner comme il convient les grands centres industriels, — Pétrograd, Moscou, Ivanovo, Voznessensk, etc. Par contre, le pays souffre de la pénurie de produits manufacturés. La longue guerre civile a, naturellement, beaucoup contribué à ralentir le développement de l'économie communiste et, par conséquent, à retarder la fin de la crise des matières nécessaires à la vie.

La question de la *discipline du travail* et de l'accroissement du rendement du travail est aujourd'hui encore un des problèmes les plus importants et les plus ardemment discutés de la Russie, notamment en connexion avec la question du rôle des syndicats dans l'Etat prolétarien. La guerre, qui a retenu sur le front la majeure et la meilleure fraction des membres du Parti Communiste, a retardé la solution *définitive*, qui est la transformation de l'idéologie, des masses ouvrières, l'avènement d'un esprit communiste correspondant aux fondements de l'économie communiste et l'avènement d'une nouvelle discipline du travail basée sur cet esprit. Tout le reste : salaire à forfait, normalisation du travail de l'ouvrier, primes en argent et en nature, militarisation du travail, etc, ne peut être que des mesures transitoires permettant de maintenir le niveau de la production pendant l'époque nécessaire à la transformation des idéologies. La rénovation idéologique est en marche. Ses progrès et tout le développement économique de la Russie dépendent désormais de ceci : le prolétariat international

est-il assez fort et assez conscient de lui-même, en tant que classe, pour empêcher, d'abord, une nouvelle attaque militaire des impérialistes contre la Russie des Soviets, mais aussi pour dégager, par la constitution de républiques soviétistes, la Russie de l'isolement économique où elle se trouve, et pour lui assurer les avantages de la division du travail entre les nations ? A ce point de vue, *l'établissement en Allemagne d'une république des Soviets serait tout spécialement d'une importance décisive*. Car l'Allemagne produit, précisément, les instruments dont la Russie a besoin, avant tout, pour l'exploitation de ses énormes richesses en matières premières et en denrées alimentaires, Locomotives, machines de toute espèce, tracteurs et machines agricoles pour la mise en valeur des immenses terrains qui restent en jachère, dynamos pour l'achèvement des gigantesques installations électriques qui se trouvent en construction, produits chimiques et pharmaceutiques, ingénieurs et organisations que possède l'Allemagne, voilà ce qu'il faudrait à la Russie. Les statistiques du commerce extérieur d'avant-guerre montrent l'énorme importance des transactions entre l'Allemagne et la Russie. Réunies, la Russie et l'Allemagne peuvent tenir tête au monde entier.

La *question agraire* en Russie a traversé, au cours de ces trois dernières années, diverses phases : expropriation révolutionnaire des grands domaines fonciers par la collectivité de la population paysanne, nivellement des fortunes villageoises, grâce à l'action du *Comité des Pauvres du Village*, incorporation de l'économie paysanne dans l'économie communiste par le *système du contingentement* des fournitures et par un grand développement du système du troc. Enfin, voici la dernière phase : standardisation de l'économie paysanne par la constitution d'un Office public des ensemencements, détermination pour toutes les plantes de l'étendue des superficies à cultiver, application obligatoire de certains perfectionnements agricoles sous la direction et avec l'assistance d'agronomes de l'Etat. A côté de cela se poursuit la reconstitution de la grande culture, sous forme de domaines nationaux et de syndicats de culture, formés entre les paysans et les communes (colonies agricoles avec travail et consommation communistes).

Toutes ces phases n'ont pas encore été parcourues par la totalité de la Russie ; et je crois que, dans les pays d'Europe où, comme en Allemagne, le prolétariat l'emporte numériquement, certaines d'entre elles peuvent être laissées de côté.

La solution du *problème financier* est parvenu à un stade avancé. Bien que la masse du papier monnaie en circulation augmente de jour en jour, bien que l'Etat jette sur le marché toujours de nouveaux milliards, l'élimination de l'argent est en pleine voie de réalisation. Dans la comptabilité des entreprises publiques, l'argent a complètement disparu. Les ouvriers reçoivent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920, tous les produits alimentaires sans payer. Il n'y a plus d'impôts. Les chemins de fer et les tramways transportent gratuitement marchandises et voyageurs. Il y a déjà un grand nombre de gens — tous ceux qui sont nourris et logés dans des institutions d'Etat, — qui, pendant des semaines, n'ont pas un centime entre les mains. L'économie communiste exclut complètement l'argent du système des transactions ; le pouvoir d'achat de l'argent n'intéresse plus que les gens qui vivent, totalement ou en partie, en dehors du régime communiste. Le temps viendra bientôt où il sera tout à fait indifférent pour l'économie communiste de savoir quelle quantité de denrées restées en dehors du monopole de l'Etat les paysans sont disposés à donner, en échange de ces vignettes en couleur qu'est le papier-monnaie. L'élimination de la monnaie est déjà si avancée qu le calcul en argent de la valeur relative des richesses produites dans les entreprises étatiques est, à l'heure actuelle, devenu impossible. La Russie est sur le point de commencer pratiquement le calcul des valeurs en heures de

travail<sup>1</sup>. Si l'on réussit dans un pays à instaurer la dictature sans provoquer une longue guerre, il sera possible, là aussi, — sans qu'il se produise la dévalorisation presque complète de l'argent qui a eu lieu en Russie, — d'aboutir à exclure l'argent de l'économie communiste, c'est-à-dire à le remplacer par des bons représentatifs des heures de travail effectuées.

Cependant, tout le cours des développements économiques dépend des progrès de la révolution mondiale. Plus il y a d'Etats déjà passés de la dictature de la bourgeoisie à celle du prolétariat, et plus facilement s'opérera le passage de l'économie capitaliste et individualiste à l'économie prolétarienne et communiste. Et ceux qui se désespèrent sur les difficultés économiques que rencontre la (...) <sup>2</sup>Russie est le champion isolé qui, lui tout seul, lutte depuis trois ans contre tout l'univers capitaliste pour l'affranchissement de l'humanité. La tâche imposée à la Russie a été trop lourde. Il est grand temps que la révolution internationale se propage pour mettre fin à l'isolement de la Russie.

Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la Russie ; ce n'est pas même, en première ligne, dans son intérêt ; l'absence d'une aide internationale ne peut pas réduire le prolétariat russe à s'effondrer, comme cela a été le cas de la petite Hongrie des Conseils. Mais le danger, c'est que la Russie ne puisse plus jouer le rôle de moteur de la révolution internationale. Car, on ne doit pas le laisser ignorer : il y a en Russie des communistes qui, fatigués d'avoir si longtemps attendu la révolution européenne, voudraient finalement s'appuyer sur la base d'un isolement de la Russie. Cela signifierait : paix avec les impérialistes, échange régulier de marchandises avec les pays capitalistes et concessions de diverses sortes ; abandon de la propagande à l'étranger, pour satisfaire certaines exigences des puissances impérialistes. De cette manière se créerait un nouveau type d'Etat, dans lequel, sur la substruction d'une vaste masse paysanne, la classe ouvrière exerce le pouvoir. Cet Etat échangerait l'excédent de ses denrées alimentaires et de ses matières premières contre les produits du monde capitaliste, et de cette façon il contribuerait indirectement à la consolidation de l'ordre capitaliste. Cette tendance, qui désirerait stabiliser l'Etat prolétarien de Russie et son économie prolétarienne, en le laissant isolé au milieu du monde capitaliste, est, aujourd'hui, encore faible et peu importante. Mais elle peut devenir forte, si la Russie prolétarienne reste encore isolée pendant longtemps. Il est certain que les pays capitalistes pourraient vivre en relations de voisinage pacifique avec une Russie qui considérerait la révolution sociale dans les autres pays comme une affaire qui lui est étrangère, et qui accepterait de participer paisiblement à l'échange international des marchandises.

Je suis loin de croire qu'une pareille immobilisation de la Russie révolutionnaire puisse arrêter la marche de la révolution mondiale ; mais elle la ralentirait. Il peut se faire que l'occasion extrêmement favorable qui est actuellement fournie par la période d'ébranlement du capitalisme soit manquée. Dans ce cas, la lutte des classes oscillera longtemps encore, sans résultat décisif, jusqu'à la prochaine guerre générale entre les vainqueurs d'aujourd'hui : Amérique, Japon et Angleterre...

Il y a péril en la demeure !

Moscou, 3 janvier 1921.

<sup>1</sup>De très intéressants travaux préliminaires sont systématiquement poursuivis sur ce terrain-là. Des travaux scientifiques du à H. Strumilin, Fritzmann et autres ont assez bien éclairé le côté théorique de la question. (Note de Varga)

<sup>2</sup>Passage manquant (note de la MIA).

## Préface de l'Édition Française

Il peut sembler étonnant aujourd'hui, plus de deux ans après la chute de la République hongroise des Conseils, de publier, en langue française, un livre traitant spécialement des expériences de ladite République. La dictature ouvrière a pris fin depuis longtemps, mais la Terreur Blanche, toujours sévissante en Hongrie montre que, malgré sa courte durée, la République des Conseils a profondément impressionné les classes dirigeantes de l'Europe occidentale. Nous disons les classes dirigeantes d'Europe, car il est évident que, sans l'appui bienveillant des classes dirigeantes de l'Europe occidentale, et avant tout de la France, le régime de la Terreur Blanche en Hongrie ne pourrait durer.

Mais ce ne sont point ces raisons qui justifient la parution de notre livre. Ce qui donne à cet ouvrage une valeur historique, c'est que les expériences du gouvernement des Conseils hongrois, dans le domaine de l'organisation économique, représentent l'unique parallèle des expériences de la Russie Rouge. C'est seulement en mettant sur un même plan, pour les comparer, les expériences des deux pays qu'il est possible de voir ce qui est spécifiquement russe dans les événements présents de Russie et de juger quels sont les problèmes appelés à se répéter dans toute dictature, parce qu'appartenant à la dictature même et naissant avec elle. Car, bien que la République hongroise des Conseils n'ait duré que quatre mois et demi, elle permet cependant une comparaison, précisément parce que, grâce à l'étendue restreinte de la Hongrie, maintes phases de son développement ont été parcourues plus vite qu'en Russie. Il va sans dire qu'il eût été préférable de recomposer entièrement le livre en prenant comme base les expériences russes. Mais le temps me manque et, de plus, j'ai l'intention d'écrire un livre traitant spécialement de l'administration et de l'économie de la Russie des Soviets. La difficulté en ceci est que tout y est toujours en évolution, alors que les expériences hongroises forment, hélas ! un tout achevé.

Maintenant, venons-en à la Russie. Dans la préface de la seconde édition de ce travail, j'ai exposé les traits principaux du développement de l'économie russe jusqu'en janvier 1921. Déjà, le lecteur y remarquera, assez clairement indiqué, le grand changement qui s'est opéré dans l'économie soviétique au cours de cette année. A ce sujet, nous sommes avant tout obligés d'appuyer sur le fait, que la chute de la République hongroise des Conseils et l'orientation nouvelle de l'économie russe sont dues à une seule et même cause : l'isolement dans lequel ont été tenues les deux républiques soviétiques. L'isolement de la Hongrie des Conseils a eu pour suite la chute complète du régime nouveau ; l'isolement de la Russie soviétique n'a pas conduit et ne pourra jamais conduire à la chute du gouvernement des Conseils, mais il a obligé les camarades russes à dévier de la ligne droite conduisant à l'établissement d'une économie communiste, et — ainsi que le dit Lénine — à faire plusieurs pas en arrière.

L'isolement de la Russie Rouge a permis aux contre-révolutionnaires, soutenus par les capitalistes de partout, de porter la guerre, renouvelée d'année en année, dans tout le pays ; il a contraint le prolétariat russe d'employer dans l'armée le meilleur de ses forces pour écraser le mouvement contre-révolutionnaire ; il a enlevé à la Russie la possibilité de profiter de la production économique mondiale, d'acheter à l'étranger les moyens de production que de tous temps elle s'y est procurés ; il a nourri sans cesse dans les rangs de la bourgeoisie l'espérance de pouvoir renverser, avec l'aide des capitalistes étrangers, le gouvernement prolétarien ; en un mot, il a empêché la marche de la reconstruction économique russe. Pendant ce temps, des changements se produisaient dans l'état des classes en Russie. Du prolétariat rural d'autrefois naquit, grâce au partage du sol — qui

était dans les circonstances données le seul moyen d'intéresser les paysans pauvres au maintien de la dictature — la classe des paysans moyens qui, d'un sol à eux à l'aide des moyens de production leur appartenant par leur propre travail, tiraient leur subsistance

D'après la conception primitive du système économique russe, les paysans devaient livrer leur excédent entier de vivres pour l'alimentation de l'armée et de la population urbaine. Par contre, l'Etat avait à charge de les pourvoir de tous les objets industriels nécessaires, Pendant la guerre, le pouvoir des Soviets prit toutes les mesures pour que fût exécutée rigoureusement la première partie de ce programme. Mais, d'autre part, la guerre rendit impossible à la grande industrie toute nouvelle production et, par conséquent, ne permit point au nouveau régime de fournir aux paysans les objets industriels espérés. Le résultat de cette situation fut que rien ne poussait plus les millions et les millions de paysans russes à produire des vivres en excédent. Ce que j'ai appelé dans mon livre « Tendances au retour de l'économie primitive » s'affirma très fortement en Russie : la superficie cultivée fut réduite ; les produits de la terre diminuèrent d'année en année ; les cultures spéciales à la Russie disparurent presque complètement. Et quand la guerre prit fin, les millions de paysans russes manifestèrent clairement qu'ils n'étaient pas satisfaits de la politique économique poursuivie.

Le Parti Communiste russe, comme parti dirigeant du pays, avait à résoudre la question suivante : ou conserver pure l'idée communiste et perdre la puissance politique — car contre la volonté unie des masses paysannes, la dictature du prolétariat, diminué et affaibli par la longue guerre soutenue et l'émigration, au village, n'aurait pu résister ; ou bien, comptant avec l'isolement dans lequel se trouvait le prolétariat russe, maintenir le pouvoir prolétarien d'une façon conforme à la réalité de la situation. Nul doute que, dans l'intérêt de la révolution mondiale, il soit incomparablement plus avantageux pour le prolétariat d'un pays de 150 millions d'habitants de garder le pouvoir que de conserver dans sa pureté l'idée communiste en perdant ce pouvoir, acquis au prix de tant de difficultés, préparant par la même la voie à la réaction mondiale. Car les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam eux-mêmes, qui avaient déversé dans le monde tant de calomnies sur la Russie des Soviets, n'en furent pas moins obligés de reconnaître, dans leur appel en faveur des victimes de la faim, que la chute de la République russe des Conseils aurait comme conséquence l'envahissement du monde par la réaction.

Le caractère du changement qui s'est opéré dans l'économie russe, on peut l'esquisser brièvement de la façon suivante : au lieu du monopole des vivres, l'établissement de l'impôt en nature. Celui-ci rend au paysan le stimulant qui le fera travailler à l'élévation de sa production, car une fois l'impôt en nature versé, le travailleur de la terre peut disposer à sa guise de l'excédent de ses produits. Pour le paysan, l'excédent de production n'a de signification que s'il peut en obtenir les articles manufacturés dont il a besoin. Il était indispensable que ceci lui fût rendu possible. Et puisque la grande industrie étatisée se trouvait momentanément, à la suite de la guerre, à la suite du manque de vivres, de combustibles et de machines autrefois importées, dans l'incapacité de produire les objets réclamés par le paysan, la liberté de la petite industrie et du commerce local devait être rétablie.

Ce qui signifiait naturellement la possibilité d'une renaissance capitaliste. L'inauguration du système d'affermage des petites usines nationalisées, qui eut lieu en même temps, fut dictée par les mêmes considérations. Il se trouva que l'étatisation fut poussée tellement loin qu'elle dépassait, par son étendue, les capacités d'organisation et d'administration d'un prolétariat affaibli par la guerre et la lutte contre-révolutionnaire. L'immense superficie de la Russie, la défectuosité des moyens de communications et la difficulté d'entrer en rapports, la dissémination de la population, rendaient



pénible l'organisation du système économique. La production locale était entravée par la centralisation exagérée.

Grâce à l'affermage des usines de petite importance, on arriva tout d'abord à ce résultat qu'il fut possible au paysan de se procurer sur le marché libre les articles industriels dont il avait besoin ; d'autre part, on put concentrer, sur les branches les plus importantes de la grande industrie, les forces d'organisation du prolétariat éparpillées dans le pays entier. Simultanément, un esprit d'organisation plus souple se fit sentir dans les exploitations demeurées sous la dépendance directe de l'Etat, les liens du centralisme bureaucratique se relâchèrent. Enfin, on essaya aussi d'obtenir des capitalistes de l'extérieur les instruments nécessaires au relèvement de la production : d'une part, sous la forme de concessions, par l'abandon à ces capitalistes de richesses naturelles et d'entreprises ; d'autre part, sous la forme de crédits d'Etat. Toute cette évolution fut précipitée par les mauvaises récoltes de 1920 et surtout de 1921, dont la Russie eut tant à souffrir.

De cette façon, la Russie est aujourd'hui arrivée à un point que les social-démocrates se plaisent à désigner dans leur programme comme le point de départ de la transformation sociale. L'Etat prolétarien reste en possession des branches de l'économie « mûres » pour la socialisation : les mines, l'industrie lourde, les grandes exploitations en général, les moyens de transport, les finances et le commerce extérieur.

Mais il importe de déclarer bien haut qu'il existe une différence absolue entre la politique d'un prolétariat qui, en pleine possession du pouvoir, est amené, sous la pression des événements, à réduire, dans une certaine mesure, son programme d'étatisation et la politique qui consisterait à débiter par l'application d'une étatisation limitée. Les expériences des gouvernements social-démocrates d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Hongrie ont clairement démontré que toute socialisation est impossible aussi longtemps que le pouvoir politique reste en possession de la classe capitaliste. Pour qu'une expropriation des moyens de production soit possible, il est indispensable avant tout d'arracher la puissance politique des mains de la classe bourgeoise.

Aussi longtemps qu'elle détiendra le pouvoir, jamais la bourgeoisie ne traitera d'égal à égal avec le prolétariat. Si « mûre » pour l'expropriation que puisse être une branche économique, toujours la bourgeoisie s'opposera à cette expropriation, si elle en a la force. C'est donc là pur bavardage, qui n'a rien de commun avec le marxisme historique, lorsque les social-démocrates soutiennent que le prolétariat russe aurait dû commencer où il est maintenant arrivé. Aucune expropriation ne peut être menée à bien, aucun socialisme n'est possible sans avoir au préalable brisé complètement toute résistance de la bourgeoisie sur le terrain politique.

Si donc le pouvoir de la bourgeoisie doit nécessairement être brisé — ce qui signifie qu'il faut également nationaliser telles branches de l'économie et telles exploitations qui eussent mieux fait, laissées aux mains des capitalistes — ceci ne veut pas dire qu'un abandon partiel de ces conquêtes soit inévitable. La Russie a été obligée d'adopter sa nouvelle politique uniquement à la suite de l'isolement dans lequel on l'a abandonnée. Si la Révolution mondiale avait fait de plus grands pas, si les ouvriers de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale eussent été, eux aussi, en mesure d'établir dans leur pays la dictature du prolétariat, jamais la Russie n'en serait venue là.

Car, alors, elle n'eût pas été obligée de faire la guerre des années durant ; elle ne se verrait pas contrainte, à l'heure actuelle encore, de laisser improductif le meilleur de ses forces en l'employant à la constitution d'une armée de défense. Depuis longtemps, les éléments contre-révolutionnaires russes auraient perdu tout espoir d'arriver au renversement par la force du gouvernement des Soviets. Et celui-ci, depuis longtemps également, aurait pu recevoir des républiques industrielles de l'Europe

occidentale les machines et les moyens de production indispensables au relèvement de l'industrie russe et à l'approvisionnement, en objets manufacturés, de tous les paysans de Russie.

C'est pourquoi il y a un pur non-sens, auquel s'ajoute parfois la malveillance, dans le reproche fait aux camarades russes d'avoir consenti à des concessions que leur dictait la situation.

Un reproche, on pourrait l'adresser — si cela avait, en somme, une signification historique — au prolétariat de l'Europe centrale et occidentale ; celui d'avoir fait montre d'indolence dans la continuation de la révolution prolétarienne.

Dans ces conditions, un devoir concret se dégage pour le prolétariat français en particulier. Toutes les tentatives d'invasion criminelles dirigées contre la Russie des Soviets par les divers généraux contre-révolutionnaires et aussi par la Pologne furent financées par des capitalistes français. Les gouvernements bourgeois de France approvisionnèrent d'armes, de munitions et d'instruments de guerre de toutes sortes les Koltchak, Denikine, Wrangel, ainsi que la Pologne. Les prolétaires français ont forgé des armes avec lesquelles on a combattu les prolétaires russes : des cheminots français ont transporté ces instruments de meurtre ; des officiers français ont commandé les armées blanches : la France a été et reste le soutien le plus solide de toutes les entreprises guerrières dirigées contre la République russe des Soviets. Au prolétariat français incombe le devoir minimum d'empêcher sa propre bourgeoisie d'organiser toute nouvelle lutte contre la Russie soviétique.

Le prolétariat français a pour le moins le devoir négatif de veiller à ce que, pendant la période présente de contre-révolutionnarisme, la Russie jouisse d'une pause de respiration en vue de son relèvement économique. Aucune arme ne doit plus être forgée contre la République des Soviets ; aucun transport d'instruments de meurtre ne doit plus être effectué ; aucun argent français ne doit plus être donné aux gardes-blancs. Nous disons devoir minimum : car le devoir positif du prolétariat français serait, de renverser sa propre bourgeoisie et ensuite de déchaîner la révolution sociale sur tout le Continent.

La France, est aujourd'hui la citadelle de la réaction européenne. L'effondrement de son régime est la voie ouverte à la révolution prolétarienne de toute l'Europe, Comme jadis, le prolétariat français a la possibilité de jouer un rôle prépondérant dans le développement révolutionnaire de l'Humanité : mais il lui faut une volonté opiniâtre et un courage prêt à tous les sacrifices.

Moscou, le 15 mars 1922.

Professeur Eugène VARGA.

6. *Bulletin Communiste*, 3<sup>e</sup> année, n°44, 2 novembre 1922, pp. 818-820

## Comment doit être composé le programme de l'Internationale Communiste

### La Question principale

La difficulté essentielle, dans la question du programme, réside en ceci : Comment est-il possible de préparer un plan général de stratégie qui soit applicable dans la lutte de tous les partis communistes, stratégie ayant non seulement une *valeur générale*, mais étant également *concrète*, c'est-à-dire ne se contentant pas de formuler les règles théoriques de la lutte de la classe ouvrière, *en général*, mais une *stratégie concrète et positive* de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, appropriée au stade actuel de l'histoire mondiale.

Certains camarades nient la nécessité d'établir une stratégie de ce genre, ils repoussent du programme la question de stratégie comme une question « tactique » et la relègue dans le champ du travail des sections particulières. Avec la plus grande assurance, on tire argument des situations et des rapports concrets, des brusques changements dans le développement même du combat, etc. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'un théoricien aussi excellent que le camarade Boukharine se trouve parmi ces camarades-là. Pour ma part, je n'hésite pas à prétendre que ceci ne serait rien moins qu'une *déclaration de faillite du Marxisme*.

Aucune différence d'opinion ne se manifestant en ce qui concerne le but, le fait d'invoquer « les différences de situations » et « les changements rapides qui s'y produisent » équivaut à dire ceci : « Nous ne sommes pas en mesure de nous représenter théoriquement l'époque historique actuelle, ni de la dominer théoriquement. » Reléguer ce problème dans le domaine de la tactique, c'est l'esquiver, ce n'est pas fournir un mot d'ordre.

Je voudrais ne donner prise à aucun malentendu. Je ne prétends en aucune façon que le terrain soit prêt, dans tous les pays, pour l'emploi d'une stratégie concrète unique, mais qu'il doit être possible de diviser ce terrain en quelques grands groupes de pays — ainsi que le camarade Zinoviev l'a indiqué dans le discours prononcé par lui au moment de la discussion — de tracer théoriquement les grandes lignes de développement particulières à chaque catégorie, et d'indiquer — non pas d'une façon abstraite, mais concrètement — les différentes étapes de la lutte de classes.

*Ceci doit être fait d'une façon si concrète, si complètement, qu'aucun doute ne doit exister, dans aucun parti communiste, dans aucun pays et à aucun moment des dix prochaines années (environ) sur la question de savoir à quelle catégorie son pays appartient, et à quel point de son développement il en est momentanément.* Cette base théorique étant acquise facilitera de beaucoup la préparation de la stratégie appropriée à chaque catégorie de pays et à chaque étape. *Il reste aux programmes des sections particulières à établir* : Pourquoi leur pays appartient à telle ou telle catégorie, à quelle phase du développement il se trouve, ce qu'il y a de spécial dans les rapports de puissance des classes, et quelles modifications le plan de stratégie générale doit, çà et là, subir. Enfin, il reste à définir, pour des périodes très courtes — un à trois ans>- un *programme d'action tout à fait concret*.

J'insisterai une fois de plus sur ceci : *Nous pourrions préparer et concrétiser notre stratégie exactement dans la mesure où s'étendra notre conception théorique.* Qui prétendrait avoir une claire vision théorique du développement des classes les unes par rapport aux autres sans pouvoir dire comment la lutte peut être menée une fois ces conditions connues, montrerait par là, non seulement qu'il n'est nullement un homme politique, mais qu'il ne veut pas prendre la responsabilité de ses conceptions théoriques, ne croyant pas lui-même à leur justesse.

Le succès ou l'insuccès du programme à établir comme moyen de combat du prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique (et ce doit bien être en réalité un *moyen de combat* et non point une lecture destinée aux membres du Parti) dépendent entièrement de l'exactitude de l'analyse théorique qui sera faite de la situation mondiale actuelle.

## **L'Etablissement du Programme**

Ce point de vue essentiel commande la construction totale d'un programme de l'I. C. On peut, en général, faire les remarques suivantes:

Le programme doit offrir au prolétariat révolutionnaire un tableau complet de la situation économique-politique mondiale dans son développement historique. Il doit, succinctement mais clairement, impliquer qu'on doit compter sur la venue au Parti Communiste des grandes masses prolétariennes qui n'ont pas encore conscience de la situation politique.

La composition du programme doit être historique et suivre à peu près la méthode suivante :

### I. — L'EPOQUE PRECAPITALISTE.

Les classes des sociétés pré-capitalistes — esclaves, serfs, sujets, etc. — Rapide et courte esquisse analogue à celle du manifeste communiste. Insister sur :

1. Le fait permanent de l'*exploitation* à travers les organisations différentes.
2. Le rôle de la *puissance de classe et du monopole de l'armement réservé à la classe dirigeante* permettant et protégeant ainsi l'exploitation.
3. Le *monopole de l'éducation* réservé à la classe dirigeante, permettant la propagation exclusive de sa propre idéologie.
4. Le rôle de l'Etat comme organe de la puissance de la classe dirigeante.

### II. — L'EPOQUE DE CONSOLIDATION DU CAPITALISME.

1. *Le capitalisme, basé sur la concurrence libre* (cet exposé ne comporte aucune difficulté, des analyses de Marx et d'Engels s'y rapportant). Souligner le rôle de l'Etat et de son appareil (Lénine : *l'Etat et la Révolution*) et le fait de l'amélioration réelle de la vie de la classe ouvrière.

2. *Le capitalisme « organisé »*, environ vingt ans avant la guerre. Ceci doit être un peu plus détaillé.

La concentration technique des usines atteint son extrême limite; concentration dans les sens horizontal et vertical, ainsi que l'étatisation (trusts d'Etat, Boukharine).

Concentration aiguë de la fortune, et surtout du pouvoir économique entre les mains d'un très petit groupe de capitalistes dirigeants. L'antagonisme entre la grosse propriété foncière et le capital s'affaiblit. L'« organisation » du capital permet de rejeter le fardeau des crises sur le prolétariat. Le

niveau de la vie de l'ouvrier reste stationnaire (Kautsky, *le chemin du pouvoir*, nouvelles enquêtes américaines). La méthode du crédit et celle des petites actions permettent à des cercles plus éloignés de recevoir des miettes de la plus-value et de l'intéresser à la consolidation du capitalisme. Infériorisation des colonies. Rôle de l'aristocratie ouvrière dans le pouvoir colonial. Croyance à la stabilité absolue du capitalisme parmi les masses prolétariennes. Impérialisme. Groupement concret des pays. La guerre mondiale, conséquence inévitable des conflits d'intérêts entre les puissances impérialistes. Caractérisation rapide de la guerre économique et des conséquences de la guerre.

### III. — L'EPOQUE DE L'EBRANLEMENT DU CAPITALISME ET DU PASSAGE A LA DICTATURE DU PROLETARIAT. -

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le succès ou l'insuccès du programme dépendent absolument de la façon dont sera faite l'analyse théorique de cette époque. *Il est donc absolument nécessaire que les meilleurs cerveaux de l'I. C. participent de toutes leurs forces à ce travail.*

Quelques essais existent sur ce sujet, mais, à mon avis, ils sont insuffisants. Le livre de Boukharine sur *l'Economique de la période transitoire* est une contribution importante. Mais il donne seulement une vision abstraite de la « décadence du capitalisme ». Or, nous avons besoin d'une représentation concrète et d'une définition théorique des tendances actuelles. Pour nous, l'essentiel n'est pas : « *Comment le capitalisme tombe en ruines ?* » mais « *la destruction du capitalisme se produit-elle dans un laps de temps assez court pour qu'on puisse lui opposer un programme ?* » La destruction s'opère-t-elle d'une façon continue, ou bien les tendances aux prises seront-elles assez puissantes pour permettre à une reconstruction momentanée du capitalisme de se produire ? *Quel rôle assume le prolétariat lui-même dans ce processus de destruction et de quelle manière, au moyen de quelle stratégie le facteur prolétariat y contribuera-t-il ?*

L'analyse de Boukharine ne peut en aucun cas servir de réponse à cette question précise.

J'ai moi-même essayé, dans mes *Problèmes économiques et politiques*, de rassembler les effets et les causes de la crise du capitalisme. Il n'y a pas mal de choses justes dans ce livre — du moins je le crois. *Mais, dans son ensemble, cette analyse n'est pas exacte parce qu'elle généralise à l'échelle mondiale les effets existant dans l'Europe Centrale vaincue et en faillite.*

Infiniment de choses de valeur sont contenues dans les différentes thèses et manifestes du troisième Congrès de l'I. C. Mais il y manque en général la base d'un programme et elles souffrent du fait qu'elles sont trop immédiates, destinées à la *période trop courte* qui va d'un Congrès à un autre, et *trop découpées*.

Ce même défaut se fait sentir aussi dans mon essai : « *Crise de l'économie du monde capitaliste* » où j'ai rassemblé les tendances générales du développement économique dans les trois années qui ont suivi la guerre. En résumé : s'il est vrai que de nombreux travaux préparatoires ont été faits, le travail fondamental est encore à faire.

Je voudrais maintenant *essayer de faire*, sans aucune prétention au définitif ni au complet, une courte esquisse des tendances les plus importantes :

1. L'époque actuelle peut, avant tout, envisagée sur le plan mondial, être caractérisée par l'instabilité ; cette instabilité se manifeste :

*Economiquement*, par l'absence d'une *monnaie mondiale*, par les oscillations énormes du marché des changes, par la disproportion des prix, et les différentes conjonctures ; *politiquement*, par la coexistence de systèmes sociaux d'un caractère contradictoire (Etat soviétique, Etat capitaliste),

par les crises ininterrompues dans la politique extérieure (guerres et menaces de guerre) des pays capitalistes, par les perpétuelles crises gouvernementales et les changements rapides à l'intérieur des Partis, aussi bien bourgeois que prolétariens ; *socialement*, par l'incertitude de l'existence individuelle, par les rapides enrichissements et appauvrissements, par les chômages, par la pénurie de main-d'œuvre, par les luttes pour les salaires, etc.

2. *Intensification des conflits de classe*. La conscience de classe révolutionnaire du prolétariat se développe. Les grandes masses du prolétariat ne croient plus que la classe dirigeante soit inébranlable (cette tendance s'affermir ou s'affaiblir selon que la Russie des Soviets est ou non victorieuse dans les domaines militaire, économique ou diplomatique). Exaspération de l'antagonisme entre la ville et la campagne, entre les paysans et la bourgeoisie. Les masses paysannes forment leurs partis, propres; dans certains pays elles conquièrent même de l'influence sur les gouvernements. L'Etat et l'appareil d'Etat n'apparaissent plus suffisamment puissants à la classe dirigeante; partout se forment des organisations défensives de classe.

La base économique de formation de ces groupes antagonistes est, de chaque côté, *la diminution de la production* sur le plan mondial.

En conséquence, le revenu commun diminuant, la lutte entre les classes s'intensifie pour le partage du dividende social annuel. Ce sont les conséquences de la guerre qui amènent cette diminution de la production : amoindrissement des moyens de production, perte par millions de forces ouvrières, abaissement de la capacité de travail des ouvriers. Ceci d'ailleurs est à la fois une cause et une conséquence; une mauvaise nourriture les rend incapables de produire autant qu'auparavant.

La diminution de la production ne se répartit pas d'égale façon sur tous les pays de la terre. Certains pays ont vu, depuis la guerre, s'accroître leur appareil de production et leur capacité de production (Etats-Unis). La chute des autres pays en est d'autant plus grande (Allemagne). Mais tous sont soumis à la crise, partout une énorme instabilité se manifeste de différente façon, dans les rapports sociaux; ceci justifie la nécessité d'une rapide classification des pays.

Si nous voulons (ce qui est indispensable) entrer plus avant dans les détails, il faut que les pays du monde soient groupés entre eux, et d'après la réponse aux deux questions suivantes : De quelle façon le capitalisme existe-t-il économiquement et dans quelle mesure l'appareil d'Etat est-il intact ou non ?

1. — *Catégorie d'Etats capitalistes ayant leur appareil de production et de circulation intact.*

a) Ceux qui possèdent dans leur propre pays ou dans des territoires placés sous leur domination une base agricole suffisante et les matières premières suffisantes, ceux qui se « suffisent à eux-mêmes », ce qui permet d'envisager, indépendants du sort de l'Europe, une vie plus longue en régime capitaliste (Etats-Unis, Canada, Australie, Afrique du Sud, Japon, Amérique du Sud)<sup>1</sup>.

b) Ceux qui ne possèdent pas de base agricole ni de matières premières suffisantes et sont, par conséquent, liés au sort du reste du monde. (L'Angleterre et les pays neutres d'Europe.)

2. — *Groupe d'Etats capitalistes avec appareil de production et de circulation très amoindri.*

<sup>1</sup> Ce sont les premiers de ces pays qui correspondent le plus purement au type que nous voulons caractériser.

a) *Pays vainqueurs* qui, à la suite de la guerre, n'ont pas fait de Révolution politique, et où l'appareil d'Etat est encore à peu près intact. (France, Belgique, Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne. Il n'est pas déterminé si l'Italie appartient à ce groupe ou au groupe b), car elle a affaibli son appareil d'Etat.)

b) *Pays vaincus*, où la Révolution politique s'est produite et où le pouvoir d'Etat est très faible. (Autriche, Allemagne, Bulgarie; Grèce et Turquie d'Europe également.)

c) Pays où la dictature du prolétariat a été interrompue. (Hongrie, Bavière.)

3. — *Territoires dominés par l'exploitation étrangère (colonies).*

Indes (anglaises, françaises, hollandaises), Chine, Afrique, etc.<sup>1</sup>.

4. — Groupe des Etats Soviétiques.

Il convient encore d'examiner quelles formes l'instabilité prend dans les groupes de pays où des efforts politico-économiques existent pour ramener la stabilité économique et sociale dans chaque pays du groupe. *Economiquement* : Tendances à l'autocratie, émigration des capitaux. *Socialement* : armement de classe, formation d'une aristocratie ouvrière et protection du capitalisme par les syndicats et la bureaucratie des partis. *Politiquement* : tentative de la puissance impérialiste pour former une organisation mondiale pour la protection de tout le capitalisme (Société des Nations), armements des empires impérialistes en vue de nouvelles guerres !

Ensuite, analyse précise de l'acuité des conflits au sein de la classe bourgeoise (luttres entre agrariens et capitalistes, paysans et citoyens, etc.).

Finalement, analyse de la situation dans les Etats Soviétiques. Influence de la situation de la Russie Soviétique sur la situation mondiale d'une part, influence de l'isolement sur la situation de la Russie des Soviets, de l'autre.

La préparation de la *Stratégie de la Conquête du pouvoir* pour les pays-types des catégories de pays différents représente tout un cycle de travaux que je ne tiens pas à assumer. Des camarades plus compétents que moi s'y emploieront.

D'autre part, c'est, en ce qui concerne les tâches qui suivront la conquête du pouvoir, à mon avis, que commencent les premières difficultés; les problèmes politiques et économiques qui se présenteront, au début de la dictature, devront être étudiés par des camarades de confiance; ainsi, par exemple, le sabotage des intellectuels, les manquements à la discipline parmi le prolétariat, l'opposition paysanne, la nécessité d'affecter les meilleures forces à la protection de la dictature. Il faut bien insister sur le fait que toutes les difficultés seront d'autant mieux aplanies qu'un plus grand nombre de pays seront passés du capitalisme à la Dictature.

La conclusion doit, peut-être, fournir une courte vision de l'ordre communiste.

<sup>1</sup> La Turquie d'Angora, qui a combattu pour son indépendance, et le Portugal, devraient être spécialement mentionnés.

**7. *Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°8, 22 février 1923, pp. 119-120**

## **La situation économique mondiale en octobre-décembre 1922**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, n°10, 2 février 1923.

Cf. Eugène Varga, 1923, articles de *la Correspondance Internationale*, 1.

**8. *Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°9, 1<sup>er</sup> mars 1923, pp 141-144**

## **La situation économique mondiale en octobre-décembre 1922 (suite)**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, n°11, 7 février 1923.

Cf. Eugène Varga, 1923, articles de *la Correspondance Internationale*, 2.



**9. *Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°19, 10 mai 1923, pp. 224-225.**

## **La France et la Ruhr**

La vie économique de l'Europe a été, pendant le 1<sup>er</sup> trimestre 1923, entièrement sous l'influence de l'occupation de la Ruhr.

L'occupation de la Ruhr est survenue — formellement - par suite du manquement des livraisons de charbon et de bois de l'Allemagne. Ce n'était là, bien entendu, qu'un prétexte seulement. La cause véritable en était dans l'impossibilité d'une entente entre la France et l'Angleterre sur la politique internationale. Une série de conférences dont la dernière a été celle de Paris a révélé cette impossibilité. *L'occupation de la Ruhr n'est pas seulement dirigée contre l'Allemagne, mais aussi contre l'Angleterre et contre l'Amérique, qu'il s'agit de contraindre à se prononcer pour la France dans les questions en litige.* L'occupation de la Ruhr était une dernière carte de la France. « L'expérience française doit réussir définitivement ou échouer définitivement, a dit le *Times* (16 janvier). » C'est là la cause de l'âpre énergie de la France, en présence de la résistance passive de l'Allemagne.

Quels sont les litiges pendants entre la France d'une part, l'Angleterre et l'Allemagne de l'autre ? Ils portent sur :

1. Le montant des réparations.
2. La répartition des paiements allemands.
3. Les dettes interalliées.
4. La méthode de garanties des paiements de l'Allemagne.
5. La question du charbon.
6. La sécurité militaire de la France.

Nous devons souligner avant tout que ni la France, ni l'Angleterre, ni le gouvernement et les politiciens allemands ne suivent une politique bien déterminée ; tous hésitent : *la bourgeoisie européenne ne peut pas dominer le problème.*

\*

\* \*

La France soutient que les frais de la reconstruction des provinces dévastées doivent être avant tout couverts par les paiements allemands ; tant qu'ils ne l'auront pas été, la France ne sera pas à même de payer les intérêts des dettes interalliées ni de consentir à une diminution du montant des réparations.

Nous devons ajouter ici que les pensions ajoutées aux réparations ont nui considérablement à la situation de la France. Si l'Allemagne avait été capable de payer toute la somme — soit 132 milliards-or — fixée à Londres, le paiement des pensions eût constitué un avantage pour la France. Mais il n'en est rien. Et la France a fini par reconnaître qu'elle a été « roulée » par l'Angleterre dans la question des pensions. Si l'indemnité à payer par l'Allemagne se bornait aux dommages réels, l'Angleterre, au lieu de recevoir 22% des paiements allemands, n'en toucherait peut-être que 1 ou

2% ; « l'Allemagne a rendu », tonne pour tonne, à l'Angleterre les bateaux qu'elle a coulés : il ne lui reste à payer à la Grande-Bretagne que les cargaisons de ces bateaux et les dommages sans importance des côtes et des attaques aériennes, soit environ la quinzième partie de ce que revendique la France. L'exigence de la France, que la diminution du montant des réparations allemandes soit en rapport avec une révision de la question en faveur de la France, est donc entièrement justifiée<sup>1</sup>.

Il en est presque de même pour les dettes interalliées. La note Balfour prévoyait déjà, en son temps, l'annulation des créances interalliées dépassant le montant des sommes que l'Angleterre doit à l'Amérique. L'Angleterre irait certainement plus loin dans cette voie si les autres questions pouvaient être réglées.

Les grandes causes de conflit gravitent non pas autour des questions d'ordre économique, mais autour de *questions politiques*.

La France ne veut pas seulement les réparations et l'annulation de ses dettes interalliées ; elle réclame aussi des *garanties contre une agression future de l'Allemagne*. Et la grosse industrie française veut, en outre, *une participation dans la grande industrie de Rhénanie-Westphalie*. Ces revendications ont incité Poincaré à repousser avec brusquerie le plan anglais des réparations qui envisageait un règlement rapide des réparations par l'Allemagne et occuper la Ruhr. Poincaré le dit clairement dans sa critique du plan anglais des réparations :

« Le programme anglais semble complètement illusoire ; il semble plus dangereux encore, si on examine les facilités qu'il accorde à l'Allemagne pour se libérer rapidement d'une dette facile à supporter. »

« L'Allemagne n'a pas d'autre dette extérieure. Elle a relativement diminué ses dettes intérieures par suite de la chute du mark, de sorte que celles-ci ne dépassent pas quelques milliards de marks- or et se réduiraient bientôt à zéro. Si l'Allemagne se trouvait alors en face d'une seule dette, celle des réparations, et si celle-ci était réduite à 20 milliards environ par le plan anglais — dette pouvant être amortie dans l'espace de 15 ans environ et qui s'élèverait à moins du tiers des dettes de la France — l'Allemagne serait, dans quelques années, l'unique pays d'Europe qui n'aurait pas de dettes extérieures ; avec sa population croissante, son industrie intacte qui tirerait sans cesse tous les avantages d'une situation exceptionnelle, avec les richesses intactes de son sous-sol : charbon, bois et potasse, elle deviendrait le *maître de l'Europe vis-à-vis d'une France* dont la population serait de *la moitié moins nombreuse* et qui devrait supporter constamment le fardeau de la reconstruction des provinces dévastées. »

« *L'hégémonie allemande en Europe, que la guerre devait détruire, serait rétablie et consolidée par les alliés.* ».

On retrouve constamment ces idées dans le long discours de Poincaré à la Chambre du 12 janvier. La France, dont la population reste stationnaire, a peur de l'Allemagne dont la population augmente rapidement. *La France ne veut pas accepter un plan des réparations qui serait vite rempli, même s'il lui était avantageux au point de vue économique, mais ne lui permettait plus de contrôler l'Allemagne politiquement et économiquement*. La meilleure politique serait, à ses yeux, celle du morcellement de l'Allemagne : l'internationalisation des pays du Rhin.

<sup>1</sup> Nous croyons que l'Angleterre serait prête à renoncer à sa part des réparations (elles sont inscrites dans son budget au chapitre des recettes), si les antagonismes politiques peuvent être résolus.

D'autre part, la mauvaise situation financière de la France l'incite à se faire rapidement verser des sommes élevées. Pour cette raison, la France ne veut pas consentir au moratoire proposé par l'Angleterre. Le projet de moratoire soumis par la France, après l'occupation de la Ruhr, à la commission des réparations, préconisait, en sus de la remise à l'Etat de 25 % des fortunes privées sous forme de titres, un emprunt en or de l'industrie allemande de 3 milliards de marks dont 500 millions devraient être employés à la stabilisation du mark et 2 500 millions au paiement des réparations jusqu'en novembre 1924.

Ainsi, la politique française est hésitante. On a occupé la Ruhr sans bien savoir quel but on voulait atteindre par là. Chaque semaine, on trouve à l'opération dans la Ruhr des justifications nouvelles. La politique officielle hésite entre une simple « garantie des livraisons de charbon », des « garanties productives » et des « sanctions ». La résistance passive de l'Allemagne, qui a un certain succès, a fait échouer les projets primitifs de la France et crée une situation sans issue. Chaque groupe politique conçoit l'occupation à sa façon.

Le 2 mars, le ministre de la Guerre, Maginot, déclarait au Sénat que

« la force militaire de l'Allemagne constitue un danger pour nous... En cas de guerre nous devons être à même de traverser la frontière immédiatement et de porter la guerre sur le territoire ennemi... Notre victoire de 1918 nous donne un avantage à cet égard ; il serait impardonnable d'y renoncer ».

Donc, intention d'occuper définitivement les pays du Rhin.

Poincaré déclarait dernièrement aux représentants des journaux les plus importants de Paris

« ...que la situation financière n'était pas la plus importante. Le but serait l'occupation constante de la rive gauche du Rhin »... (Général Percin, *Ere Nouvelle* du 7 mars, cité par le *Radical* de Marseille).

Le 19 mars, Loucheur déclarait, dans un discours tenu à Grenoble :

« Il y a pour moi une autre question que celle des réparations... C'est la question de la sécurité de la France... *Il faudra séparer de la Prusse les Pays Rhénans*... Ces provinces doivent être placées sous un régime spécial au point de vue militaire ; les chemins de fer y doivent être soumis à un contrôle interallié... »

M. Millet donnait, dans le *Petit Parisien* 7 mars, le programme que voici :

« La lutte commencée doit conduire à une solution définitive du problème franco-allemand ; un règlement général doit résoudre toutes les grandes questions que le Traité de paix de Versailles a laissées pendantes entre l'Allemagne et la France...

« 1° Fixation du montant des réparations et des garanties des paiements ;

« 2° Garantie de neutralisation de la rive gauche du Rhin ;

« 3° Un troisième point essentiel, c'est celui du plébiscite dans 15 ans dans la Sarre. Convient-il de laisser indécise pendant dix années encore la question du sort futur de la Sarre et des mines de l'Etat, risquant ainsi d'engendrer au bout de ce laps de temps une crise nouvelle entre l'Allemagne et la France ?

« 4° La question des livraisons de charbon et de coke que le traité de Versailles ne voulait régler que pour dix années. »

Nous pourrions puiser dans la presse française d'innombrables citations montrant assez clairement, en dépit des variations quotidiennes et des constantes hésitations, que l'opinion publique de la bourgeoisie française attache plus d'importance à la protection contre une agression ultérieure possible de l'Allemagne qu'au montant des réparations.

L'opinion la plus fondée de la bourgeoisie française est le mieux exprimée, à mon avis, dans un discours de l'ancien ministre des Finances, Marsal (du 8 février), dans lequel il déclare tout net que la France serait satisfaite de recevoir de l'Allemagne, au titre des réparations, la somme nécessaire à l'amortissement d'emprunt correspondant à la somme réellement dépensée en reconstructions.

Mais le fait que la France n'a pas accepté les livraisons de matériel prévues par le moratoire de 1922 prouve que la bourgeoisie française ne tient pas, *en premier lieu*, à recevoir des réparations de la part de l'Allemagne.

10. *Bulletin Communiste*, 4<sup>e</sup> année, n°20, 17 mai 1923, pp. 238-240.

## La question de la Ruhr

### L'attitude anglaise

Il nous semble bien que l'unique politique possible pour l'Angleterre dans la situation actuelle soit celle de l'expectative. Et, d'ailleurs, la politique anglaise n'est point aussi inactive qu'elle le semble.

La politique anglaise dans la question de Ruhr est la continuation de celle de Lloyd George. L'espoir caressé France qu'un changement résulterait dans la politique anglaise des réparations du changement du gouvernement, a été déçu. On dit parfois que Lloyd George s'appuyait surtout sur la grande bourgeoisie industrielle représentée par la *Federation of Labour and Industry*, tandis que Bonar Law s'appuie plutôt sur le monde de la finance et les possesseurs de papiers de l'Etat. Ce sont là des milieux particulièrement intéressés à ce que le dollar revienne au pair. Si même c'était, vrai, ce serait de peu d'importance pour l'attitude anglaise dans la question des réparations.

La position de l'Angleterre a été consolidée au cours des trois premiers mois de 1923 par : 1° une convention sur les créances américaines très favorable à l'Angleterre au point de vue financier et qui règle un des points les plus difficiles dans les relations entre les Etats-Unis et l'Angleterre ; 2° la clôture du bilan de l'exercice financier écoulé avec un excédent de 102 millions de livres, quoique la Grande-Bretagne ait déjà fait des versements sur sa dette envers l'Amérique.

La politique anglaise des réparations peut donc rester indépendante ; si l'Allemagne payait 3 milliards de marks-or par an, il en reviendrait à l'Angleterre 22 % seulement, soit environ 33 millions de livres par an [ ? ], soit le tiers de l'excédent budgétaire de l'exercice écoulé et à peu près 3 à 4% du budget anglais. Ces chiffres n'ont pas un rôle décisif pour le contribuable anglais.

D'autre part, *la suprématie militaire de la France crée de grandes difficultés à l'Angleterre*. Les grands débats sur l'augmentation de la flotte aérienne qui ont eu lieu à la Chambre des Communes les 20 et 21 mars sont intéressants à cet égard. D'après les déclarations du secrétaire d'Etat sur la flotte aérienne que l'Angleterre possède actuellement, celle-ci comprend 371 avions de combat de premier ordre, alors que la France en a 1 260. Au cas où le programme de construction actuel serait maintenu, la proportion serait, en 1925, de 575 contre 2 180. Lord Birkenhead — connu, jadis, comme un ami de la France — a dit qu' « *il ne comprenait pas qu'une nation qui doit à l'Angleterre des sommes formidables, entreprenne des armements semblables à un moment où elle n'a pas la moindre perspective de payer un centime de ses dettes dans un avenir rapproché* ». Le secrétaire pour la flotte aérienne déclara que la situation s'aggrave encore du fait que les trois quarts de la flotte aérienne française sont concentrés en France, tandis que les deux tiers de la flotte aérienne anglaise sont outre-mer.

Prenant en considération, en outre, le fait que la France a des sous-marins meilleurs et plus nombreux que ceux de l'Allemagne pendant la guerre mondiale et qu'une attaque sous-marine contre l'Angleterre partirait commodément des ports français, il nous reste à constater la suprématie militaire de la France sur l'Angleterre et la nécessité qui en découle pour l'Angleterre d'accepter tranquillement l'avance de la France dans la Ruhr et d'attendre qu'elle aboutisse dans un tel

imbroglio que l'intervention anglaise, voire la participation anglaise, à la curée devienne possible.

C'est pour cette raison que l'Angleterre a déclaré à plusieurs reprises qu'elle désapprouvait les méthodes françaises ; qu'elle regardait l'occupation de la Ruhr comme sans issue, mais qu'elle se considérait toujours comme l'alliée de la France et n'interviendrait pas, tant que la France ne le désirerait pas. Le *Times* du 19 janvier écrivait :

« L'industrie et particulièrement celle si développée de la Ruhr, est une plante délicate dont on ne peut attendre qu'elle porte des fruits, si elle est, de force, mise sous un contrôle étranger, et surtout si les sentiments nationaux sont violemment excités. Il n'y aurait rien de surprenant à ce que la France se décidât, après une courte expectative, à diminuer pendant quelque temps sa pression arbitraire et à suivre une voie moins brutale. »

Le 22 janvier, le *Daily Telegraph* refusait de reproduire un article de Lloyd George, à cause de sa tendance fortement antifrançaise. Le *Times* disait à ce sujet :

« Si la résistance allemande est basée sur l'espoir d'une intervention étrangère, c'est une grosse erreur. Ce pays n'interviendra sûrement pas, et nous n'avons pas la moindre perspective pour une action américaine. »

D'autre part, la presse gouvernementale anglaise déplore constamment les difficultés de la politique d'occupation française et souligne la fidélité de l'Angleterre, Le *Daily Telegraph* écrit le 22 février :

« Quoique nous ne soyons pas tout à fait d'accord avec la politique française et quelle que soit la sévérité avec laquelle nous envisagions ses conséquences possibles, la France reste notre alliée. C'est le point principal qui ne doit pas être assombri et compromis par notre attitude. A notre avis, le droit de la France n'est pas en question, »

Le discours de Bonar Law aux Communes, le 19 février, est du même ton.

Ce ton précis des organes gouvernementaux n'est point diminué par l'attitude énergique de maint organe radical et de l'opposition. *The New Statesman* écrit, par exemple :

« ...Il est vrai que c'est la France qui est, seule, notre ennemi le plus dangereux. Lequel de nos critiques pourrait le contester ? Peut-on nous désigner un ennemi plus réel et plus dangereux ? Peut-on trouver, même à Moscou, un organe qui nous attaque comme le font les journaux de Paris ? Peut-on nommer une seule question importante en Europe ou en dehors du continent dans laquelle la politique française n'aille pas à rencontre de la nôtre et dans laquelle le gouvernement français ne nous combatte ouvertement comme à Lausanne, ou ne contrecarre dans le secret nos efforts ? Peut-on contester que la France est le seul obstacle à la création d'une Société des Nations véritable et à l'acceptation de toute proposition de désarmement général ? Pourquoi ne le dirions-nous pas, puisque la, France est l'ennemi véritable de la Grande-Bretagne ? »

En dépit d'une certaine augmentation de l'opposition en Angleterre, la politique du ministère est restée la même jusqu'à aujourd'hui. Sur les déclarations réitérées de la France qu'elle considérerait toute intervention comme un geste hostile, le gouvernement repoussa constamment tout projet d'intervention officielle, tout en soulignant qu'il est prêt à intervenir dès que les deux parties le désireront. A la mi-mars, l'Angleterre fait démentir officiellement les bruits d'intervention et dit que l'Allemagne doit faire le premier pas. L'initiative de l'opposition qui préconise l'appel à la Société des Nations est énergiquement repoussée. Le sous-secrétaire d'Etat Mac Neill, connu comme francophile, dit : « La Ligue des Nations n'est pas enracinée assez profondément dans l'opinion des

peuples et il faut bien s'imaginer qu'elle serait brisée à la première tentative de la mobiliser. »

D'autre part, le gouvernement anglais n'est pas aussi inactif qu'on serait tenté de le supposer, après ces refus officiels d'intervention, *L'Angleterre réussit à isoler de plus en plus la France*.

L'Italie ne participe pas réellement à l'occupation de la Ruhr et elle a repoussé net l'idée d'un bloc continental franco-italo-belgo-allemand contre l'Angleterre. A la Conférence de Lausanne, l'Angleterre a réussi à mener les négociations de telle sorte qu'elles ont échoué momentanément grâce *aux exigences de la France*. Une pression exercée sur la Belgique a eu pour résultat de terminer la Conférence de Bruxelles par un recul de Poincaré. Et il est hors de doute que la résistance allemande est approuvée au fond par les Anglais. Quant à l'Amérique, elle marche de concert avec l'Angleterre sous ce rapport.

D'un autre côté, l'Angleterre fait répandre par les correspondants de ses feuilles gouvernementales la nouvelle que la France serait prête à négocier. Ainsi, le *Times* du 14 mars écrivait :

« Le temps approche où l'Angleterre sera appelée à participer à la solution du problème de la Ruhr... L'Angleterre aura préparé le terrain à une solution correspondant à ses propres intérêts. »

### **L'issue probable**

Il n'entre pas, bien entendu, dans nos devoirs d'exposer les négociations purement diplomatiques officielles et secrètes qui eurent constamment lieu au cours des trois derniers mois entre les grandes puissances participant à l'action de la Ruhr. La question s'est posée dans les derniers temps de savoir qui devra faire le premier pas. Les négociations devront-elles commencer avant l'évacuation de la Ruhr, comme la France l'exige, ou après, comme l'Allemagne le désirerait ? Il convient de remarquer ici que la politique allemande est, à cet égard, complètement inconséquente et qu'elle se modifie chaque jour sous la pression des nationalistes. Le discours de M. Rosenberg (du 27 mars) envisageait l'initiative du secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hughes (du 29 décembre 1922), approuvait que les capacités de paiement de l'Allemagne fussent fixées par une commission internationale, déclarait le Reich prêt à donner toutes les garanties désirables à un consortium financier pour un emprunt de réparations.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich disait : « Le gouvernement allemand a, au cours des conversations diplomatiques, mis au courant de cette opinion les puissances les plus importantes intéressées au sort de l'Europe, mais qui ne sont pas mêlées directement au conflit de la Ruhr ; sans faire des propositions et sans formuler des désirs, il a en même temps relevé les difficultés du problème de la garantie pour l'Allemagne de l'évacuation des contrées occupées à l'encontre du traité de Versailles et du rétablissement dans ces contrées d'une situation conforme au traité. Sans prendre en considération les maux de la population chaque jour aggravés et le danger d'un déchaînement des passions populaires, le problème est d'autant plus important que le gouvernement ne peut pas concevoir que des experts soient à même de formuler un jugement motivé sur la capacité de paiement de l'Allemagne avant que ne soit mis un -terme à l'immixtion étrangère dans la vie économique de l'Allemagne et enrayé ainsi l'anéantissement de ses richesses. Le gouvernement allemand ne voit pas la possibilité pour le peuple allemand de renoncer à son arme unique : la résistance passive, sans que l'adversaire se retire sur la ligne du *statu quo* ».

M. Poincaré déclarait, à la suite du discours de Rosenberg, que la France n'était nullement

disposée à soumettre la dette des réparations de l'Allemagne, déjà fixée, à une révision, et M. Mac Neill disait, au Parlement anglais, que le discours de Rosenberg ne constituant aucunement un progrès, le gouvernement anglais ne considérait pas sa proposition comme propre à avancer le débat.

Le 29 mars, l'agence Wolff (Berlin) émettait l'opinion que voici :

« Si le secrétaire d'Etat anglais Mac Neill a vraiment dit ce que rapportent les communiqués, il a oublié les déclarations du gouvernement du Reich et du ministre von Rosenberg au Reichstag, concernant la proposition Hughes, Nulle condition n'est posée par l'Allemagne qui souligne seulement l'importance et la difficulté du problème de l'évacuation de la Ruhr... »

Si cette déclaration a un sens quelconque, c'est bien que l'Allemagne est prête à négocier même avant l'évacuation de la Ruhr. Le 1<sup>er</sup> avril paraît cependant une déclaration nouvelle de l'agence officielle allemande :

« M. Poincaré a fait à la Chambre une déclaration dans laquelle il est dit : « Nous ne nous retirerons de la Ruhr que dans la mesure et en considération des paiements reçus qui doivent correspondre à la totalité des dommages subis. » M. Poincaré n'a fait que répéter la teneur du communiqué de la Conférence de Bruxelles, envers lequel le chancelier du Reich a pris position dans son discours de Munich. Le chancelier disait alors : « Toute discussion sur la fin du conflit actuel doit avoir comme point de départ l'évacuation des pays occupés. Tant que le régime de la violence sévit encore, je ne peux pas voir le moindre progrès même dans le communiqué de Bruxelles. »

« Il n'y a pas lieu de juger la situation modifiée à la suite du discours de Poincaré, et il s'ensuit que le gouvernement allemand continue sa politique de résistance. Certaines feuilles veulent voir dans notre mise au point du 29 mars, sur les déclarations du sous-secrétaire d'Etat Mac Neill, un abandon de la politique suivie jusqu'ici. C'est là une erreur. Notre mise au point se rapportait à la fausse interprétation d'une démarche allemande visant la continuation conséquente de la politique de résistance allemande. »

Tout cela semblait vouloir dire que le gouvernement allemand n'était pas disposé à faire des propositions concrètes pour la solution de la question des réparations avant l'évacuation de la Ruhr. En avril, la Ruhr semblait être une impasse.

Bien qu'il paraisse que la bourgeoisie allemande veuille continuer indéfiniment la résistance, nous sommes d'avis qu'elle ne le pourra plus longtemps. Dans une lutte qui met en présence la France armée et l'Allemagne désarmée, la France doit, avec le temps, avoir le dessus. On constate, en effet, un relâchement de la résistance. Les Français gagnent du terrain lentement, mais constamment. Une partie considérable des chemins de fer de la Ruhr sont dans leurs mains ; l'exportation du charbon et du coke augmente, quoique très lentement ; les cas se multiplient où des fonctionnaires allemands se mettent au service des Français, où des firmes allemandes occupent, malgré l'interdiction du gouvernement allemand, les postes d'exportation et d'importation français nouvellement fondés. Il est vrai que la grosse industrie française souffre beaucoup du manque de charbon et de coke, mais il semble que la France peut supporter cette épreuve plus longtemps que l'Allemagne. Et comme les intérêts de la grosse industrie allemande ne sont nullement inconciliables avec ceux de l'industrie française, il y aura vraisemblablement et prochainement une entente.

Il semble que Loucheur ait pris l'initiative à cet égard. Allé à Londres dans les premiers jours d'avril, il s'est entretenu avec Lloyd George et Bonar Law. Le *Daily Telegraph* s'est beaucoup occupé de la question, ce qui nous porte à croire qu'elle était sérieuse. Il s'agissait d'un retour à



l'ancien projet de règlement commun de la question des réparations et des dettes. En voici sommairement la teneur :

L'Allemagne devrait assumer le paiement des dettes des puissances de l'Entente envers les Etats-Unis. L'Allemagne devrait payer, en outre, 26 milliards à la France. La Ruhr serait progressivement évacuée, mais rapidement ; *la Rhénanie, séparée de la Prusse*, formerait dans le Reich un Etat fédéral indépendant démilitarisé sous la surveillance de la Société des Nations. Dans le but de faciliter les mesures financières adéquates, le mark serait stabilisé au niveau actuel et un grand emprunt de réparations, garanti par les milieux économiques de l'Allemagne, serait lancé.

Ce projet n'a pas été accueilli favorablement par la presse bourgeoise allemande ; d'autre part, il reste lettre morte tant que l'Amérique ne consent pas à ce que l'Allemagne assume les dettes de l'Entente — exception faite, bien entendu, de celles de l'Angleterre — et les perspectives ne sont pas bonnes à cet égard.

Il n'y a pourtant pas de doute qu'une solution du problème sera tentée prochainement sur les bases d'un projet analogue. De la démarche Loucheur, qui agit évidemment avec l'assentiment de Poincaré, il ressort que *Poincaré ne tient plus la question de la Ruhr pour un litige exclusivement franco-allemand*. L'occupation de la Ruhr sera considérée, dorénavant, comme une question intéressant tous les alliés. La presse française a déjà fait pressentir qu'une conférence des ministres de l'Entente sur la question des réparations et de la Ruhr aura lieu prochainement. Ce serait la retraite de la France, mais non pas la victoire de l'Allemagne. *Si un plan Loucheur — ou un plan analogue — est finalement accepté, cela signifiera que des trois possibilités de la colonisation de l'Allemagne par la France, par l'Amérique seule ou internationale (cette dernière correspondrait au point de vue anglais), c'est la dernière qui l'emporterait.*

**11. *Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°10, 7 mars 1924, pp. 269-271**

## **L'année économique 1923**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 13 février 1924, n°11, pp. 110-112.

Cf. 1924, Quatorze articles de Varga publiés dans *La Correspondance Internationale*, n° 1.

**12. *Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°12, 21 mars 1924, pp.307-309**

## **La Dépréciation du Franc et la Situation Financière en France**

*Nos lecteurs trouveront le plus grand profit à cette étude de Varga tirée d'un rapport substantiel qu'il publie sur la situation économique mondiale dans le dernier trimestre de l'année 1923.*

L'événement le plus important dans l'économie européenne au cours de la période que vise ce rapport est la dévalorisation du franc qui a repris avec virulence et s'est continuée également dans le mois de janvier 1924. Une fois qu'au début de janvier 1923 le cours de la livre sterling eut monté de 70 à 79, il se produisit une stabilisation, de sorte que le cours du franc jusqu'à la fin d'août, à quelques fluctuations près, resta sans changement. Puis, dans les trois derniers mois de 1923, la situation s'aggrava et la livre atteignit presque 90 francs. Dans la première moitié de 1924, le cours monta à Paris jusqu'à 10 francs pour se stabiliser ensuite à un niveau un peu plus bas. La dévalorisation du franc apparaît encore plus forte, comparée au cours du dollar. Alors que le 2 janvier 1923 à New-York, on notait 7,42 pour 1 franc, il tomba le 2 janvier 1924 à 4,97 et atteignit au milieu de janvier son cours le plus bas avec 4,29. Cela constitue dans l'intervalle d'un an une diminution du cours de 40 %. Si nous recherchons la raison de cette chute considérable du franc, nous pouvons la traduire d'un mot : elle montre toute la vanité de la politique des « gages productifs ». L'évolution, comme la cause de la dévalorisation du franc, sont plus compliquées que celles de la dévalorisation du mark.

La dévalorisation ne doit pas être attribuée seulement à l'inflation de la quantité de billets de banque qui se trouvent en circulation. Celle-ci n'a augmenté que dans une toute petite proportion. Elle se composait :

(En milliards de francs)

Au 18 janvier 1923, de 37,08.

Au 17 janvier 1924, de 38,68.

L'augmentation ne s'élève donc qu'à 5 %. Comme la vie économique de janvier 1924 était meilleure qu'en janvier 1923 et que par suite, on avait besoin pour le trafic de plus de moyens de circulation, on ne peut donc expliquer la dévalorisation du franc que par une circulation accrue des billets de banque.

La situation, du bilan du commerce extérieur ne nous aide pas mieux à saisir la dévalorisation du franc. Ce bilan du commerce extérieur français est bien passif, mais le passif n'est pas très grand : l'importation s'est élevée à 32,61 et l'exportation à 30,43 milliards de francs. Le passif total dépasse d'un peu deux milliards, ce qui n'est pas d'une importance particulière.

Comme cause possible de la chute du franc, il ne reste donc que la mauvaise situation des finances de l'Etat français. A ce propos, il nous faut encore répéter qu'il est à peu près impossible de se faire un tableau conforme à la réalité de la véritable situation des finances de l'Etat français. Depuis le commencement de la guerre, il n'existe aucun compte établi de la quantité réelle des

recettes et surtout des dépenses. Tous les chiffres qui sont publiés sont des chiffres budgétaires ou des recettes provisoires de l'Etat. Personne ne sait exactement quelle est la dette flottante de l'Etat français<sup>1</sup> (i). Les dettes publiques de la France sont groupées par le professeur de l'Université de Paris, Charles Gide, dans la Correspondance économique franco-allemande du 12 janvier 1924 de la façon suivante :

(En milliards de francs)	
1° Dettes d'avant-guerre	25
2° Les six emprunts de guerre	133
3° La dette flottante <sup>2</sup>	70
4° Emprunts a la Banque de France	23
5° Les emprunts extérieurs au cours de 19 francs pour le dollar	120

Cela fait en tout 371 milliards de francs. Gide ajoute encore à cela : 1° 30 milliards qui ont été garantis par l'Etat au Crédit National pour la reconstruction des régions libérées ; 2° 4 milliards pour les emprunts des pays alliés auprès de la Banque de France et qui sont également garantis par l'Etat ; 3° l'augmentation de la dette extérieure à cause du non-paiement des intérêts, soit 5 à 6 milliards de francs par an. Gide calcule de cette façon que le total de la dette s'élève à plus de 400 milliards de francs et que d'ici l'année 1930, où sera terminée l'œuvre de reconstruction, elle aura atteint 500 milliards de francs.

En face de ces dettes publiques, il y a les exigences de la France vis-à-vis de l'Allemagne et de ses alliés. Nous avons déjà dit que la France réclame un minimum de paiement de 26 milliards de marks-or et la suppression de ses dettes aux alliés. Il est actuellement très douteux qu'elle obtienne gain de cause sur ces deux points, car les Etats-Unis n'ont aucune envie de renoncer à leurs prétentions et, en outre, il y a peu de chances qu'actuellement l'Allemagne verse ses 26 milliards de marks-or. Mais, même dans le cas où la France verrait le minimum de ses exigences satisfait, sa situation financière resterait toujours très difficile. 26 milliards de marks-or représentent, au cours actuel, environ 120 milliards de francs-papier. La suppression très douteuse des dettes interalliées représenterait une diminution de la dette française de ces 120 milliards. Mais la dette publique de la France atteindrait encore, en 1930, 260 milliards de francs, c'est-à-dire plus de dix fois le montant de la dette d'avant-guerre.

Mais cette situation était connue du monde entier et ne peut donc point être la raison de la dépréciation brusquement survenue du franc. De même, la situation des dépenses et des recettes de l'Etat, dans la mesure où les chiffres ont été publiés, n'a point, dans ces derniers temps, subi de modifications particulières. Les recettes de l'Etat se sont élevées, en 1923, à :

(En milliards de francs)	
Impôts indirects et monopole	17,15
Impôts directs	4,14

<sup>1</sup> Dans un de nos précédents rapports, nous avons mentionné que le ministre des Finances français a communiqué un jour au Parlement que les dettes de la France s'élevaient à 6 milliards de moins qu'il ne l'avait jusqu'ici fixé. Cette communication étrange ne fit en France aucune impression. C'est à peine si deux ou trois journaux le signalèrent,

<sup>2</sup> Gide fait remarquer à ce sujet : Ce chiffre n'est que tout à fait approximatif : aucun document officiel ne permet de l'établir exactement.

Revenus de l'Etat	0,23
[Total]	21,52
Recettes extraordinaires	1,53
Total des recettes	23,05

Les recettes ordinaires ont, par rapport à 1922, augmenté de 3,2 % et le budget ordinaire de la France est complètement équilibré par les recettes.

Il est vrai qu'il y a ensuite le trou béant : le budget des dépenses à recouvrer sur l'Allemagne. Celles-ci, dans ses dernières années, se sont élevées à plus de 20 milliards de francs par an. Et c'est le caractère invraisemblable du remboursement éventuel de ces sommes par l'Allemagne, tel qu'il s'est manifesté au cours de l'occupation de la Ruhr, qui semble être la raison principale de la chute continuelle du franc.

Le mouvement paraît être parti de l'étranger. A l'étranger, suivant les appréciations françaises, se trouvent des billets de banque et des obligations français pour une valeur atteignant de 15 à 20 milliards de francs. De plus, des capitalistes privés français doivent de grandes sommes à des étrangers qui les ont laissés en France dans l'espoir que le cours du franc s'améliorerait. Le fait devenant de plus en plus clair que la France ne pourra jamais obtenir de l'Allemagne les sommes nécessaires pour équilibrer son budget des dépenses recouvrables paraît avoir ébranlé la confiance dans le franc.

Les journaux français, et qui mieux est, le ministre des Finances français, accusent l'étranger hostile et surtout l'Allemagne d'avoir provoqué par des manœuvres la chute du franc. Le ministre des Finances a parlé au Parlement d'une conférence qui serait tenue en France réunissant les banquiers des régions occupées et où il aurait été décidé une attaque concertée pour la chute du franc. Le fond de cette allégation paraît être le suivant : jusqu'à la stabilisation du mark allemand, on a de plus en plus employé dans les régions occupées le franc français comme le moyen général de paiement. Après la stabilisation du mark et la dévalorisation simultanée du franc, celui-ci a été écarté dans ces régions en tant que moyen général de paiement.

Personne ne voulait plus accepter en paiement des francs français et, de cette façon, ces sommes en francs, devenues livres dans les régions occupées, ont inondé la France ou, le cas échéant, ont voulu se réaliser en livres sterlings et dollars. Il y a eu des jours où dans les légions occupées on pouvait vraiment acheter des francs français contre de l'argent allemand à un prix de moitié inférieur au prix de Berlin. Une fois que la dévalorisation du franc eut commencé, il se produisit ce que nous connaissons bien par l'histoire du change de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Pologne : les possesseurs étrangers d'argent français, pris de peur, le transformèrent en livres sterlings ou en dollars, les capitalistes français cherchèrent à se couvrir pour un certain temps avec des moyens de paiement étrangers ; il s'ensuivit une très forte demande de devises étrangères dont l'augmentation ne correspondait pas à la marche normale de l'économie. Naturellement, on ne peut point établir — ainsi qu'on le prétend du côté français — que d'Angleterre, et pour des motifs politiques, on fit une pression sur le cours du franc. La presse française prétend que des capitalistes anglais auraient transformé en grande quantité leurs francs en dollars.

Il est tout naturel que parallèlement à la chute du franc soit survenue une chute parallèle des valeurs françaises à intérêts fixes. Cela signifie que les épargnants français qui, jusqu'en 1923, avaient mis à la disposition de l'Etat leurs économies en achetant des valeurs d'Etat, permettant ainsi la reconstruction des régions dévastées et la couverture du déficit de l'Etat, devinrent, eux aussi,

méfiant. Dans ces derniers temps, on ne put placer sur le marché les emprunts d'Etat à court terme qu'à un intérêt très élevé et au prix de difficultés de plus en plus grandes. Il est évident qu'il se produisit aussi un mouvement de vente des valeurs de l'Etat français. D'après un calcul de l'*Ere Nouvelle*, les épargnants français ont subi, depuis novembre 1919, en ce qui concerne les valeurs d'Etat, une perte de 19 milliards.

Si nous examinons le fait de l'échec des opérations françaises d'emprunt sur le marché intérieur, non du point de vue financier, mais du point de vue économique, cela signifie que la force d'épargne du peuple français est à bout : cela signifie que la France n'est plus en état de tirer de la production annuelle de son économie les sommes qui sont nécessaires à la reconstruction des régions dévastées.

### La tentative pour la défense du franc

Il faut reconnaître que le gouvernement et le Parlement français ont reconnu le danger et qu'ils essaient, au moyen de mesures énergiques, de parer à une nouvelle chute du franc. La nouvelle loi de finances actuellement débattue au Parlement français et dont l'acceptation paraît assurée représente une rupture radicale avec la pratique suivie jusqu'ici avec le budget français. Le « Budget recouvrable » doit être supprimé et toutes les dépenses, même celles qui sont recouvrables sur l'Allemagne, devront être couvertes par les recettes courantes de l'impôt. Il s'agit, pour l'année 1924 d'environ 6 milliards de francs. Ces dépenses doivent être couvertes par les nouvelles recettes-suivantes :

(En milliards de francs)	
Augmentation de 20 % sur presque tous les impôts	3,630
Elévation des diverses taxes	0,354
Mesures contre la fraude fiscale	1,000
Mesures fiscales précédentes	0,150
Economies sur les dépenses	1,000
Total	6,234

De cette façon, on obtiendrait un excédent sur le budget total de 174 millions de francs. L'annonce et l'acceptation, à quelques mois des élections, d'une pareille nouvelle imposition fiscale est sans conteste une grande réalisation du Bloc national. Il s'agit seulement de savoir si elle atteindra le but visé.

On a le droit d'en douter. C'est avant tout la situation incertaine de la politique extérieure française les rapports de plus en plus mauvais avec l'Angleterre, l'échec de la politique des « gages productifs », les grandes dépenses militaires et en particulier les crédits d'armements accordés à la Petite Entente en dépit de la mauvaise situation financière de ces Etats, c'est tout cela qui a influencé défavorablement la confiance dans la politique française et par suite la stabilité du franc. A ajouter, des points de vue technique et financier, que la quantité de billets de banque en circulation est relativement très élevée. Même au cours actuel du dollar à 22 francs, 38,5 milliards de francs représentent une circulation d'environ 1,7 milliard de dollars, c'est-à-dire 8,5 milliards de francs-or, somme qui dépasse la circulation monétaire d'avant-guerre. Si alors, commence le processus de la dévalorisation monétaire, si les possesseurs d'argent se mettent à se débarrasser de leur argent en achetant des monnaies étrangères ou des marchandises, il va se produire le phénomène connu d'une rapidité accrue de la circulation de l'argent ce qui amènera, sans qu'au début de nouveaux billets de

banque entrent en circulation, le phénomène de l'inflation, c'est-à-dire qu'il y aura en circulation une trop grande quantité de billets de banque et cela provoquera une demande accrue, et non fondée économiquement, de marchandises, d'actions industrielles et de monnaies étrangères, 11 s'ensuivra l'augmentation du prix des marchandises et des cours des changes, etc... Ce processus une fois commencé, les recettes fiscales de l'Etat diminueront proportionnellement à la dévalorisation de l'argent. Et comme l'Etat français a mis à contribution dans une mesure excessive la confiance des épargnants, il ne sera plus en état, par la suite, au cours du développement de la dévalorisation du franc, de couvrir le déficit budgétaire provoqué par cette dévalorisation au moyen d'emprunts intérieurs ou extérieurs. Il sera obligé de recourir à l'impression de billets et, au lieu d'une inflation monétaire amenée par l'accroissement de la rapidité de la circulation de l'argent, surviendra une véritable inflation.

Voilà quel sera vraisemblablement le cours des événements si l'on ne parvient pas à un assainissement de l'Allemagne et de la France en annulant les dettes interalliées et en leur accordant en même temps des emprunts internationaux. Le destin de la France, comme on le voit, est complètement enchaîné à celui de l'Allemagne. La dévalorisation du franc montre que la contradiction entre la faible base économique de la France et sa superstructure politique par trop grande ne peut pas être plus longtemps masquée. Ou bien la France sera obligée de renoncer à ses efforts pour conquérir l'hégémonie sur le continent européen et de se soumettre à l'hégémonie anglo-saxonne, ou bien elle aura le sort de l'Allemagne et de la Pologne à moins qu'elle ne préfère au dernier moment se décharger de ses difficultés économiques et financières par une nouvelle guerre.

**13. *Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°22, 30 mai 1924, pp534-536**

## **Une solution du problème des réparations**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 21 mai 1924, n°27, pp. 308-309.

Cf. 1924, Quatorze articles de Varga publiés dans *La Correspondance Internationale*, n°4

**14. *Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°34, 22 août 1924, pp. 807-810**

## **Documents sur le 5<sup>e</sup> Congrès de l'IC**

—

## **Rapport de Varga sur la situation économique mondiale**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 3 juillet 1924, n°40, pp. 411-413.

Cf. 1924, Quatorze articles de Varga publiés dans *La Correspondance Internationale*, n°5

**15. *Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°42, 17 octobre 1924, pp. 992-994**

## **Quelques aspects de l'économie mondiale au 1<sup>er</sup> semestre 1924**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 8 octobre 1924, n°70, pp. 769-771.

Cf. 1924, Quatorze articles de Varga publiés dans *La Correspondance Internationale*, n°9



**16. *Bulletin Communiste*, 5<sup>e</sup> année, n°46, 14 novembre 1924, pp. 1086-1089**

## **Le développement économique de l'Allemagne**

Reproduction de *La Correspondance Internationale*, 22 octobre 1924, n°72, pp. 797-798. et de *La Correspondance Internationale*, 28 octobre 1924, n°73, p. 814.

Cf. 1924, Quatorze articles de Varga publiés dans *La Correspondance Internationale*, n°10 et 11